

SOMMAIRE

<i>Thomas Lequoy</i> , SAM - MIRAIL #4 , Espace conçu / Espace Vécu : une investigation des traces des mémoires dans l'espace	3
<i>Clara Sandrini</i> , Atelier « cracker la ville », master 2 , Présentation de l'histoire de l'atelier et de son programme pédagogique	5
<i>Florian Faurisson</i> , La fabrique ordinaire des territoires , Projet de recherche doctorale	8
<i>Atelier Cracker la ville 2014-15</i> , De saint-Cyprien aux Pradettes : les transformations des patrimoines ordinaires , Synthèse du projet urbain thématique	14
<i>Clara Sandrini</i> , D'une semaine de médiation architecturale à une autre , SAM-MIRAIL #2 L'image métropolitaine du Mirail	30
<i>Pierre Weidknet</i> , La modernisation de Toulouse , Histoires d'une modernisation venue d'ailleurs	33
<i>David Esteban</i> , Le Mirail est un quartier comme un autre , SAM-MIRAIL #3 : Le Mirail entre histoire(s) et mémoire(s)	41
<i>Florian Faurisson</i> , Les histoires du Mirail , Un palimpseste moderne	47
<i>Thomas Lequoy et Clara Sandrini</i> , Espace vécu / espace conçu : une investigation des traces de la mémoire dans l'espace , Programme de la SAM-MIRAIL #4	55
<i>Florian Faurisson et Clara Sandrini</i> , Le partage de l'espace public / collectif / privé , Programme de la JEE #1 : Une investigation des consensus/dissensus des collectifs d'acteurs dans la fabrication de la ville ordinaire européenne	57
<i>Participants et remerciements</i>	59

SAM - MIRAIL #4

Espace conçu / Espace Vécu : une investigation des traces des mémoires dans l'espace

Thomas Lequoy et Clara Sandrini

La Semaine Architecturale de Médiation du Mirail #4 s'inscrit dans le programme pédagogique de l'atelier "Cracker la ville" de l'ENSA de Toulouse (Master 2) et dans le programme scientifique du collectif de recherche "Formes spatiales-formes sociales" du LRA.

Cette **manifestation architecturale de médiation** se situe dans la continuité des actions menées au Mirail depuis maintenant quatre ans. En 2012, la Mission Grand Projet de Ville (MGPV), dirigée par Benoit Zeller, a en effet fait appel à l'atelier "Cracker la ville" de l'ENSA-LRA de Toulouse¹, sous l'impulsion de Florence Benoit, pour réfléchir aux outils de médiation potentiels sur le territoire du Mirail.

La première SAM-Mirail s'est d'abord lancée en quête du *fil métropolitain* qui relie la nouvelle médiathèque « Grand M » du Mirail, avec celle située en centre-ville (médiathèque Cabanis). Les étudiants ont commencé par signaler dans l'espace public la présence du nouvel équipement, avant d'aller à la rencontre des habitants et des associations en présence. De cet échange est né un dispositif symbolique de lien, qui a ouvert le champ des possibles, entre projet architectural et projet urbain, en collaboration avec les habitants et leurs représentants.

Toujours en coordination avec la MGPV et la nouvelle institution « Toulouse Métropole », un autre workshop a pris forme dans le cadre d'un échange universitaire Europe-Australie. Ce programme DARC (Developing Architectural Education in Response to Climate change) a permis de contextualiser les enjeux apportés par la perspective d'un développement durable sur le terrain du Mirail (éco-quartier). L'expérience a rappelé les conditions résolument collectives et collaboratives qu'un projet de transformation durable du Mirail devrait pouvoir comporter.

La deuxième édition de la SAM² s'est alors saisie de la programmation de l'équipement métropolitain *Maison de l'Image* (PERRAUDIN, arch.) pour s'interroger sur la place de l'image au Mirail. La diversité des images -institutionnelles, professionnelles, personnelles, associatives et habitantes- a questionné la reconnaissance de ces images du Mirail dans les projets architecturaux et urbains programmés. L'expérience a permis d'envisager les conditions du partage d'une image architecturale et urbaine héritée du Mirail, entre ouverture de l'œuvre urbaine à la participation et résiliences habitantes.

La troisième édition de la SAM³ a donc cherché à mettre en œuvre un dispositif de partage de cette image héritée. La reconstitution des histoires (sociale, politique⁴, urbaine) du Mirail a permis d'élaborer une représentation de l'histoire qui croise les points de vue sociaux (ou culturels). La reconnaissance et la collecte des mémoires pensées et vécu sont devenues des outils de partage de l'espace : elles ont permis de cartographier les usages, de mettre en valeur le discours habitant et d'identifier les initiatives associatives ou institutionnelles. Le territoire du Mirail est ainsi apparu comme un palimpseste urbain issu du croisement des histoires et des mémoires⁵.

¹ Clara Sandrini, Présentation de l'atelier "Cracker la ville"

² Clara Sandrini, Présentation SAM-MIRAIL #2

³ David Esteban, Le Mirail est un quartier comme les autres

⁴ Pierre Weidknet, La modernisation de Toulouse

⁵ Florian Faurisson, Le Mirail Palimpseste

A la rentrée 2014, l'atelier "Cracker la ville" a été invité par la Novèla pour *Un après-midi au bord du Lac* de la Reynerie, le dimanche 19 octobre. Autour de la construction éphémère d'une maquette, l'atelier de manufacture urbaine (Fab Lab humain) a expérimenté la conception collaborative dans le cadre d'un grand rassemblement.

L'articulation des savoirs et des savoir-faires a permis de faire émerger une représentation sociale des transformations à apporter au Mirail, et plus précisément aux abords du Lac de la Reynerie. Ces transformations ont guidé le travail des étudiants au sein de l'atelier, entre projet urbain (**De Saint-Cyprien aux Pradettes**) et projets architecturaux.

Les projets de transformations de ce transect et de ses patrimoines ordinaires ont été présentés le lundi 5 (projet urbain) et le mardi 6 (projets architecturaux) janvier à la Fabrique Urbaine de la CU Toulouse Métropole. Ils développent une vision singulière à l'articulation de quatre thématiques (**#dériveurbaine, Cultur'Art Fabric, Reconciliation, Agriponcture**) qui constitue un point d'ancrage pour développer les réflexions sur le territoire du Mirail.

Cette **quatrième édition de la SAM-MIRAIL** vise donc à prolonger ce projet urbain thématique pour accompagner les initiatives institutionnelles, collaboratives et/ou participatives, en partenariat avec la mairie de Toulouse, la mission Grand Projet de ville, les bailleurs (Habitat Toulouse, Patrimoine, Les Chalets) et plusieurs associations (TO7, La Gargouille, Reflet, Reynerie Miroir).

Cette semaine de workshop, qui regroupe les vingt étudiants et les enseignants toulousains de l'atelier (Carl Hurtin, Luc Larnaudie, Thomas Lequoy, Alexandre Moisset, Clara Sandrini), associe également d'autres enseignants toulousains (Noel Jouenne, Béatrice Utrilla, Pierre Weidknnet, Mohammed Zendjebil), des collègues français (Milena Guest, Dominique Lefrançois, Isabelle Estienne, François Nowakowski) et des collègues bulgares (Dimitar Andreychin, Milena Metalkova).

Programmée comme un atelier de réflexion collaboratif, elle vise à investiguer le **partage du sensible** (J. Rancièrè) pour analyser les initiatives institutionnelles et envisager une fabrication collaborative de l'espace, dans le cadre de la réhabilitation des immeubles d'habitation et de l'aménagement des espaces publics.

Du 12 au 16 janvier 2015, étudiants et enseignants animeront une série d'ateliers visant à mieux comprendre les espaces modernes, leurs transformations et leurs conditions de réhabilitation, en partenariat avec la MGPV, Les Chalets, Toulouse-Habitat et Patrimoine.

Le lundi 12 janvier des **visites commentées du quartier de la Reynerie** sont organisées, des espaces publics jusqu'aux sphères de l'intime. Elles seront toutes accompagnées par les institutions et/ou associations qui participent aujourd'hui à leurs usages et/ou à leurs transformations. Une carte vous indique en pièce jointe les différents lieux proposés et les moyens de s'y rendre.

Mardi 13 janvier se tiendra à l'ENSA de Toulouse la première **Journée Européenne d'Echanges**. Enseignants et chercheurs croiseront les situations relevées l'Est et à l'Ouest de l'Europe autour de la question du partage de l'espace public / collectif / privé.

Mercredi, les étudiants restitueront les visites du lundi pour dessiner les contours d'**une image projetée contemporaine**, partagée par les associations et institutions partenaires.

Jeudi matin, une **Action Urbaine Collective** se tiendra sur le marché de la Reynerie : un nouvel *Atelier de Manufacture Urbaine* permettra de prendre place dans l'espace public pour créer une rencontre festive et participative des usagers du marché.

Ces propositions de transformations seront présentées vendredi 16 janvier, d'abord de manière informelle à partir de 14h00, puis dans le cadre d'une **présentation publique à 17h00**, suivie d'un **apéritif de clôture**.

L'exposition des travaux est programmée jusqu'à la fin du mois de janvier. Elle sera présentée ensuite dans les locaux des institutions partenaires.

ATELIER « CRACKER LA VILLE », MASTER 2

Histoire et programme pédagogique

Clara Sandrini

Equipe enseignante

Gérard Fresquet, architecte DPLG, urbaniste OPQU

Carl Hurtin, artiste

Luc Larnaudie, architecte-ingénieur

Thomas Lequoy, architecte ADE (PFE mention recherche), doctorant

Alexandre Moisset, paysagiste

Clara Sandrini, docteur et HDR en architecture, coordinatrice de l'UE

Intervenants

Valérie Descazeaux, architecte DPLG, doctorante

David Esteban, architecte ADE (mention recherche)

Florian Faurisson, architecte ADE (mention recherche), doctorant

Gérard Fresquet, architecte DPLG, urbaniste OPQU

Nathalie Haristoy, architecte DPLG, CU Toulouse-Métropole

Franck Parayre, architecte HMO-NP,

Caterine Réginensi, HDR en anthropologie urbaine

Nadia Sbiti, architecte-urbaniste, docteur en géographie et aménagement,

Michèle Schnapper, CU Toulouse-Métropole

Kathi Holt-Damant, architecte, QUT Brisbane

1. Historique

L'atelier « cracker la ville » a été créé en 2006-2007 suite à la titularisation de Clara Sandrini comme maître-assistante en villes et territoire (urbanisme et projet urbain) à l'ENSA de Toulouse.

L'objectif initial de l'atelier était de proposer une expérimentation des métiers de l'architecture, en conduisant simultanément deux projets. Le projet architectural (individuel) rentrait ainsi en résonance avec le projet urbain (en groupe) et les deux se croisaient dans un « collage urbain » qui permettait d'élaborer collectivement un projet de ville.

Durant trois ans (septembre 2006-juillet 2009), il a été positionné en master 1 (4^{ème} année) et s'est développé sur une portion de territoire toulousain allant de la place des Carmes à Empalot, regroupant tous les patrimoines et possédant une large part de bâtiments contemporains. Le programme pédagogique s'est structuré en partenariat avec des associations (PSQH et Les coursives d'Empalot) et des comités de quartiers (Saint-Michel et Empalot) et la restitution des travaux étudiants a fait l'objet de plusieurs présentations publiques dont témoigne un numéro spécial des « Coursives d'Empalot ».

Par la suite (septembre 2009-juillet 2011), le terrain de l'atelier s'est positionné à Graulhet, dans le Tarn, dans le cadre d'une recherche financée par la Région Midi-Pyrénées, en coordination avec le conseil général du Tarn, la communauté de commune Tarn et Dadou, la Ville et la Régie de Territoire.

Ces expérimentations ont permis d'élaborer une image projetée partagée et a donné naissance à une « petite fabrique de l'espace public » qui associe les acteurs politiques et les artistes locaux.

Durant trois ans, l'atelier s'est développé sur un terrain allant du métro Capitole au métro Balma, en excluant les emprises SNCF réservées pour le développement de la future gare TGV. Il a développé une réflexion sur la densification et la métropolisation, en associant les territoires de la politique de la ville (Grand Mirail notamment). Le programme s'est établi en partenariat avec Toulouse Métropole et la Mission Grand Projet de ville et la restitution des travaux étudiants a fait l'objet de présentations publiques et d'expositions.

2. La démarche pédagogique et scientifique

Le programme de l'atelier "Cracker la ville" (master 2) se développe au sein du projet de recherche « Processus européens de métropolisation »⁶. Il s'attache à comprendre les "patrimoines ordinaires" de la ville de Toulouse, considérée dans son état « urbain » : actif, architectural, patrimonial et paysager. Il interroge les formations et transformations de ces espaces, dans le cadre d'une accélération de l'histoire⁷ et d'une société en réseau⁸.

Loin des grands projets qui marquent le rayonnement métropolitain, ces patrimoines ordinaires sont analysés et transformés à partir du visible des espaces publics, entre histoires (politique, sociale, urbaine) et mémoires de ceux qui pratiquent, qui utilisent ou qui se revendiquent d'un lieu ou d'un quartier.

Les étudiants vont à la rencontre des usagers-habitants et appréhendent les « morphologies sociales », mouvantes et parfois militantes, dans une perspective de transformation de l'existant. Ils élaborent ainsi des projets d'usages qui inscrivent l'héritage dans l'époque métropolitaine contemporaine.

L'objectif de l'atelier est de donner place à l'habité et aux habitants sur une portion de site, de Saint-Cyprien aux Pradettes, en articulation avec les flux créés par les transports en commun, dans une perspective durable et participative.

Ce site s'appuie sur l'existence de la ligne A du métro qui relie le centre de la ville à deux de ses principaux centres commerciaux (Balma-Basso Cambo). Le centre ville et ses faubourgs immédiats représentent un enjeu majeur dans la métropolisation de la capitale régionale. L'arrivée du LGV, la reconquête des emprises ferroviaires sont l'objet de projets architecturaux et urbains qui vont redynamiser cette portion de territoire. Le site est contraint par une topographie historique, accentuée par le centre historique (et ses projets) et par l'implantation de constructions « modernes » et « postmoderne ». Il présente une accumulation de patrimoines dans un paysage stratifié et compartimenté.

L'architecture est envisagée comme outil de médiation entre les différents acteurs de la fabrication de la ville, entre conception, construction et occupation sociale.

La thématique de l'habité permet de situer le corps en action dans l'espace et d'utiliser les dimensions sensibles dans l'analyse et la conception des espaces, entre visible et invisible. Tous les types et temporalités d'habitat sont envisagés : intérieur et extérieur, durable, temporaire, éphémère. Les étudiants choisissent une parcelle ou un lieu qu'ils délimitent et qui constitue le point d'ancrage de leurs pensées spatiales.

La première phase de l'atelier, *intentions*, a été consacrée à la confrontation au site et à ses usages (4 semaines, du 15 septembre au 7 octobre).

Les étudiants ont parcouru le site lors des « opérations commandos », durant lesquelles ils ont effectué des relevés qualitatifs de l'espace. Les informations ont été mises en

⁶ Projet mené en collaboration avec les ENSA de Marseille et de Normandie, l'UACG Sofia et la FU Varna. L'atelier de projet est lié au groupe de recherche "Formes sociales-Formes spatiales" du Laboratoire de Recherche en Architecture de l'ENSA de Toulouse.

⁷ Nora, P., *Les lieux de mémoire*, Paris, Gallimard, 1997.

⁸ Ascher, F., *Métapolis : ou L'avenir des villes*, Paris, Odile Jacob, 1995.

commun pour effectuer une analyse urbaine. Cette phase a amené les étudiants à choisir un site et à l'expérimenter par des "actions urbaines collectives" (29 septembre), restituées sous la forme d'un film⁹.

Les étudiants ont ainsi définis des *intentions spatiales* à trois échelles (quartier, lieu, architecture) qu'ils ont présenté lors d'un jury à la Fabrique urbaine (7 octobre). A l'issue de cette présentation publique, des thématiques de projet urbain ont été définies : #deriveurbaine, Cultur'Art Fabric, Re-génération, agripuncture.

La phase de **figuration** intervient ensuite comme une transcription des idées en projets architecturaux et urbains (6 semaines, du 14 octobre au 18 novembre).

La figure architecturale est déterminée par des choix spatiaux (organisation spatiale, distribution) qui organise le programme dans une logique urbaine. La forme urbaine, elle, devient le fruit d'un consensus : elle constitue un cadre d'intervention commun qui préfigure la forme architecturale et lui donne sens.

Durant cette phase, les étudiants ont participé à un "atelier de manufacture urbaine" dans le cadre du Festival de la Novéla (un dimanche au bord du lac, 19 octobre) : ils ont ainsi expérimenté la fabrication collaborative d'une maquette d'un "Mirail idéal" (restitution sous forme de film).

Les projets urbains et architecturaux ont été présentés lors du deuxième jury à la Fabrique urbaine (18 novembre). A l'issue de cette présentation publique, des groupes ont été formés pour imaginer des transformations par quartier : Saint-Cyprien, Arènes, Bagatelle-Garonne, Bagatelle-Saint-Simon, Ex-périphérique, Pradettes.

La phase de **« form »-alisation** intervient comme une matérialisation des idées et des figures architecturales et urbaines (5 semaines, du 24 novembre au 6 janvier).

La coordination des projets urbains et des projets architecturaux amène à un collage urbain qui assemble les différentes intentions individuelles et collectives. Les étudiants ont croisé les quatre thématiques de projets urbains dans des "focus par quartier". Ils ont développé leurs projets architecturaux dans une perspective réaliste (dépôt d'un permis de construire).

Ces projets urbains et architecturaux ont été présentés les 5 et 6 janvier 2015, dans le cadre d'un jury ouvert au public à la Fabrique urbaine.

⁹ L'ensemble des films (SAM-MIRAIL + Atelier "Cracker la ville") sont disponibles à cette adresse : <https://www.dropbox.com/sh/poec98x7ld6p43a/AAA0mjT1LGBfXHRNsFoZ2yGaa?dl=0>

LA FABRIQUE ORDINAIRE DES TERRITOIRES

Projet de recherche doctorale

Florian Faurisson

“ Je décris cette perception du quotidien comme “ l’extraordinaire dans l’ordinaire ”, la perception du caractère étrange, surréaliste, de ce que nous appelons, acceptons, et auquel nous nous adaptons, comme habituel et réel ; cette vision est saisie dans les premières pages de Walden, quand son auteur parle de ses concitoyens comme semblant absorbés dans des rituels fantastiques de repentance, percevant le caractère arbitraire de ce qu’ils appellent nécessité. (...) L’ordinaire est objet à la fois d’autopsie et d’augure, faisant face à la fois à sa fin et à son anticipation. Le quotidien est ordinaire parce que, après tout, il est notre habitude, ou notre habitat ; mais puisque cet habitat est de temps en temps perceptible - pour nous qui l’avons construit - comme extraordinaire, nous concevons qu’un autre lieu ailleurs, ou un lieu autrement construit, doit être ce qui est pour nous ordinaire, doit être ce que les romantiques ont appelé (...) la maison (“ home ”).”¹⁰

Hypothèse de travail : Un territoire ordinaire est le résultat des arts de faire déployés par un individu de droit privé dans le but de s’ancrer spatialement, temporellement et socialement au sein des cadres mis en place par les pouvoirs publics.

Cette synthèse s’attache à comprendre les différentes modalités de la fabrique ordinaire des métropoles européennes. Nous partons d’un constat : 90% des processus de fabrication des métropoles actuelles sont réalisés en dehors des grands projets urbains médiatisés. Que 90% de la ville se réalise par le biais de l’impulsion des initiatives privées nous amène à reconsidérer notre point de vue en tant qu’architectes et la capacité des pouvoirs publics à contrôler l’ensemble des processus de métropolisation au sein des nouvelles métropoles européennes.

En France, la fabrique ordinaire de la ville ne se fait pas sans règles. Du RNU au PLU, les processus de production de la ville sont contrôlés ou au moins encadrés. Toutefois, les marges de manœuvres laissées par ces documents permettent à de multiples intervenants de produire des formes inédites par le biais d’initiatives privées. Cette production ordinaire de la ville est un jeu au sein d’un ensemble de règles plus ou moins fermes. L’interprétation de ces règles et l’habileté avec laquelle les différents acteurs de la ville en jouent nous permet de postuler à une véritable capacité d’innovation au sein de ces territoires ordinaires. L’ordinaire n’est pas une enfreinte à la règle mais un espace dans lequel l’adaptation et la négociation existent : un jeu au sein d’une règle dont les contours se modifient petit à petit. Nous voyons des arts de faire se développer dans ces territoires sous l’action des individus. Il ne s’agit plus de traiter de l’avènement d’un Homme Nouveau, mais de s’intéresser aux multiples individualités qui façonnent les espaces urbains et comment leur territorialité peut être signifiante dans les processus de fabrication de la ville.

L’objet de notre recherche n’est pas ici de nous pencher sur l’extraordinaire urbain, de l’objet architectural au nouvel éco-quartier, mais de comprendre les formes que revêt l’ordinaire et de son impact dans les formes urbaines, les sociétés de les manières de façonner le territoire. L’ordinaire, ce qui se fabrique en marge des grands projets

¹⁰ CAVELL S., « The philosopher in American Life » dans *Quest of the Ordinary, Lines of Skepticism and Romanticism*, Presses Universitaires de Chicago, Chicago, 1988, p9.

urbains, le plus souvent sans architecte, peut se définir comme un jeu d'interactions complexes entre des individus structurés dans des collectifs d'acteurs plus ou moins formels, un espace soumis à une réglementation minimale et des processus de territorialisation caractérisés par un laisser-faire des pouvoirs publics et revendication légitime des individus à façonner leur cadre de vie. Afin d'approfondir ce premier postulat (que nous jugeons incomplet mais suffisamment fort pour pouvoir nous servir d'appui), nous nous focaliserons sur trois catégories de la fabrique ordinaire des métropoles : spatiale, sociale et temporelle.

Premièrement, il nous semble important d'aborder les territoires ordinaires en tant qu'espaces. Les territoires ordinaires constituent l'impensé de l'image d'une métropole, oscillant entre présence quotidienne et absence de représentation. Afin de dépasser le débat traditionnel sur une métropole entre centre et périphérie et s'ouvrir sur la multiplicité des territoires urbains, la reconnaissance des territoires ordinaires est un enjeu crucial. Entre quartiers-tremplins, ville diffuse, imbrication nature/ville, bricolages, appropriations et détournements, les territoires ordinaires proposent des multiples situations spatiales et d'innovations qui nécessitent une définition et une véritable lisibilité pour participer à la fabrication des métropoles. Afin d'éviter les débats sémantiques autour des différentes typologies et idéologies sur la nature des espaces urbains, nous nous concentrons ici sur une définition partielle et partielle de territoires ordinaires. Nous appellerons territoires ordinaires les espaces façonnés par les individus de droits privés. Ces territoires peuvent être des espaces clairement définis, des successions d'espaces dans le temps, des espaces éphémères ou temporaires, ... Il est question ici de comprendre les inscriptions spatiales des individus dans leur environnement et non de revenir à un débat sur la ville diffuse, la ville-territoire, la ville verte, ...

L'enjeu est de comprendre l'emboîtement des échelles de l'ordinaire spatial, de l'échelle du grand territoire à la micro-échelle de l'architecture. Des grands territoires aux petites modifications apportées à l'habitat, l'ordinaire spatial se décompose en une multitude d'échelles. L'évolution de ces territoires au cours des siècles nous amène à penser à leur stratification et donc à explorer la dimension temporelle en parallèle de la dimension spatiale de l'ordinaire. Pour appuyer notre propos, nous nous référons ici à trois principales références dans la mise en place de la reconnaissance des territoires ordinaires : Aldo Rossi¹¹, André Corboz¹² et Robert Venturi¹³.

L'apport d'Aldo Rossi sur la question de l'ordinaire spatial s'exprime dans l'attention portée à ce qu'il définit comme une méthode d'étude typomorphologique du bâti, soit les évolutions d'un édifice au fil des âges par les transformations qu'il subit. Aldo Rossi introduit alors à l'échelle de l'architecture deux éléments qui nous semblent fondateurs dans la question de la perception de l'ordinaire : l'adaptabilité de la forme aux besoins des sociétés et la question de la stratification des formes spatiales au cours des siècles. A la différence de l'extraordinaire, l'ordinaire mute et évolue : il permet de mettre en évidence la question d'un patrimoine génétique de l'architecture ordinaire.

Cette question de la stratification des formes spatiales se développe chez André Corboz qui propose de décaler le regard non plus sur l'architecture mais sur l'échelle du territoire. Corboz nous montre comment le territoire n'est pas une surface passive mais une stratification de traces, de mémoires et d'histoires laissées par les générations humaines l'ayant habité. Le territoire n'est donc plus considéré comme une surface neutre mais comme un palimpseste : une accumulation séculaire de bâtiments, de routes, de champs, dont les traces peuvent faire sens pour les générations à venir. Ces territoires-palimpsestes constitués par la lente accumulation des strates d'existence,

¹¹ ROSSI A., *The architecture of the city*, MIT Press, New Edition, 1948

¹²CORBOZ A., *Le territoire comme palimpseste et autres essais*, Collection Tranches de villes, Besançon, 2001

¹³VENTURI R., *L'Enseignement de Las Vegas*, Cambridge, MA, 1972

donnent le cadre ordinaire sur lequel nos sociétés peuvent développer leur propre existence.

L'attention portée à l'ordinaire est un des fer-de-lance des architectes américains des années 70 tels que Robert Venturi et Denis Scott Brown. Dans le débat entre tradition et modernité, les deux architectes décidèrent de se positionner sur un autre champ de recherche : celui de la ville contemporaine américaine, de ses formes et de ses systèmes symboliques. Les cas de Las Vegas et de Levittown, analysés par les étudiants de Venturi et Scott Brown, montre comment une génération d'architectes a pu développer toute une série d'outils pour comprendre les différentes formes de l'ordinaire américain. Ils en conclurent qu'au-delà de l'apparente banalité de l'ordinaire spatial, c'était tout un système de signes qui se mettait en place et faisait sens pour les individus. La question de la signification dépasse alors le caractère esthétique et le rend inopérant : l'ordinaire n'est pas une question d'esthétique (au sens pictural), il est avant tout une inscription de signes multiples mais identifiables dans l'espace.

Deuxièmement, intéressons-nous à la catégorie sociale attachée à l'ordinaire. Nous émettons l'hypothèse que la présence d'une citoyenneté ordinaire au sein des métropoles. La multiplicité des initiatives privées ainsi que le manque de reconnaissance des territoires ordinaires nous amène à postuler l'existence de nombreux collectifs d'acteurs inconsiderés dans les processus de fabrication de la ville. Ces collectifs d'acteurs sont pourtant constitués par les habitants des territoires ordinaires, légitimes mais non reconnus ou des institutionnels oeuvrant à petite échelle : associations, Mairie de quartier, Ces habitants-usager-citoyens, occupants légitimes de l'espace public, les transforment et s'y inscrivent dans la durée. On peut alors parler de légitimités ordinaires pour représenter le processus par lequel ces collectifs d'acteurs s'insurgent ou non contre les décisions des pouvoirs publics de transformer leur cadre de vie.

L'émergence de nouveaux collectifs d'acteurs et de nouvelles formes de gouvernance dans les métropoles ont amené les citoyens à réinventer leur rapport au politique. Le développement des outils de communication et la mobilité accrue des individus ont permis aux citoyens de s'ancrer différemment dans les territoires et de tisser des liens de plus en plus complexes avec l'Autre. Une véritable citoyenneté ordinaire est apparue ces dernières années, émergeant des territoires ordinaires et se développant de plus en plus dans les métropoles. Ces nouveaux collectifs d'acteurs apparaissent dans la sphère publique et s'approprient les espaces du quotidien. Leur reconnaissance en tant qu'acteurs des métropoles est un enjeu crucial pour comprendre leur impact sur les territoires et leur capacité à fabriquer de nouvelles images métropolitaines. Pourtant, leurs revendications restent dans les cadres définis par la loi. Le jeu social de l'ordinaire se réalise dans les marges de manœuvres édictées par la loi. Pour ces collectifs d'acteurs, il ne s'agit pas d'œuvrer dans l'illégalité, mais bel et bien de s'approprier les outils des politiques et de les retourner à leur avantage. Ces revendications restent légitimes car inscrites dans un véritable désir de démocratie quotidienne.

Nous nous appuyons ici sur les travaux réalisés par Hélène Hatzfeld¹⁴, Jacques Rancière¹⁵ et Michel de Certeau¹⁶. Dans son dernier ouvrage, Hélène Hatzfeld met en avant le besoin de reconnaissance des habitants face à la transformation de leurs lieux de vie. Sous l'expression « au nom de quoi ? », les différents collectifs d'acteurs oeuvrant dans les territoires ordinaires revendiquent leur légitimité à occuper l'espace et à le transformer. De manière générale, les processus de transformation sont pilotés par un système « up-down » : un élu décide « au nom de tous » de comment modifier la

¹⁴HATZFELD H. *Les Légitimités Ordinaires: Au Nom de Quoi Devrions-Nous Nous Taire?* L'Harmattan, Paris, 2011.

¹⁵RANCIERE J., *Le partage du sensible : esthétique et politique*, Fabrique : Diffusion Les Belles Lettres, Paris, 2000

¹⁶CERTEAU M., *L'invention du quotidien. 1, 1.*, Gallimard, Paris, 1990

ville. Reconnaître les citoyens ordinaires, c'est inverser le système : passer vers un système « bottom-up » et établir les bases d'une véritable démocratie.

Ce basculement de situation nous amène à définir au sein des territoires ordinaires les modalités d'une citoyenneté ordinaire nécessitant de nouvelles formes de consensus. L'apport de Jacques Rancière dans la matière est particulièrement intéressant. Rancière nous permet de faire du conflit un moteur pour redéfinir ce qu'il nomme le « partage du sensible » au sein des territoires ordinaires. Au sein des espaces urbains, les différents collectifs d'acteurs établissent divers niveaux de consensus permettant le partage de l'espace. Ceci permet, par l'établissement de règles tacites, informelles, ou formelles, de négocier la place de chacun dans l'espace : qui a le « droit de cité » et qui ne l'a pas ? Qui a le droit d'occuper cet espace et à quelle heure ? ... Par le biais de ce partage du sensible, c'est toute une série de limites sociales qui se posent telles des barrières ou des seuils pour les habitants, établissant ainsi un consensus. Là où Jacques Rancière rencontre le besoin de légitimité ordinaire de Hatzfeld, c'est dans la notion de dissensus. Le conflit entre les différents collectifs d'acteurs met à plat toutes les hiérarchies et permet de redéfinir de nouveaux consensus. L'ordinaire devient donc le lieu de la redéfinition des cadres et des places de chacun dans l'espace social et nous amène à la définition d'une citoyenneté ordinaire.

Cette citoyenneté ordinaire se déploie dans ce que Michel de Certeau appelle des « arts de faire ». Les savoirs ordinaires détenus par les acteurs de la ville s'inscrivent dans l'espace physique et social, créant des traces et des revendications. Chaque habitant développe au fil de sa vie toute une série de compétences ayant un impact aussi bien social que spatial (arts de la cuisine, jardinage, ...) qui se positionnent face à un savoir techniciste sur la ville. En centrant notre regard sur les arts de faire des habitants, Michel de Certeau nous amène à considérer la création d'un savoir ordinaire et à sa reconnaissance.

Troisièmement, intéressons-nous à la question de la temporalité de l'ordinaire. L'ordinaire nous parle du quotidien, du répété (et non du répétitif) et s'inscrit dans le temps. Chaque individu vit des temps différents, comme nous le montre le philosophe Jacques Attali¹⁷. L'Homme s'est rendu maître de son temps par le biais de ses outils de mesure et de déplacement et peut maintenant organiser sa vie comme il le souhaite. Cette maîtrise du temps n'est pas neutre dans la vie quotidienne des gens ordinaires. Les gens ordinaires ne vivent pas au même rythme. Cette démultiplication des temps amène à de nouvelles territorialités, permettant à chacun de s'inscrire dans des espaces et des temps différents. Cette attention portée au temps et au quotidien proposé par l'ordinaire nous permet de porter notre attention sur la relation entre l'histoire et la mémoire et de comprendre comment ces deux éléments s'inscrivent dans notre quotidien.

Nous nous appuyons ici sur les travaux réalisés par Maurice Halbwachs¹⁸, Pierre Nora¹⁹ et Henri Lefebvre²⁰. Le travail de Maurice Halbwachs sur la mémoire collective nous montre comment les individus se façonnent des mémoires individuelles et une mémoire collective par l'interprétation des faits historiques. L'histoire est l'espace du fait, la mémoire est le lieu de son interprétation. Ces mémoires, portées par les individus ordinaires, s'inscrivent spatialement et socialement dans le quotidien (tel endroit a autrefois été une épicerie, tel arbre a été planté par un aviateur, ...). Elles constituent un savoir précieux et situé, non reconnu mais d'une valeur certaine pour les individus. La mémoire collective constitue un réservoir d'expériences et de point de vue sur les événements. Cette pensée intersubjective sur l'histoire permet de de comprendre

¹⁷ATTALI J, Histoire du temps, Editions Fayard, Paris, 1982

¹⁸HALBWACHS M., *La mémoire collective*, Editions Albin Michel, Paris, 1997

¹⁹RICOEUR P. *L'histoire, la mémoire, l'oubli*, Seuil, Paris, 2003

²⁰LEFEBVRE H, *La production de l'espace*, Editions Anthropos, Paris, 1974

comment se constituent les idéologies, de les isoler, et de les dépasser. La reconstruction permanente de la mémoire collective est un acte quotidien qui permet de fournir aux individus des points de repères fixés dans le corps social. La co-construction entre mémoire individuelle et mémoire collective s'inscrit dans le champ temporel de l'ordinaire au sens où cette fabrique est avant tout intersubjective, répétée mais non répétitive et portée par les individus. Elle permet à chaque individu de se positionner par rapport aux événements et de s'inscrire dans un certain rapport au temps comme nous le montre cette citation de Paul Virilio : « *L'évolution de la culture ressemble à la marche d'une armée qui aurait une majorité de trainards. Il se peut que je vive en l'an 1913. Mais l'un de mes voisins vit en l'an 1900 et l'autre en 1880... le paysan des hautes vallées du Tyrol vit au XIIe siècle... Heureux le pays qui n'a pas de trainards ni de maraudeurs !* »²¹

Le travail de Pierre Nora nous montre comment les individus cristallisent leurs affects et leurs émotions dans ce qu'il appelle des lieux de mémoires. Ces lieux (objet, individus, lieu physique,...) échappent à l'oubli et deviennent des artefacts de régénération de la mémoire collective. L'apport de Pierre Nora dans la définition des lieux de mémoire nous amène à postuler l'existence de patrimoines qui échappent à la mémoire collective institutionnelle : des patrimoines ordinaires. Ces patrimoines cristallisent les mémoires individuelles et collectives des individus ordinaires. Non reconnus dans la fabrication des espaces urbains, ces patrimoines ordinaires sont toutefois cruciaux dans la constitution de repères spatiaux, sociaux et temporels pour les individus. Evoluant en marge des patrimoines officiels, les patrimoines ordinaires constituent l'impensé des pouvoirs publics. Ils permettent le renouvellement d'une pensée différente de celle du politique et donc, permettent l'émergence de revendications et de légitimités ordinaires.

C'est Henri Lefebvre dans son travail sur la vie quotidienne et la fabrication de l'espace qui explicite clairement le processus par lequel les habitants conçoivent leurs espaces. Lefebvre divise la conception de l'espace en trois catégories : les représentations de l'espace, les pratiques spatiales et les espaces de représentation. A partir de ces trois catégories, Lefebvre montre comment les individus se saisissent de l'espace, que cela soit par la maîtrise des signes, la pratique quotidienne de l'espace ou sa transformation.

*« Aujourd'hui, une transformation de la société suppose la possession et la gestion collective de l'espace, par l'intervention perpétuelle des "intéressés", avec leurs multiples intérêts : divers et même contradictoires. Donc la confrontation »*²²

Cette citation de Lefebvre correspond à ce que nous cherchons à démontrer dans la compréhension des enjeux de la fabrique ordinaire de la ville. L'articulation de la reconnaissance des collectifs d'acteurs et de la lisibilité des territoires ordinaires amène à la définition d'une fabrique ordinaire des métropoles. La fabrique ordinaire des métropoles, en marge des grands projets urbains, est un processus peu exploré aux outils encore peu définis, qui nécessite d'être explicitée pour pouvoir jouer pleinement son rôle dans la métropolisation des territoires. A cette fin, plusieurs niveaux de fabrique ordinaire des territoires doivent être mis en évidence, de la grande échelle du laisser-faire des autorités publiques jusqu'à la micro-échelle des interventions des habitants dans l'évolution de leurs espaces. Ces différents niveaux de processus impliquent des collectifs d'acteurs encore non reconnus, qu'il convient d'identifier afin de comprendre les interactions qui se jouent dans la fabrique ordinaire de la ville. Cet ordinaire se développe, comme nous l'avons vu précédemment, en trois modalités complémentaires : spatiale, sociale et temporelle.

²¹VIRILIO P, *Esthétique de la disparition*, Editions Balland, Paris, 1980, p. 108

²²LEFEBVRE H, *La production de l'espace*, Editions Anthropos, Paris, 1974, p484-485

La fabrique ordinaire des métropoles doit retrouver une place dans les discours sur la ville. L'extraordinaire urbain, le spectacle permanent porté par les politiques, ne saurait constituer notre seule approche des phénomènes urbains. Cette attention envers l'ordinaire, qui peut sembler incongrue pour des architectes, doit servir à revoir nos outils pour saisir ce qui se fait dans les marges du contrôle des autorités publiques. Les images attachées aux territoires ordinaires, principalement exogènes ont contribué à brouiller les tentatives pour saisir leurs potentiels et ont créé des amalgames entre des situations urbaines souvent très contrastées, au nom de la distinction centre-périphérie. Travailler sur la reconnaissance de l'ordinaire reviendrait donc à redéfinir les conditions de la production d'images endogènes au sein de ces territoires, à expliciter les modalités de leur construction et à redonner une légitimité à ses habitants, qui, eux aussi, ont droit à la ville. L'insaisissabilité apparente de l'ordinaire ne doit pas constituer un frein à ce programme.

DE SAINT-CYPRIEN AUX PRADETTES : LES TRANSFORMATIONS DES PATRIMOINES ORDINAIRES

Atelier "Cracker la ville" 2014-2015

#Derivesurbaines

Delli Compagni Gabriel, Lahlou Oumaima, Marck Pol, Rasoamihaja Anja, Sarrazin Adeline

1- Diagnostic

Les fondements de nos réflexions ont vu le jour lors de la toute première visite de nos quartiers d'étude. C'est en parcourant ce site, que nous pensions connaître à force de le traverser régulièrement pour se rendre à l'école, que nous en avons découvert les véritables capacités, identités et richesses.

Des Pradettes à Saint Cyprien, une première randonnée d'environ cinq kilomètres nous a permis de dériver dans ces quartiers qui nous entourent et dont nous n'envisagions pas le potentiel. Les différents parcours que nous avons pu réaliser au fil de nos déambulations aléatoires ont permis de dévoiler à nos regards ces quartiers dont nous n'avions que très peu d'idée précise, même si nous pensions les connaître.

Le site d'étude est fortement marqué par des éléments très structurants que nous pratiquons tous, aussi bien en terme d'équipements, comme avec la faculté Jean Jaurès ou notre école d'architecture, que d'infrastructures de transport, vis à vis des arrêts de métro ou des sorties du périphérique, et aussi des repères de la ville, comme le lac de la Reynerie, la tour Bagatelle, l'hippodrome de la Cépière, ou la place des Pradettes.

Ces points de repères, même non visités, nous les avons tous en tête, avec une idée préconçue de leur environnement et de leur utilité. Finalement, ce sont ces seules entités que nous percevons au quotidien, sans notifier leurs alentours.

Le principe de dérive a pris ses fondements dans ces premières remarques.

En se questionnant sur la véritable nature des espaces que nous sommes amenés quotidiennement à traverser sur notre site, nous nous sommes rendu compte que ce sont essentiellement des lieux de passage, hors de notre intérêt et de notre vue. Nous en sommes venus à définir une première cartographie mentale du territoire en fonction de ses pôles structurants d'attraction et des grandes infrastructures permettant le déplacement dans la ville. Le résultat semblait appuyer les remarques qui se dégageaient de nos premières réflexions, un schéma quasi systématique de la vie des toulousains empruntant quotidiennement ce quartier, sans le regarder.

2- Thématiques d'approche

Notre intention phare est de venir contrer ce schéma systématique, en venant proposer une alternative à cette course effrénée et aveugle à son environnement. C'est ce que nous avons appelé : permettre la dérive urbaine.

Définition

La dérive induit une promenade, une déambulation aléatoire, au gré des envies du marcheur, cycliste, conducteur. C'est se perdre, être guidé par des intuitions, suivre des repères, découvrir des lieux ou au contraire les fuir. On pourrait même approcher une dimension introspective, où sont laissés libres les choix propres à chacun.

Au niveau urbain, la dérive ne peut être imposée, sa nature permissive lui doit d'être suggérée, proposée et rendue possible. Dans ce but, nous avons défini différents périmètres d'action :

- permettre la porosité et la traversée,
- proposer une alternative aux cheminements et pôles attractifs en en valorisant ou en en créant d'autres
- mettre en réseau les lieux à la qualité ou au confort existant ou à concevoir.

La mise en forme de ces différentes actions va nous aider à connecter et lier ces quartiers, trop autocentrés, pour en mettre en avant les atouts et donner envie d'y dériver.

Porosité et traversée

En effet, la nature passante et peu regardée de ces quartiers n'est pas anodine. On est en présence de nombreuses infrastructures routières de grande ampleur, qui segmentent le territoire en différentes poches de vies qu'il devient difficile de relier.

Parmi ces grandes infrastructures, on peut relever particulièrement le périphérique, véritable barrière géographique, mais aussi la voie ferrée, peu perceptible mais marquant le territoire de sa trace, les voies passantes à la composition triptyque héritées du dessin de Candilis pour le Mirail, et les grandes artères passantes aux Arènes et à Saint-Cyprien.

Notre projet propose la réhabilitation et le dessin de ces voies, en vue de leur donner de nouvelles fonctions et de pallier à leur nature segmentaire. Ainsi, le périphérique devient un boulevard urbain, accueillant toujours une quadruple circulation mais diminuée à une vitesse d'agglomération, permettant le passage d'un tramway et les circulations douces, piétonnes et cyclables.

Pour affirmer ce nouveau parti, le parcellaire et son implantation sont redéfinis perpendiculairement à ce boulevard, afin de lui donner une véritable façade urbaine. Enfin, la végétation y trouve son compte, en bordure comme en traversées de quartiers avec la création d'un corridor écologique qui vient relier des espaces verts présents et florissants de part et d'autre de cette faille territoriale.

Le dessin de cette voirie permet la récupération du foncier au niveau des énormes échangeurs qui permettaient auparavant de relier le périphérique aux entrées de ville. Ce foncier, conjugué au nouveau parcellaire issu de la volonté de façade, permet de projeter de nouvelles fonctions sur ce périphérique.

Lié à cette transformation, la mise à niveau des passerelles, devenues carrefours, permet de modifier complètement la voirie structurante du côté du Mirail et des Pradettes, récupérant de la place perdue en allées et contre allées inutiles pour redonner un front bâti qui vient faire le lien entre différentes parties d'un même quartier, qui se tournaient le dos.

Du côté de la ville plus ancienne, il s'agira d'un traitement plus fin, dans le travail de la voirie, pour atténuer l'effet entrée de ville type route de Saint Simon et les embranchements délicats aux niveaux des grandes artères.

Enfin, nous allons profiter de la présence serpentante de la voie ferrée au milieu des quartiers d'habitations pour concevoir une circulation douce longeant cette voie et profitant de son dessin particulier pour permettre aux passants de l'emprunter et rejoindre par un autre chemin que celui très tramé du tissu urbain la destination de son choix.

Proposer des alternatives

Nous avons relevé la dominance de points forts de connexion et d'attraction au sein du secteur d'étude, comme la plateforme multimodale des Arènes, les places de Saint-Cyprien, de la Patte-d'Oie ou des Pradettes.

Différents travaux ont été mis en place selon trois manières d'intervenir sur ces noeuds : les améliorer, les révolutionner ou les concurrencer.

La place de Saint-Cyprien par exemple est très aménagée, une véritable vie de quartier s'y déroule, autour de bâtiments de la vieille ville offrant un cadre agréable, mais à la gestion complexe des flux de voitures, au détriment du piéton. Le travail envisagé serait de redéfinir ces flux, sans chercher à modifier la nature de la place.

A contrario, la plateforme des Arènes est perçue comme un non lieu, sans cohérence particulière, uniquement liant différents moyens de transport entre eux. Dans le flux effréné de ces déplacements méthodiques, nous avons voulu mettre en place un véritable contre point aux pratiques existantes en proposant de prendre le temps de se pauser et de sortir de son quotidien.

L'idée est de venir réaménager l'esplanade et les alentours de manière à adoucir la perception du lieu, en y ajoutant des équipements sportifs et de loisir. La végétalisation de cette surface dédiée au transport paraissant louable, il s'agit également de venir recouvrir les parkings existants par une maille végétalisée et accessible par tout piéton souhaitant y déambuler. Cette trame nouvelle vient lier, recouvrir et franchir les différents flux se regroupant à cet endroit, pour proposer attente et décontraction.

Enfin, la dernière alternative proposée est liée avec l'omniprésence de la place des Pradettes dans son quartier. Elle est le seul rassemblement de commerces, avec le seul endroit où on peut trouver un café, et sa mauvaise réputation ne contribue pas à lui donner la véritable force qui lui serait due.

L'idée est de venir proposer une alternative en concevant un nouveau pôle mêlant commerces et bureaux un peu plus loin, venant compléter les besoins existants, une simple boulangerie à la sortie des écoles par exemple. Soulager la place des Pradettes nous permet également de libérer la trop grande place donnée aux stationnements des voitures, en lui redonnant sa vocation entière de lieu de rassemblement et d'évènements.

Mettre en réseau

Au cours de nos études approfondies du quartier, nous avons remarqué la présence de parcs sportifs, de zones végétalisées, de parcs de contemplation ou places minérales qui offrent de grandes qualités ou potentiels inexploités.

Les Pradettes est l'exemple le plus frappant. Très fourni en espaces verts, ils n'offrent pourtant aucune cohérence ou aucun lien entre eux. Ces petites pépites, nous avons décidé de les relier à travers des jeux visuels de continuités végétales qui passent par les équipements du quartier et leurs portions d'éléments structurants végétaux et délaissés, venant instaurer des cheminements particuliers, plus propices aux passages d'enfants et d'adultes entre deux écoles ou entre deux équipements. Ces nouvelles circulations créées viennent faire le lien entre les différentes parties du quartier, très autocentrées, et permettent la mise en place de circulations douces et de réseaux de pédibus, pour une sécurité et un confort de vie.

Au centre ville la logique est semblable même si la pratique bien plus différente, car il s'agit ici de mettre en place un réseau de places vertes en se procurant des droits de passage ou en créant des respirations ou continuités végétales laissant imaginer à l'arpenteur du site les possibilités nées de l'évocation.

Cette mise en réseau par la présence végétale instaure une véritable trame écologique, sur le principe de mise en place de corridors verts, bénéfiques dans un cadre de questionnements plus vastes sur la santé et la durabilité d'une ville.

*Les dinosaures passent par la fenêtre pour reluquer la poissonnière qui prétendait à Ouma que l'aligot était rempli de cacahuètes de porc.
C'est ça la dérive.*

3- Cinq projets architecturaux

Finalement, nos cinq projets architecturaux viennent s'inscrire dans cette trame et suivant ces volontés. Le choix des lieux d'implantation est assez significatif de nos éléments de travail urbain, et chacun répond à sa manière à des questions soulevées par notre travail commun.

Sur la plateforme multimodale des Arènes, Anja et Oumaima ont décidé de s'implanter, la première pour s'inscrire dans la logique d'alternative, proposer un ailleurs en dehors du train train quotidien avec l'Afterwork, lieu de rassemblement et de loisir pour décompresser.

Quant à elle, Oumaima vient franchir la voie ferrée en concevant une gare/médiathèque recréant un véritable lien entre deux quartiers et entre leurs deux populations avec un double programme imbriquant gestion des flux et culture partagée.

Autour de la transformation du périphérique en boulevard urbain, Adeline et Gabriel sont venus s'implanter de part et d'autre de cette voie, Adeline pour faire le lien entre deux quartiers, proposant une piscine s'installant dans une trame sportive étendue qui vient connecter la faculté Jean Jaurès au quartier Bagatelle.

Gabriel a choisi un emplacement clé de la mise en réseau des nouvelles voiries pour apporter aux gens une réponse à un besoin essentiel, une caserne de pompiers pour l'Ouest toulousain.

Enfin, dans la logique de mise en réseau d'espaces publiques et d'alternative aux pôles existants, Pol est venu proposer un cinéma de quartier ancré dans un parc aux Pradettes, attraction supplémentaire invitant les habitants des environs à parcourir leur quartier pour se rejoindre pourquoi pas autour d'une salle à ciel ouvert.

Malgré de nombreuses tentations de dérives, ces projets suivent un idéal né d'une pensée commune.

Cultur'Art Fabric

Beata Borisova, Mathilde Dubreuil, Léa Irlès, Camélia Ouldammam

Une intention commune s'est dessinée au sein de notre groupe de travail : l'intérêt de favoriser les liens sociaux entre les habitants à travers la culture et la mise en place de lieux de rassemblements propices aux échanges.

Le titre Cultur'Art Fabric met donc en avant le développement et la diffusion des échanges autour de pratiques culturelles et artistiques.

L'art représente finalement un vecteur de liens et d'échanges important par le fait qu'il s'adresse aux sens, aux émotions et aux intuitions et il est d'ailleurs défini comme le « propre de l'homme ».

Le terme « Fabric », signifiant « tissu » en anglais, représente ainsi le lien que nous voulons constituer entre différentes entités de la ville, que nous avons identifiées. Cette mise en relation des espaces s'opèrerait au travers d'un fil conducteur qui serait la culture.

La culture peut se définir comme un apprentissage, une découverte et le partage des savoirs, mais elle est avant tout « ce qui est commun à un groupe d'individus » ou encore « ce qui le soude ». Nous ne pouvons pas la réduire à des pratiques artistiques, comme c'est souvent le cas, car il est important de mettre aussi en avant les lieux de vie communs, leurs caractéristiques et leurs usages dans l'idée « d'apprendre et de savoir vivre ensemble ».

La problématique majeure de notre projet urbain ne sera pas seulement de trouver comment diffuser l'art et la culture dans la ville, mais surtout de définir et d'examiner la culture urbaine de chaque quartier, pour valoriser les différentes morphologies rencontrées pour mieux s'ancrer dans le tissu urbain.

Dans tout cela, l'Art peut ainsi être défini dans nos intentions comme un outil de lien social, en s'appuyant et en valorisant l'existant, il serait développé dans l'idée d'interventions ponctuelles présentes tout le long de notre zone de travail.

Nous avons débuté notre travail par l'analyse des morphologies et usages de chacun des quartiers afin de faire un constat des relations existantes. Nous en avons finalement ressorti quatre entités majeures, les Pradettes, l'association Mirail / Bagatelle, les Arènes et enfin le quartier de Saint Cyprien, qui peuvent être définis comme un ou plusieurs quartiers refermés sur eux-mêmes et ayant peu de liens entre eux.

La question sera donc de trouver comment mettre en relation ces entités et comment favoriser les rassemblements et les liens dans ces interstices. L'art étant une notion quelque peu subjective et conceptuelle, il pourra être traité et développé tout le long du parcours à travers différents types d'actions, mais notre réelle action urbaine sera pertinente par la création et la valorisation de lieux de rassemblements et de représentations dans ces interstices mais aussi au sein même de ces entités afin de mettre en place un parcours d'échanges et de découvertes dans la ville.

1- Constat

Dans la métaphore du tissu qui motive le choix du titre de ce projet, nous parlons de plusieurs pièces de tissu à relier par un fil conducteur.

Ces différentes pièces se traduisent plus concrètement par quatre secteurs ou entités. Nous avons d'abord cherché à identifier ces quatre entités selon des morphologies urbaines et des usages différents.

Premièrement, le quartier des Pradettes, qui se caractérise par une présence forte d'habitats individuels : des pavillons classiques, entourés de leur jardins, eux-mêmes clôturés, desservis par des accès en impasse qui aboutissent souvent sur de petits ronds-points.

Les îlots semblent être cernés par l'habitat individuel et ses extérieurs. Cependant, ils se laissent parfois traverser par de petites venelles, des cheminements piétons qui rejoignent de plus grandes pistes, piétonnes ou cyclables, plus aménagées et plus fréquentées. Lorsque l'on y regarde plus attentivement, on peut alors recréer tout un parcours de ces venelles et chemins, qui se dispersent dans le quartier, rythmés par des places, des terrains de jeux ou de sport.

Cette porosité qui s'installe donc très discrètement sur le site nous semble être un aspect à valoriser et à développer. On note aussi dans le secteur une présence importante de crèches, de groupes scolaires, des écoles, collège et lycée.

Ensuite, les quartiers du Mirail et de Bagatelle présentent une toute autre morphologie, liée à un habitat très différent qu'est le logement collectif, patrimoine hérité des années 60. Ce regroupement des logements dans des immeubles collectifs laisse donc place à un sol beaucoup plus "libéré" qu'aux Pradettes, dans le sens où l'espace extérieur est plus continu, la porosité disparaît face à rapport plein/vide moins éparse.

L'espace extérieur, en terme de surface, n'est pas forcément plus vaste qu'aux Pradettes, cependant il est continu et rendu public dans sa presque totalité. Les usages y sont alors plus liés aux collectif, au commun, et au Mirail se trouve la particularité d'un pôle universitaire important, attirant une population jeune, venue de toute la ville.

Pour le secteur des Arènes, nous avons fait ressortir l'intermodalité. Elle se caractérise par une concentration de flux de transports variés : métro, tram, bus, la convergence de plusieurs axes routiers dont certains très empruntés (comme la route de Saint Simon). Ces flux génèrent donc un passage de personnes important, faisant des Arènes un

point de rencontre majeur, un lieu de rassemblement humain à plus grande échelle, au milieu d'un bâti diversifié.

Enfin, le quartier de Saint-Cyprien qui fait partie du centre-ville, regroupe quant à lui une grande variété de pratiques artistiques. C'est un lieu où la culture est établie et fait part entière du paysage urbain, elle est intégrée à la ville et s'y manifeste souvent. Ce quartier se caractérise par un bâti dense et une grande mixité d'usages.

2- Projet Urbain

Il s'agit dans un premier temps de valoriser chaque entité repérée en travaillant sur sa morphologie et ses usages, puis dans un deuxième temps de créer du lien entre elles, de repérer les lieux sur lesquels intervenir. Les interventions artistiques viendraient se superposer à un aménagement urbain visant à relier les quartiers et apporter une nouvelle dynamique qui regrouperait toutes les cultures : la culture au sens large, l'art dans toutes ses pratiques, et la culture urbaine qui fait l'identité de ces quartiers.

La liaison entre les Pradettes et le Mirail se ferait à travers le traitement de l'avenue Louis Bazerque sur un point stratégique entre le parc du Mirail et le quartier des Pradettes. Il s'agit alors de rendre sa traversée plus facile pour le piéton, plus poreuse entre les deux quartiers, pour que se rencontrent les deux morphologies du sol libre et continu du Mirail, son parc rejoignant alors les abords de l'avenue Louis Bazerque pour ensuite se déverser et se diviser dans un réseau de venelles qui s'enfoncent dans le quartier des Pradettes.

De la même manière, le lien de ce parc avec l'Université Jean Jaurès serait renforcé, et l'École d'Architecture serait réaménagée de manière à ce que le passage entre l'université et les Pradettes soit plus évident, et à ce que l'école trouve une vraie place dans un parc qui requalifierait alors cet ensemble d'enseignement pour lui donner tout l'attrait d'un réel groupe universitaire.

Cet échange urbain alors facilité s'accompagnerait d'un échange social entre les deux quartiers à travers des activités regroupant habitants et étudiants autour d'une même pratique, culturelle ou artistique. Cette échange serait favorisé par le biais de lieux de représentation artistique et d'équipements permettant la réunion ou la rencontre autour de ses pratiques. Aussi, l'aménagement urbain prévoirait une part importante à l'expression artistique dans cette idée de création d'un musée à ciel ouvert.

La liaison Mirail/Bagatelle s'opèrerait notamment au travers de la requalification du périphérique en boulevard urbain. Il s'agirait d'atténuer la rupture du périphérique en le rendant plus facilement franchissable, de privilégier la place du piéton au niveau de la partie du boulevard située le long de l'université et de travailler la relation de celle-ci avec les bâtiments annexes à son fonctionnement (gymnase, terrains de sport, logements étudiants...), qui se situeraient en grande majorité sur l'axe du boulevard.

L'Université Jean Jaurès constituerait alors un réel pôle éducatif, influant directement à l'échelle du quartier, de son environnement immédiat mais aussi de la ville. Dans le projet de destruction/reconstruction de l'université, son ouverture sur la ville s'observe, à l'ouest par une plus grande porosité des bâtiments sur le parc du Mirail et au nord par un axe majeur qui part du métro et la relie au collège Vauquelin.

Notre projet urbain pose la question de son rapport avec l'est et le quartier Bagatelle.

En ce qui concerne la liaison entre les quartiers Bagatelle et Arènes, notre intervention consisterait, non plus à une opération de modification comme c'était le cas pour les quartiers précédents, mais plutôt à repérer des lieux mettant en évidence les caractéristiques des deux quartiers, des lieux potentiels pour une possible intervention artistique.

L'art deviendrait alors un réel outils, pour mettre en avant le patrimoine bâti, en se diffusant dans le tissu urbain et donc en faisant lien. Il mettrait en avant le passage d'une morphologie à Bagatelle où le vide est très présent et continu, où la densité des

logements s'opère sur la hauteur, à un découpage plus contraint du bâti, à une échelle qui diminue au niveau des Arènes. Si on prend l'exemple du Street Art, nous pouvons imaginer que les façades des grands immeubles de logements ou encore les murs pignons des maisons de lotissement deviendraient des supports à l'expression artistique.

Au niveau des Arènes, il s'agirait de redonner au lieu, que l'on a identifié comme un pôle majeur dans le fonctionnement de la ville, véritable lieu de passage, toute la symbolique liée à l'histoire de son nom ; Arènes. Il constituerait un espace de rassemblement, dans lequel les gens auraient la possibilité de s'arrêter. Nous pensions en faire un lieu de représentation, de communication où puissent s'organiser des événements, des spectacles...

Le Lycée des Arènes, en forme de demi-cercle, pourrait alors offrir sa façade plane comme éventuel support, ou écran pour une quelconque manifestation culturelle. On peut faire l'hypothèse que l'espace de la cour faisant face à cette façade, ait une double fonction, celle de cour de récréation la journée et d'espace de représentation le soir, en supposant qu'il y ait un réaménagement de l'espace public en gradinage, pour donner plus d'ampleur à ce théâtre à ciel ouvert.

De la même manière que nous avons traité la liaison entre les quartiers Bagatelle et Arènes, nous avons développé le même principe d'intervention pour relier Arènes à Saint-Cyprien. C'est-à-dire, utiliser l'expression artistique pour relier des espaces à caractère culturel. Ainsi, le cimetière, considéré comme un lieu culturel intègrerait notre projet urbain dans le cadre du musée à ciel ouvert.

En se rapprochant du centre-ville et de Saint-Cyprien, nous avons observé une présence déjà ancrée de lieux culturels et une pratique artistique assez soutenue, au travers du Musée des Abattoirs, du Château d'eau, de quelques théâtres. La ville est déjà en soi un lieu d'exposition. Notre projet consisterait ici à rendre visibles ces lieux culturels, cachés dans le tissu dense du centre-ville, à les révéler, à les mettre en réseau. Pour se faire, nous utiliserions les berges de la Garonne comme une façade d'exposition, miroir de ce qu'il se passe à l'intérieur de la ville. Son réaménagement intègrerait des points d'accroches au niveau des intersections avec la Rive Droite. Ces derniers sont pour la plupart situés dans l'axe d'avenues et de perspectives se dirigeant au cœur de la ville et constitueraient alors de véritables points de repère, ou signaux majeurs sur cette rive de la ville.

3- Projets architecturaux

Les projets architecturaux individuels font partie intégrante du projet urbain. Ce sont des lieux qui impulsent une activité de rassemblement autour de l'art ou de la culture, qui vont donner une nouvelle dynamique aux quartiers. Ils se construisent à partir de l'observation que l'on a fait des quatre grandes entités du transect à l'échelle urbaine, de leur usage et de leur morphologie.

Près de la Place des Pradettes, le Centre de formation au Street Art s'intègre dans un site aujourd'hui en friche, Bordeblanche. L'enjeu du projet à l'échelle urbaine est de désenclaver ce secteur en le reliant à la centralité de la place des Pradettes et à la route qui mène à Lardennes. Il vient créer une nouvelle dynamique culturelle au sein du quartier des Pradettes et a aussi une influence à l'échelle de la ville puisque son activité peut se diffuser dans l'ensemble du territoire étudié.

Le Centre culturel et associatif, situé à l'intersection du quartier des Pradettes et du Mirail travaille sur la liaison entre ces deux quartiers. Au niveau urbain, l'enjeu est de faire se rencontrer deux morphologies, celles d'un « sol libéré » au Mirail et celle de la porosité aux Pradettes. Il s'agit donc d'atténuer la fracture marquée par l'Avenue Louis Bazerque, de la rendre plus facilement traversable et de créer de nouveaux cheminements piétons et automobiles. Le programme également, basé sur la réunion

des écoles et des associations de quartier, offre des lieux de rassemblement, d'échange et permet la mixité des usagers.

La Maison des Arts, située au cœur du quartier de Bagatelle favorise et diffuse la pratique artistique à l'échelle du quartier et même au-delà puisqu'elle serait en lien direct avec d'autres centres d'art de la ville, dont la Fabrique du Mirail. Proche du futur boulevard urbain, elle s'intégrerait dans la partie du projet urbain concernant la relation de l'Université Jean Jaurès avec Bagatelle.

Le projet « Social Intervention » utilise le statut de lieu de rassemblement des Arènes pour proposer un bâtiment à l'usage de tous, lieu d'échange des savoirs, de rencontre, pour que les gens aient un lieu où ils puissent se réunir, échanger et couper avec cette dynamique de la ville très pregnante aux Arènes. Le projet mène également une réflexion sur la mise en pace d'un mobilier urbain et un réaménagement de l'espace public.

RE-habilitation/génération/novation

Vers une Ré-conciliation du patrimoine moderne ordinaire d'habitation collective.

COLIN Adèle, FICAT Carole, KRASDEV Vladimir, MUNES DA SILVA AFONSO, PASINA Ana

1- Constat et enjeux

Bâti au début des années 1960, dans le cadre de la reconstruction accélérée d'après guerre, les quartiers Bagatelle – La Faourette – Papus – Tabar – Bordelongue comptent désormais 15 311 habitants (recensement 2006) et 6 206 résidences principales dont 57% de logements sociaux (INSEE 2006).

En cohérence avec les besoins économiques, les découvertes techniques et les problématiques liés à la démographie, la pensée architecturale et urbaine moderne d'après-guerre est à la base de l'organisation de quartiers ou d'ensembles résidentiels qui ont été édifiés par grandes « tranches ». En opposition à la ville plus ancienne où les usages se superposent, comme nous le constatons à Saint Cyprien ou Patte d'Oie, la conception des quartiers modernes repose sur la rationalité. Même si de rares commerces sont implantés en rez-de-chaussée de certains grands immeubles d'habitation, la division des fonctions habitat, travail, loisir et circulation, constitue le principe urbain fondateur. Ces fonctions sont organisées selon un plan géométrique et libre, au sein duquel les bâtiments sont écartés des voiries, elles-mêmes hiérarchisées (voies rapides, dessertes d'immeubles, chemins piétons), et où les grands espaces plus ou moins plantés et aménagés situés aux pieds des immeubles reçoivent peu d'usages.

Du temps s'est écoulé depuis l'édification de ces ensembles d'habitation modernes, mais la fracture entre ces quartiers et le reste du tissu urbain toulousain est encore perceptible. Ces quartiers possèdent des qualités (une vie associative active, un marché important dans la vie sociale du quartier, des logements détériorés mais suffisamment confortables en comparaison avec le nouvel habitat proposé en substitution, des équipements éducatifs importants à l'échelle de la métropole et au-delà). Malgré tout, la faible densité des constructions au sol, leur enclavement ; la détérioration du bâti ; la rupture d'échelles avec les typologies d'habitat voisines ; et la fragilisation socio-économique de la population participent à la fabrication d'une ville aujourd'hui trop fragmentée.

L'enjeu de notre projet urbain porte sur une réconciliation entre ce patrimoine moderne ordinaire de l'habitat collectif et les autres quartiers de la métropole. Comment réconcilier les quartiers des grands ensembles modernes avec la ville ?

2- Intentions urbaines

Cette réconciliation passe en premier lieu par une rénovation urbaine qui permet de reconnecter les circulations existantes et de rendre accessibles ces quartiers aujourd'hui enclavés. La rénovation porte sur le remaillage de la trame urbaine et des traversées, qu'elles soient automobiles, piétonnes, ou cyclables, pour désenclaver chacun des quartiers de Bagatelle, La Faourette, Papus, Tabar, le Grand Mirail, et Empalot. Le but est de relier entre eux ces quartiers par la création et la requalification de nouvelles voies, auparavant fractures et demain nouveaux liens, comme le grand boulevard urbain. Il s'agit de revoir les connexions de ces quartiers avec les axes menant au centre-ville, mais aussi de repenser leurs liens dans le sens transversal vers le bord de Garonne et la rive droite de Toulouse.

Pour casser l'isolement de ces quartiers, nous proposons donc une hiérarchisation de la trame urbaine et des axes de déplacements selon trois grands voies structurantes reliant les quartiers concernés au centre-ville par Saint-Cyprien, et des axes secondaires transversaux connectant les quartiers à l'autre rive de la Garonne.

L'intégration architecturale des quartiers dans leur environnement contribue ainsi à leur encrage dans le quotidien et à leur inscription dans la ville. La modification de l'image des quartiers répond aux usages et aux attentes des habitants.

Nous proposons différentes manières de réconciliation, qui abordent chacune une constituante propre des grands ensembles : les pieds d'immeubles, les Rez-de-Chaussée, les toitures, les parkings, et les cœurs d'îlots. Cette réconciliation se fait par le biais de quatre axes :

- 1- un désenclavement urbain
- 2- une redéfinition des sols (privés/publics)
- 3- la création d'espaces intermédiaires
- 4- une réhabilitation des logements (remises aux normes, extensions)

Désenclavement urbain

À l'échelle du transect, certains quartiers ne sont pas reliés entre eux, excepté par la voirie primaire ce qui renforce la sectorisation des quartiers. Il manque l'échelon intermédiaire entre la voirie tertiaire et la voirie primaire de transit. Il est nécessaire de compléter et hiérarchiser la trame viaire : des voiries secondaires à créer ou à aménager comme tel, des zones de stationnement à repenser et à aménager.

Nous voulons traiter l'espace public comme support de pratiques urbaines. La domination de la circulation automobile dans les quartiers des grands ensembles, ajoute des distorsions d'échelle des déplacements qui ont permis l'étalement urbain et altère simultanément la nature même de l'espace public. Le projet d'aménagement doit faire cohabiter au mieux, voitures, deux roues, transports publics et piétons.

Redéfinition des sols

Dans le tissu urbain ancien, l'îlot répond à l'organisation juridique des sols ainsi qu'à sa division foncière. Selon la densité du quartier, le cœur de l'îlot est plus ou moins densément bâti. L'îlot à Bagatelle est généralement « fermé ». Nous souhaitons travailler sur la décomposition et recomposition des îlots.

Création d'espaces intermédiaires

Ils se situent entre public et privé et sont les points de rassemblement de la cohésion sociale.

Réhabilitation des logements

Elle est extérieure (traitement des pieds d'immeubles, requalification du sol, redéfinition

des espaces verts) ou intérieure (mise aux normes des logements, extension de l'habitat).

La création d'une échelle intermédiaire entre les grands ensembles et le pavillonnaire nous paraît être la réponse la mieux adaptée afin de lier au mieux le bâti, les pieds d'immeubles, les équipements et les parcs et de permettre une réappropriation des espaces par les habitants.

3- Orientations par quartier

Entouré d'immeubles, le parc est un aujourd'hui un espace « caché » à l'échelle du quartier. Il ne dispose pas d'entrées visibles et intuitives. Les habitants disposent d'une véritable proximité avec cet espace vert. Le parc est entretenu, mais l'absence d'usages fait qu'il ne constitue pas un repère au sein du quartier et est peu fréquenté/exploité au vu de son potentiel. Afin de marquer la transition entre l'habitat et l'environnement extérieur, un aménagement de jardins individuels et collectifs est prévu. Nous voulons créer une centralité autour de ce parc, et marquer les entrées de celui-ci, par le biais d'aménagement des entrées du parc et des accès, afin de les rendre visibles et de signifier cet îlot de végétation.

Une entrée principale pour le parc située rue de l'Ukraine, permet de le mettre en relation avec la sortie du métro. Cet axe, transformé en véritable rue semi-piétonne serait composé d'équipements, alignés avec la rue. Le travail de cette rue permettrait de faciliter les connections avec la place du marché. Autour du parc, nous transformons les parkings des pieds d'immeubles en parking perméables, arborés par la végétation. Cet aménagement se matérialise par l'utilisation de revêtement de sol moins bruts que le simple bitume (dalles végétalisées, terre battue), très souvent perméables et favorisant la réinfiltration des eaux de pluie dans la nappe phréatique.

La rocade, désormais transformée en grand boulevard urbain, participe au désenclavement des quartiers du grand Mirail et de La Faourette en facilitant sa traversée. Elle s'accompagne d'un front bâti accueillant des activités tertiaires. Celles-ci, en prenant leur place sur les anciens « espaces verts » des grands ensembles, renouvellent l'occupation de ces délaissés. C'est le cas de la place Papus, où un bâtiment situé en son centre et accueillant initialement plusieurs magasins, ne dispose plus aujourd'hui que d'un seul commerce, un café PMU, et d'une petite aire de jeux pour enfants. Un des enjeux de ce lieu réside dans sa proximité avec le boulevard urbain, le flux de passants et travailleurs potentiels générés à proximité pourrait introduire de nouveaux usages à la place Papus.

Cette nouvelle frange bâtie joue aussi le rôle de masque des nuisances sonores pour les habitations qu'il isole de l'axe routier. Leur disposition permet également de marquer une transition entre d'une part le boulevard et d'autre part le quartier Bagatelle-Papus-Faourette, en accompagnant les entrées sur ces quartiers résidentiels. La place Papus constitue un de ces futurs espaces intermédiaires, situé à une croisée d'axes reliant le centre aux quartiers de la périphérie toulousaine et à la Garonne.

La rue Vestrepain est composée des premiers grands ensembles de Bagatelle. C'est un axe important qui relie le quartier aux Arènes. Travail sur la redéfinition du sol, et la revalorisation du sol. Qualification des sols. Création d'équipements afin de créer une microcentralité à échelle humaine (redimensionnement des échelles au niveau du bâti et au niveau du sol). Volonté de réanimer la rue et de créer une continuité attractive en reliant le centre ville à Bagatelle.

Désenclaver les grands ensembles, valoriser le patrimoine moderne ordinaire, intégrer les formes bâties, et diversifier ces quartiers, sont les réponses que nous apportons afin de réconcilier les images des immeubles avec les usages des habitants.

Agripuncture

ASTOR Amandine, BEAUCLAIR Manon, LACLAU Samuel, MARZORATI Cécile, ROMÉO Roberto

Les Hommes ont progressivement perdu contact non seulement avec la nature mais aussi avec la terre et avec sa composante nourricière.

La population des pays en développement est de plus en plus urbaine et, malgré une tendance au développement d'alternatives économiques et écologiques allant de la relocalisation, de la diminution de la place des macro-productions agricoles à une contestation des techniques de rendement productivistes et de l'utilisation de produits insecticides, phytosanitaires et de semences OGM, la grande majorité des citadins (et même des péri-urbains et des ruraux) continue de se fournir dans les grandes surfaces et à acheter des produits sans tenir compte de leur provenance et sans avoir idée de leur vécu et de la façon dont ils ont été cultivés. Historiquement pourtant, vergers, potagers et animaux de ferme détenaient une place importante dans le quotidien de chaque habitant même en ville.

Avec l'inflation des prix du pétrole et dans le contexte de crise écologique et sociale que nous traversons actuellement, de nouveaux rapports de proximité sont à réinventer, par le biais de productions vivrières locales et en donnant une plus grande place à la biodiversité au cœur de la ville. La volonté de préserver les terrains agricoles ne peut se faire qu'avec une réflexion sur le moyen de favoriser les circuits courts en proposant une aide à ces producteurs afin d'écouler leur production à des prix soutenables.

On voit déjà aujourd'hui apparaître de nombreuses initiatives très localisées et signifiant l'existence d'une réelle demande sociale de nature, de participation et de changement: jardins partagés à Patte d'Oie, Food Truck au Mirail, épiceries solidaires, fermes pédagogiques, parcs et régies agricoles... Des initiatives peu organisées entre elles mais qui pourraient prendre de la force et de l'ampleur si elles étaient mises en place dans le cadre d'un projet commun.

Nous avons pour but alors non seulement de créer un réseau d'agriculture urbaine mais aussi de mettre en commun toutes ces initiatives déjà existantes pour mettre en place une économie sociale et solidaire.

L'enjeu de notre projet urbain serait par conséquent de renouer avec l'idée d'une ville comestible, où chaque espace végétalisé posséderait une utilité autre que d'être regardé, où les lieux négligés et abandonnés feraient l'objet d'une revitalisation et où chaque espace public laisserait place à une appropriation collective et non exclusive. La réponse agricole contribuerait alors à sa façon à répondre à la demande sociale de nature. Les ressources vertes urbaines et péri-urbaines : espaces naturels, terrains vagues, friches, espaces verts permettraient de développer le concept général de campagnes urbaines en rupture avec les principes traditionnels de l'aménagement : le principe paysagiste qui élimine l'agriculture de l'espace urbain quitte à en reproduire certaines formes pittoresques ou symboliques et le principe aménagiste qui fragmente l'espace urbain en autant de zones que de fonctions identifiées (production, récréation...)

1- Intentions Urbaines

Le site étudié ce semestre en projet se situe entre les Pradettes et Saint Cyprien, dans la zone sud-ouest de Toulouse. C'est un territoire éclectique et complexe, qui s'étend depuis le centre historique pour aller chercher ses limites au delà de la ceinture du périphérique, aux abords de la cité du Mirail.

Sur ce vaste territoire, l'objectif du réseau Agripuncture urbaine est de donner un caractère nourricier à la ville en redéfinissant les lieux oubliés, négligés, ou simplement

laissés à l'abandon et en mettant en place une économie locale, sociale et solidaire pour ainsi revitaliser la ville dans son ensemble par démarche commune participative en introduisant les valeurs du développement durable et de l'écologie où l'habitant serait un des acteurs principaux de l'économie mais surtout le principal bénéficiaire. Le terme d' «agripuncture» fait référence à une action ciblée localement qui s'inscrit dans une logique de cohérence globale (en analogie avec l'acuponcture). Le projet a aussi vocation à réduire le budget moyen que consacrent les familles défavorisées aux fruits et aux légumes. Il permet également de faire connaître au grand public le travail de la terre, de redonner aux paysans la place qu'ils méritent dans notre société contemporaine et de mettre en évidence la possibilité mais aussi la nécessité de changer de mode de consommation en achetant des produits saisonniers et locaux de façon à diminuer le bilan carbone de chacun et ainsi d'adopter un comportement plus durable.

Le réseau Agripuncture se décompose en plusieurs étapes : la récupération et la production d'énergies renouvelables (eau, électricité, énergies solaires), la production agricole, le stockage de la production agricole, la distribution des denrées alimentaires brutes ou transformées et la récupération des déchets organiques via des composteurs.

Les lieux de productions sont répartis au sein de l'intégralité du site selon une logique qui leur est propre, les grands espaces végétalisés pouvant être facilement exploités en périphérie alors que la production en centre ville se limiterait plutôt aux coeurs d'îlots et toitures terrasses. L'idée est d'investir en priorité les toitures des immeubles appartenant à des bailleurs sociaux pour faciliter leur location et la gestion de celles-ci. Beaucoup de surfaces en toitures sont inutilisées et présentent peu d'encombrement (climatisation,...) permettant leur accès et leur utilisation.

Ensuite, les ressources produites sont acheminées vers des lieux de stockage et de conditionnement, situés sur les noeuds de communication principaux du site permettant une mise en réseau des flux plus aisée. Afin d'équilibrer les types de denrées produites à l'échelle du site, un réseau secondaire permet de connecter ces différents espaces de stockage entre eux. Finalement, un réseau de distribution à plusieurs échelles permet de redistribuer les ressources brutes ou transformées de façon équitable sur tout le site.

2- Le Projet Urbain

La production énergétique

La mise en place du réseau implique une certaine consommation d'énergie et d'eau. C'est pourquoi, le développement de dispositifs de production et de récupération d'énergie fait partie intégrante du projet.

Le rayonnement du soleil, qu'il soit direct ou indirect, est l'une des principales sources d'énergies renouvelables. Cette ressource inépuisable, que ce soit sous forme de lumière ou de chaleur, génère de l'électricité. La disposition de panneaux solaires et de membranes photovoltaïques disposés en toiture permet de produire suffisamment de rendement pour assurer le fonctionnement des divers équipements envisagés sur le transect.

Des simulations quantitatives nous ont permis de constater que la présence de tels dispositifs engendrerait une production moyenne de 5kWh/m²/ans. Ainsi, à titre d'exemple, les habitats à loyer modéré présents aux Arènes, par l'utilisation de leur toiture, une production de 10000 kWh/ans.

Pour avoir un ordre d'équivalence, d'après le RICA, des exploitations moyennes de type maraichage et horticulture demandent 55MWh par année, tandis que 59MWh sont nécessaires pour assurer de l'élevage hors sols. Tout autre type d'exploitations s'échafaude autour de 20 MWh/ans. Par conséquent, en vue de la quantité de surfaces en toiture disponible et non-utilisées, il est facilement imaginable de réaliser de

tels aménagement fonctionnant de manière autonome, voire même, ayant un bilan énergétique positif. Si l'électricité produite dépasse les attentes, celle-ci serait redistribuée dans le réseau local, profitant à l'ensemble des habitants du secteur.

De plus de nouvelles technologies apparaissent en permanence et les panneaux solaires se modernisent. Des cellules photovoltaïques translucides et colorées ont vu le jour (cellules "Graetzel") permettant d'ajouter à leur qualité environnementale une dimension esthétique. Le rendement de ce type de matériel est estimé à 8000 kWh par an pour une surface de 300m².

Cependant, ce n'est pas la seule source d'énergie potentiellement exploitable. La géothermie, qui consiste en l'utilisation de la chaleur de la terre comme ressource, permet de chauffer de manière écologique mais aussi de produire de l'électricité. On peut ajouter à cette liste les énergies de récupération : les eaux de pluie, qui par le biais de réservoirs de stockage permettraient d'arroser maraîchages et vergers ou la biomasse, dont le processus consiste en la récupération de matières organiques, qu'elles soient d'origine animale, végétale ou fongique, pouvant devenir par le biais d'une transformation (chimique, combustion ou encore méthanisation) du carburant, du chauffage, de l'électricité... Elle représente actuellement l'une des énergies renouvelables majeure : 908 ktep (mille tonnes équivalent pétrole), contre 2,3 pour la géothermie par exemple.

D'autre part, on peut considérer la végétalisation comme une ressource. En effet, ce climatiseur naturel présente bien des avantages, dont la diminution des îlots de chaleur, potentiellement augmenté par la présence des dispositifs solaires.

En outre de nouvelles surfaces végétalisées et cultivées en toiture offrent un fort potentiel nourricier, mais ce n'est pas le seul domaine où l'agriculture est possible.

La production agricole

La production agricole s'organise à plusieurs échelles : celles du territoire, du site, du quartier, de îlot et de l'équipement.

Des recherches préliminaires nous ont permis de nous apercevoir que la culture de 5m² permettrait de réduire de 50% le budget annuel consacré par une personne à sa consommation en fruits et légumes. De même d'après l'exemple de la Ferme de Lufa au Canada, 2900 m² de serre permettraient de produire 3000 paniers pour 4 personnes par semaine. Ainsi, si l'on reprend l'exemple des logements sociaux des Arènes dont la surface en toiture est de 2000 m², nous pourrions produire 2070 paniers équivalent. Nous pouvons ainsi imaginer l'influence et la viabilité du projet.

Le réseau principal à l'échelle du site se base donc sur l'appropriation et l'optimisation des ressources foncières disponibles peu ou pas exploitées : interstices urbains, terrain rendus inutilisables par leur situation ou dimensions (espaces verts des Grands-Ensembles, cœur d'îlots reconfigurés, friches urbaines, espaces publics aux usages non définis, parcelles à proximité du périphérique...), mais aussi toitures terrasses aux dimensions suffisantes pour accueillir des serres maraîchères ou des fermes apicoles.

L'aménagement de ces ressources permet la mise en place de la production de denrées maraîchères avec l'installation d'AMAP : sur les toitures terrasses disponibles et/ou exploitables des immeubles mais aussi sur celles des équipements publics voire sur celles d'entreprises privées, et enfin sur des espaces au sol végétalisés, publics ou privés, peu ou pas exploités.

Cela permet aussi la mise en place de fermes urbaines d'élevage de poulets et d'ovins en lien avec des grands espaces végétalisés présents sur le site qui deviennent temporairement des « pâtures urbaines » : hippodrome, espaces verts à Bagatelle, espaces publics et terrains vagues aux Pradettes... La transhumance urbaine, soit le passage des animaux de la ferme aux différents lieux de pâture, se développe alors et nécessite un traitement nouveau des voies et des traversées qui donne une place nouvelle et à part entière à l'animal en ville et qui crée l'évènement. Le bénéfice est double puisque ceux ci viennent entretenir ces espaces sans frais supplémentaires. Enfin la « re-floraison » des espaces publics

mais aussi de parcelles inexploitable permet le développement d'un réseau de fermes apicoles sur les toitures à proximité de ces lieux.

En parallèle, à l'échelle du quartier la reconfiguration des cœurs d'îlots en zone pavillonnaire (Fontaine-Lestang, Pradettes), mais aussi en centre ville lorsque leur taille est suffisante, permet de créer un réseau secondaire de production. Le redécoupage du parcellaire privé en accord avec les habitants permet alors de développer des espaces collectifs où sont mis en place des jardins participatifs. L'idée est que, dans ces lieux, garant d'une véritable dynamique sociale aujourd'hui quasiment absente dans ces quartiers pavillonnaires, soit mis en place dans un second temps une logique de re-densification autour de ces espaces collectifs et la construction de petits équipements, les Foyers Solidaires, pour le stockage du matériel, la gestion du cœur d'îlot et la réunion des habitants.

Les fruits et légumes produits dans les jardins partagés rentrent dans une logique non marchande, parallèle au réseau général du site. Elle revêt un intérêt social intéressant mais permet aussi de sensibiliser une grande partie de la population à l'existence, et à la nécessité de l'agriculture en ville face aux enjeux cités précédemment.

En dernier lieu, le projet s'intègre à un réseau plus large, la production sur le site ne suffisant pas à couvrir la totalité des besoins alimentaires de tous, la ferme urbaine principale du réseau, sur l'actuel site de l'usine LU-Mondelez, permet de faire le lien avec les régions agricoles et les producteurs locaux céréaliers, maraîchers et éleveurs, par la voie ferrée arrivant directement sur la parcelle.

Sur le site, les différents types de production sont répartis selon les disponibilités foncières et bâties. Ainsi, on retrouve en centre-ville et jusqu'à Fontaine-Lestang principalement des productions maraîchères en cœur d'îlot et des vergers dans les espaces publics, ainsi que quelques AMAP de manière ponctuelle sur les toitures remarquables. Dans les quartiers de Bagatelle et des Pradettes, la disponibilité des espaces verts publics permet le développement de fermes d'élevage dans des zones relativement isolées des habitations, afin d'éviter des nuisances liées à la présence des animaux. Aux Pradettes, le foncier disponible permet également l'installation d'AMAP plus importantes où les espaces de production viennent s'hybrider avec des usages plus récréatifs et de sensibilisation à l'image des parcs agricoles. Enfin à proximité du périphérique, les terrains bordant la route sont fleuris et dépollués par la plantation de végétaux adaptés et pollinisés par les abeilles.

Le développement du réseau de production agricole est l'occasion ainsi d'optimiser les réserves du foncier et de recréer des connexions par un traitement nouveau du végétal aux échelles privées, publiques et collectives qui engendrent l'apparition de véritables corridors écologiques garants de la biodiversité en ville.

Le conditionnement et le stockage

Etape décisive, le conditionnement et le stockage des produits représente un échelon intermédiaire entre la récolte et la commercialisation.

Avant de répondre de façon spatiale aux attentes de cette activité il est important de s'informer sur les procédés mis en place et leurs enjeux.

Par définition le conditionnement est l'action de placer une denrée alimentaire dans une enveloppe ou dans un contenant en contact direct avec la denrée concernée.

Ce dernier doit également être capable de garantir les caractéristiques et l'état «loyal et marchand» du produit depuis sa sortie de fabrication jusqu'à sa bonne utilisation par le consommateur ciblé.

Le conditionnement est donc une activité destinée à protéger des marchandises, à permettre leur manutention et leur acheminement du producteur au consommateur ou à l'utilisateur, et à assurer leur présentation

Dans le but de répondre aux attentes d'un programme précis les espaces de stockage et d'emballage sont conçus en respectant des impératifs d'utilisation, de présentation, de protection, et de manipulation.

Ce dernier doit par conséquent bénéficier d'un local fermé afin de préserver la qualité des produits, d'un atelier ouvert dans le but de faciliter la transition entre chaque étape et enfin d'un lieu de stockage ayant une hauteur adaptée aux produits confectionnés. Pour assurer la qualité de la marchandise le local doit de préférence être à proximité des lieux de production.

Dans le cadre du système économique d'agriculture urbaine, les espaces de conditionnement et de stockage sont, par conséquent, adaptés aux produits récoltés et placés stratégiquement sur des parcelles à proximité des surfaces majeures de production. En plus d'une chaîne locale, un réseau permet l'équilibre de la variété des produits dans l'ensemble du système. Ainsi, les centres de stockage et conditionnement deviennent une étape importante dans l'organisation de l'agriculture urbaine mais également une liaison avec l'ensemble du système de l'action locale jusqu'à l'échelle globale.

La distribution et la récupération

Phase finale du réseau mis en place tout le long du site, la distribution et la commercialisation correspondent au transfert des denrées produites à l'échelle du site jusqu'à l'échelle locale.

Grace à la mise en place stratégique des lieux de stockage et de conditionnement à la croisée des chemins entre lieux de production et espaces de commercialisation, le processus de distribution respecte une logique de déplacement par circuits courts et permet une redistribution efficace de matière produite vers les habitants.

Imaginé comme un système de marché ambulant, le réseau de distribution permettrait de revendre les produits de cette agriculture urbaine de façon relativement informelle, sans nécessité d'aménagements particuliers, investissant ainsi places et parcs publics comme stand de commercialisation. La mise en relation avec un restaurant à Bagatelle permet la transformation des produits de la boucle et la vente commune des produits bruts et de produits transformés pour la restauration rapide.

A plus long terme, lorsque l'économie sera mise en place de façon plus solide et pérenne, il est aussi imaginable que des partenariats soient créés avec différents équipements ou associations pour proposer une distribution directe sur des lieux de consommation tels que des restaurants scolaires, des hôpitaux etc...

Enfin, ce réseau de distribution inclut aussi la mise en relation avec les autres équipements commerciaux mis en place sur le site, à savoir des épiceries biologiques ou autres espaces de restaurations ou formation directement concernés dans la boucle sociale et solidaire.

Organisation et bénéfices

Le projet Agriponcture urbaine s'organise autour d'un collège associatif qui permet la gestion administrative et budgétaire et qui réunit les différents acteurs du projet: agriculteurs et producteurs divers (AMAP, éleveurs, restaurateurs...), élus politiques et porte-paroles des associations habitantes. Ceux-ci prennent les décisions ensemble concernant le budget commun, les subventions, la répartition équitables des bénéfices, l'avenir et le développement du projet, les événements et la communication, etc.

Le caractère social et solidaire du projet réside finalement dans de nombreux points :
-la possibilité d'investir des espaces publics ou de louer à moindre prix des terrains municipaux par les producteurs en échange de formations agricoles et/ou techniques gratuites pour les jeunes en réinsertion mais aussi en échange de l'entretien des

espaces végétalisés par les animaux, de l'animation d'ateliers pédagogiques, de l'ouverture gratuite au public à des dates données dans l'année...

- la mise en place de troc entre jardins collectifs des coeurs d'îlots
- la dynamisation des espaces publics et la création de lieux de rassemblement par la mise en place du réseau mobile de vente et de récupération des déchets,
- la dynamisation des coeurs d'îlots des zones pavillonnaires par la création des foyers solidaires
- la sensibilisation du public à travers les ateliers pédagogiques proposant cours de cuisines, des animations pour les jeunes autour du thème de l'agriculture, des énergies renouvelables, l'ouverture annuelle des fermes d'élevage...
- l'animation de la ville autour de l'évènement de la transhumance urbaine

...

Les projets architecturaux développés par chacun sont les «ponctures» entre chacune des thématiques et viennent animer le réseau en tenant compte des besoins et des typologies urbaines: lieu de production et de formation aux Pradettes, ateliers pédagogiques et vente/restauration fixe à Bagatelle, Foyers solidaires dans les coeurs d'îlots à Fontaine-Lestang, Bagatelle, Croix de Pierre, Saint Cyprien, centre sportif producteur d'énergie et enfin centre de stockage/conditionnement et surtout local de réunion du collège des acteurs du réseau, tout deux à Saint Cyprien.

Finalement, le projet Agriponcture urbaine est un projet expérimental mis en place sur le site d'étude de l'atelier mais qui a été pensé et qui a pour vocation de s'étendre à l'ensemble du territoire de la métropole toulousaine.

D'UNE SEMAINE DE MEDIATION ARCHITECTURALE A UNE AUTRE

SAM-MIRAIL #2 : L'image métropolitaine du Mirail

Clara Sandrini

Lors de précédentes études (SANDRINI, 2008), nous avons mis en évidence un lien hypothétiquement fort entre le Mirail et le centre-ville de Toulouse et, à partir des études menées par le laboratoire PVP de l'ENSA Toulouse (PAPILLAULT, 1996) nous proposons de « fracturer l'œuvre initiale » pour rendre le quartier à ses habitants et l'inscrire dans sa métropole.

Suite à une recherche menée dans le cadre d'un appel d'offre Sciences Humaines et sociales lancé par la Région Midi-Pyrénées²³, la mission Grand Projet de Ville (MGPV) a fait appel à l'ENSA-LRA Toulouse pour réfléchir aux outils de médiation potentielle sur le territoire du Mirail, couvert par un CUCS et les dispositifs Politique de la ville.

La proposition faite par la MGPV était alors l'occasion de développer notre position architecturale et urbaine, ouverte aux vécus des espaces et à leurs imaginations. L'enjeu était ainsi d'inscrire le Mirail dans sa métropole, à partir des changements survenus dans les projets urbains et de l'édification d'une nouvelle médiathèque (Grand M), pendant de celle existante dans le centre-ville. Le fil entre le Mirail et la ville se tissait peu à peu et il s'agissait pour nous d'en informer les habitants pour les faire participer à ces changements.

La semaine Architecturale de Médiation du MIRAIL #1

Nous avons donc organisé la semaine architecturale de médiation du Mirail, dans le cadre d'un séminaire et d'un atelier de projet de 5ème année²⁴. Du 23 au 27 janvier 2012, des étudiants de l'ENSA Toulouse sont allés à la rencontre des habitants, pour signaler la présence de la médiathèque Grand M. Sur les chemins du métro, ils ont marqué des passages, installés des panneaux de signalisation et joué les messagers du projet métropolitain de la CUGT.

Une performance réalisée sur le marché de la Reynerie a permis de tisser les liens symboliques, de Basso-Cambo à Balma-Gramont : enseignants et étudiants on en effet demandé aux usagers du marché de nouer des fils bout à bout pour tisser le fil métropolitain.

La semaine de workshop a également permis aux étudiants de construire un prototype de banc, offert à la médiathèque Grand M. Les étudiants ont finalisé ce workshop dans une exposition qui resitue l'histoire du Mirail, reconstitue le présent du quartier (posters et maquette) et esquisse une vision métropolitaine : ME]TI[SSAGES.

Une journée d'études de clôture, organisée en partenariat avec l'université (LISST-CIEU) est venue interroger les articulations entre chercheurs, experts et acteurs sociaux dans les politiques publiques : elle a permis de cerner le rôle de l'architecte au sein des processus participatifs.

²³ Recherche « Transformation d'une image de ville par concertation et médiation artistique » (SANDRINI, dir.) sur le territoire de Graulhet, dans le Tarn.

²⁴ Séminaire « Images de ville », master 1 et atelier « Cracker la ville », master 2 (SANDRINI, dir.)

Un film qui restitue tous les développements du SAM-MIRAIL a été présenté le 23 mai à 18h00 lors d'une projection-débat à la médiathèque Grand M.

La médiation architecturale institutionnelle

Le SAM-MIRAIL a trouvé ses premiers prolongements dans une coopération avec Collectif Zoom, mandaté pour la définition des espaces publics dans le quartier de Bellefontaine (Mirail). Plusieurs ateliers participatifs ont été organisés autour de la dalle Tintoret, pour dessiner les premières orientations habitantes. Durant l'année universitaire 2011-12, l'ENSA-LRA de Toulouse a régulièrement participé à ces ateliers, délimitant ainsi une mission d'aide à la décision auprès de la MGPV²⁵.

Le partenariat entre l'ENSA et la MGPV a également été l'occasion de développer un ancrage de l'Université de Toulouse le Mirail dans son territoire, notamment par l'organisation d'une visite pour les étudiants de première année de l'ENSA. La déambulation proposée (de Bellefontaine à l'ENSA de Toulouse) a ainsi dessiné un fil mettant en lien des éléments *a priori* disparates et contradictoires. Une performance collective a été organisée dans le parc séparant l'ENSA de l'université, pour marquer les liens institutionnels et délimiter un passage dans cet espace où sont survenus plusieurs agressions.

Cette action pédagogique s'est prolongée dans le cadre de la Novella (Festival toulousain des savoirs partagés), implantée en partie sur le territoire du Mirail²⁶. L'université a ainsi organisé une demi-journée d'études « S'indigner : pourquoi faire ? », tandis que l'ENSA de Toulouse a proposé avec Carl Hurtin (artiste) et La Gargouille (association locale) un parcours philotopique, visant à réparer le Mirail en s'attachant aux détails de l'espace public.

Plusieurs actions ont été ainsi menées pour centrer l'attention sur la qualité et la mise en valeur de l'espace : un carreau manquant de carrelage a été posé près du métro Bellefontaine, un passage piéton a été recolorisé sur le chemin menant vers La Reynerie et, une balustrade du château de la Reynerie a été remplacée.

Pour renforcer l'aspect festif et participer à la reconnaissance de l'action, le groupe étudiant était muni de ballons et, certains étaient revêtus d'un « T-shirt de situation », tout comme l'animatrice de l'association La Gargouille. Plusieurs usagers-habitants ont participé à ce parcours philotopique, dont le point d'orgue a été la restitution du son THX devant le lac de la Reynerie.

En parcourant le site de Bellefontaine à la Reynerie, les enseignants-chercheurs et étudiants se sont confrontés à diverses réactions habitantes, qui ont permis d'orienter les projets urbains et métropolitains conduits dans le cadre de l'atelier « Cracker la ville ».

Ce dispositif scientifique et pédagogique a été accompagné par l'organisation d'un workshop international, dans le cadre d'un programme d'échange Europe-Australie²⁷. En coordination avec la MGPV et la nouvelle institution « Toulouse Métropole », cette action a permis d'interroger la capacité du Mirail à devenir un éco-quartier, en interrogeant les volets sociaux, techniques, architecturaux et économiques du développement durable.

²⁵ Ces observations ont fait l'objet de comptes-rendus (REGINENSI) et de mémoires de master dans le cadre du séminaire « Images de ville » de l'ENSA de Toulouse (SANDRINI, Dir.)

²⁶ Le festival regroupait en effet différents lieux dans la ville de Toulouse, afin de fédérer les universités dans le cadre de l'« opération campus ».

²⁷ Programme DARC (SBITI, Dir.). Vernissage de l'exposition le 21 janvier à 18h00. Pour plus d'informations : <http://ensatoulousedarcprogram.wordpress.com/>.

Les travaux des cinq ateliers font l'objet d'une exposition à l'ENSA de Toulouse en janvier 2013 et servent de support à la programmation du SAM-MIRAIL #2.

La semaine Architecturale de Médiation du MIRAIL #2

La deuxième Semaine Architecturale de Médiation du Mirail est organisée du 21 au 25 janvier 2013. La mission d'information des changements survenus dans le projet urbain du Mirail reste identique à l'année précédente, mais le projet architectural de la maison de l'image (PERRAUDIN, arch.) est utilisé pour interroger l'image héritée du Mirail, tant pour les institutionnels, que pour les personnes issues du monde associatifs et les habitants-usagers.

A partir des travaux du workshop DARC et de l'atelier « Cracker la ville », l'objectif est de mettre en place un dispositif scénique qui intègre le Mirail dans sa métropole.

Le premier jour (lundi 21) sera ainsi consacré à la délimitation du périmètre de la maison de l'image dans le réel, afin d'en marquer la présence physique et de mesurer son impact sur l'organisation socio-spatiale.

Le deuxième jour (mardi 22) sera l'objet d'une double rencontre : celle du Mirail avec son aire métropolitaine et celle des étudiants avec les usagers-habitants. « La ballade des tripodes bleus » vise à interpeller, à provoquer, à interroger l'image du tripode comme symbole constructif de la modernité toulousaine (WAKEMAN, 1997).

Le troisième jour (mercredi 23) sera alors l'occasion de réfléchir à la réhabilitation « soutenable » de ces tripodes, ainsi qu'à une répartition des sols permettant le partage des espaces privés et publics.

Le quatrième jour (jeudi 24) verra à nouveau la mise en place d'une action collective sur le marché de la Reynerie : le « troc métropolitain ». En échange d'un tripode, les habitants seront amenés à donner une image du Mirail, qu'il s'agisse d'une photographie, d'un dessin, d'une lettre ou d'un objet. Cette action sera suivie d'un atelier de réflexion sur les formes de médiation au sein des grands ensembles.

Enfin, le cinquième jour (vendredi 25) sera consacré à la mise en place de l'exposition, dont le vernissage est prévu à 18h00 dans les locaux de l'ancienne bibliothèque Reynerie.

La médiation architecturale, exercée au sein de l'ENSA-LRA de Toulouse devient ainsi un outil scientifique et pédagogique d'analyses urbaines et sociales, par le développement d'une vision prospective qui provoque les réactions des acteurs de la politique urbaine.

LA MODERNISATION DE TOULOUSE

Histoires d'une modernisation venue d'ailleurs

Pierre Weidknet

1. Introduction

Une dimension essentielle nous paraît déterminante pour comprendre le contexte Toulousain : la modernisation économique, sociale et culturelle de Toulouse, a été historiquement un processus essentiellement exogène, à rebours d'une image patiemment édifiée en parallèle. La modernisation, en termes d'innovation et de développement économique et technologique est localement revendiquée comme image valorisante, tandis que la modernité, particulièrement aux plans esthétique, urbain et architectural, a été globalement refusée par la société locale. Deux images qui pourraient paraître contradictoires, comme y incite d'ailleurs l'approche opposant patrimoine et modernité, mais qui sont aussi les deux faces d'un même processus complexe d'évolution, qui se rendent mutuellement acceptables. La modernité est ici entendue comme processus inscrit dans la durée, par lequel évoluent nos sociétés occidentales depuis plusieurs siècles, à la fois au plan économique et technologique, mais surtout dans leurs dimensions sociales et culturelles, processus ayant en arrière fonds des « multiples révolutions de la modernité, [...] la révolution de l'autonomie ²⁸».

L'espace urbain, dans sa diversité et son évolution est le produit surdéterminé d'un nombre infini de choix individuels, d'une société, des modes de vie de ses habitants, des mentalités, croyances et valeurs, de capacités techniques et économiques. Pour comprendre les choix opérés, au-delà des décisions des élus et responsables, il faut convoquer mémoires, projets et comportements d'une société dans sa complexité, et pour cela de resituer, de manière synthétique, les grandes étapes de la politique urbaine à Toulouse dans le temps long de l'histoire de la société locale, de ses valeurs.

2. Le « grand village » qui voulait se faire Métropole

Les fleurons économiques et urbains dont s'enorgueillit Toulouse et qui sont au cœur de son image identitaire dynamique actuelle, furent généralement apportés, voire imposés par initiative extérieure, généralement étatique : secteurs économiques comme principaux projets d'aménagement urbain.

Toulouse a pu être considérée longtemps comme un « *gros village*²⁹ ». Il faut d'ailleurs ici, comme l'a bien montré Guy Jalabert³⁰, que si le qualificatif « *Toulouse est un grand village*³¹ » correspond à une réalité, il a aussi été instrumentalisé comme mythe « *de la bourgade rurale réveillée par Baudis* », et que la modernisation de Toulouse est plus ancienne, à la fois venue de l'extérieur et portée par son prédécesseur, Louis Bazerque. Son dynamisme actuel est essentiellement dû à la conjonction d'entreprises, de laboratoires de recherche et de centres de formation dans les secteurs de la haute technologie, mais « *les décisions stratégiques, les sources de financement échappent largement à Toulouse qui apparaît alors, pour caricaturer, comme un simple atelier technique et commercial... malgré l'internationalisation qu'elle connaît, la ville de Toulouse n'est pas un espace central, mais un espace périphérique de l'économie mondiale* »³².

²⁸ Gauchet Marcel, La révolution moderne, Gallimard, Paris, 2007, p 110

²⁹ Coppolani Jean, Toulouse au XX^e siècle, Toulouse, Privat, 1962.

³⁰ Jalabert Guy, Mémoires de Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, 2009

³¹ Godechot Jacques, in Histoire de Toulouse, ss la dir. de Ph. Wolf, Privat, Toulouse 1974

³² Laborie Jean Paul, in Bordeaux Toulouse, approches métropolitaines, Presses Universitaires du Mirail, Toulouse, 1998.

A la fin du moyen-âge la prospérité économique de Toulouse liée au commerce du pastel, si souvent vantée, est largement due à des acteurs étrangers inscrits dans les réseaux européens, tel Jean de Bernuy, représentant local d'une famille de commerçants espagnols.

Aux XVII^e et XVIII^e siècles la ville que l'on qualifiait alors volontiers de « *Sainte, Sotte, Sale* », était dominée par une aristocratie terrienne préférant « *les honneurs au profit et les arts aux affaires*³³ », très attachée à son train de vie fastueux, et ostentatoire, en particulier dans ses luxueux hôtels particuliers. Le plan Mondran de 1752, dont les réalisations structurent durablement la ville et son paysage (Promenades, quais, tracés périphériques en Patte d'oie...), avait déjà pour objectif proclamé de donner à cette ville terrienne conservatrice une image valorisante pour favoriser un développement économique moderne³⁴. Magnifiques exemples d'un « *urbanisme frôleur, qui dresse parmi les taudis le décor somptueux d'une urbanité élitiste*³⁵ », les travaux, initiés par l'intendant du Languedoc et portés par une poignée d'hommes des Lumières locaux, ne purent être – difficilement – réalisés, face aux multiples réticences des institutions locales, que par l'appui politique et financier des Etats du Languedoc et surtout d'archevêques éclairés mais non toulousains, Brienne et Dillon.

Au XIX^e siècle, la ville reste largement une cité préindustrielle aux valeurs sociales anciennes : « Toulouse n'est pas une ville bourgeoise³⁶ ». Elle est d'abord le centre d'une région agricole de polyculture à faible rendement, aux structures agraires archaïques : dissuasif de toute initiative, où le métayage domine. Une société de paysans propriétaires aisés édifie une tradition républicaine modérée base d'un système politique clientéliste. Ses comportements démographiques malthusiens doivent être compensés par une importante immigration. Toulouse doit ici être resituée dans une France post révolutionnaire qui, pour des raisons politiques et sociales, protège son monde rural, avec pour conséquences un retard par rapport aux autres pays d'Europe occidentale, de sa mécanisation, de l'exode rural, de l'urbanisation, le recours à l'immigration pour développer l'industrie...Toulouse reste largement en marge de la révolution industrielle et il ne s'y développe pas significativement de bourgeoisie industrielle locale : les industries sont créées par des acteurs externes : l'Etat principalement qui implante l'arsenal, et la Manufacture des tabacs; des entrepreneurs immigrés aussi à l'origine d'entreprises du textile et de la métallurgie. Toulouse est fondamentalement au XIX^e siècle le point de convergence de 9 lignes de chemin de fer et un centre administratif important. Dans cette ville rentière, en l'absence d'une bourgeoisie dynamique, le marché immobilier est particulièrement atone et les transformations urbaines limitées. A Toulouse, un long débat s'engage pour définir le tracé de la Route Impériale n°20, opposant le projet de percée « des Ingénieurs » à celui « des architectes ». Deux conceptions mais aussi deux structures sociales et économiques s'opposent. D'une part le projet de « *Messieurs les architectes* » locaux consiste en un simple élargissement par alignement de la traversée existante et est conforme aux capacités et intérêts locaux des propriétaires, entrepreneurs, architectes. D'autre part celui de « *Messieurs les ingénieurs* » proposé par la Compagnie du Midi de chemins de fer des frères Pereire, est une percée rectiligne, en cœur d'îlot de préférence, qui implique un bouleversement de la propriété, du parcellaire, du marché, de la maîtrise d'ouvrage, et n'est réalisable que par des entreprises et concepteurs extérieurs. Passant largement à côté de la modernisation Haussmannienne, Toulouse conserve ainsi un centre ancien préservé, dont elle s'enorgueillit à la fin du XX^e.

³³Coppolani Jean, in *Le Midi Toulousain*, sous la direction de F.Taillefer, Ed. Flammarion, 1978

³⁴Girard Paulette, Rouges Jean-Louis, Weidknnet Pierre, *Toulouse au XVIII^e siècle: architecture et urbanisme*, Recherche BRA / EAT, 1982.

³⁵Leroy-Ladurie Emmanuel, in *Histoire de la France urbaine*, Ouvrage collectif sous la direction de Georges DUBY, Paris, Ed. du Seuil, 1980-1985. *Tome 3: la ville classique*

³⁶Jalabert Guy, Boudou André, Béringuier Christian, *Toulouse Midi Pyrénées, la transition*, Ed. Stock, 1972

Au XX^e siècle, ce processus exogène d'industrialisation se poursuit avec l'installation des actuels fleurons de l'économie locale, sources abondamment instrumentalisées de fierté identitaire. Entre 1915 et 1939, l'Etat localise des industries stratégiques loin de la menace Allemande : l'industriel Lillois Latécoère crée en 1915 l'aéronautique « toulousaine » ; en 1924 une loi crée l'Office National Industriel de l'Azote (ONIA) pour exploiter le procédé allemand Haber-Bosch récupéré au titre des dommages de guerre ; en 1933 l'Etat délocalise à Toulouse l'aéronautique Parisienne ; l'Etat développe aussi l'arsenal, la poudrerie, la confection... Pour faire fonctionner ces industries nouvelles, il fallut alors faire venir un personnel qualifié du nord de la France et faire appel à la main d'œuvre de l'Empire ou immigrée.

Les années 1950-1960 sont celles de la modernisation par l'Etat d'une ville qui est encore « surtout une métropole régionale et un marché agricole ³⁷» : création d'une université scientifique et installation d'écoles d'ingénieurs, d'un centre de calcul numérique pionnier, qui sont à l'origine de l'industrie spatiale avec la création du CNES en 1961 ; l'Etat renforce le pôle aéronautique avec, en 1955, le moyen-courrier Caravelle, puis le regroupement des écoles d'ingénieurs en aéronautique, le programme franco-britannique Concorde en 1962, puis le projet franco-allemand Airbus en 1971. Il apparaît donc bien que « faire remonter au début des années 1970 le décollage toulousain est une interprétation nettement faussée de la réalité ³⁸», comme le souligne Guy Jalabert qui souligne la « persistance du mythe ruralisant, de la cité terrienne endormie, tout juste capable de ressasser son lointain âge d'or du Pastel, qui se serait subitement réveillée à l'orée de la décennie 1970 ³⁹», avec l'arrivée de Pierre Baudis. Il reste que Toulouse a « une croissance économique forte et de faibles capacités à organiser la vie collective »⁴⁰, que c'est « un nain politique et un géant économique »⁴¹, la métropole d'une région rurale peu densément peuplée en marge des grands pôles d'activité et de décision, une « métropole incomplète »⁴², et non la métropole d'échelle européenne qu'elle cherche à apparaître.

Au plan des politiques urbaines, ces caractéristiques sociales se sont traduites par une longue frilosité, hormis le bref intermède vite rejeté des années 1960. Comme si la société locale et les politiques qu'elle se donnait, bénéficiaires d'un contexte économique favorable sans en être acteurs, préféreraient en rester les rentiers. Car Toulouse se caractérise par la faiblesse des politiques urbaines menées au XX^e siècle, résultat de valeurs locales et de contextes, plus que des seuls politiques, et qui explique la situation actuelle marquée par un fort étalement urbain, l'insuffisance des infrastructures de déplacement, une gentrification très avancée.

3. Raymond Badiou (1945-1958), une frilosité malthusienne

Raymond Badiou, maire socialiste à la tête d'une municipalité issue de la Libération, dirige la ville jusqu'en 1958. Son objectif prioritaire est de rattraper le retard (réel) de Toulouse en matière d'équipement, notamment par un effort important de construction d'écoles, et de modernisation des réseaux (gaz, assainissement). Pour mener à bien cette politique il s'attache à une gestion stricte du budget communal, et reste réticent à l'emprunt. Au plan urbain, la réduction des coûts d'infrastructure et d'équipements se traduit par la volonté de limiter la croissance urbaine et de privilégier la densification, d'empêcher l'extension urbaine en réduisant les zones constructibles. Raymond Ledrut note, dès 1966, que « les choix opérés entre 1945 & 1958 ont visé à [...] limiter l'étalement de la ville. » « Ce principe s'est avéré efficace et a permis de

³⁷George Pierre, Géographie économique et sociale de la France, 1946, P.181

³⁸Jalabert Guy, Mémoires de Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, 2009, p. 110

³⁹Jalabert Guy, *ibid.*, p. 111

⁴⁰Laborie Jean Paul, *op. cit.*, 1998.

⁴¹S. Thépot, in Le Point, 1649 du 22 avril 2004, p11.

⁴²Jalabert Guy, Toulouse métropole incomplète, Economica-Anthropos, 1996

renverser le mouvement naturel du semis dispersé de petites habitations »⁴³. De fait, dès de 1955, est apparue une pénurie de foncier constructible, et la croissance s'est reportée sur la banlieue, où se multiplient au coup par coup cités d'individuels ou de collectifs : refusée à l'échelle communale, la croissance devint étalement à celle de l'agglomération.

Dans une même perspective, Raymond Badiou veut moderniser le centre : la Rénovation du quartier Saint-Georges, lancée en 1955 par l'Etat, et qui démarrera en fait dans les années 1960, « à l'instar de nombreuses opérations dans la plupart des villes françaises, avait pour objectif à l'origine de créer un nouveau centre moderne »⁴⁴. Cependant, au-delà de ce nécessaire rattrapage et de cette rigueur budgétaire, on peut analyser cette attitude dans le cadre de la difficile acceptation de la modernité en France dans les années 1950, frilosité aujourd'hui largement masquée par une lecture davantage attachée à décrire une modernisation héroïque et enthousiaste, pour en souligner les conséquences négatives. En effet, la modernisation programmée de la société française, se heurte alors aux pesanteurs d'une société encore profondément imprégnée de ruralité et des modes de vie anciens, qui éprouve à la fois fascination et crainte face à la modernité. L'ouvrage du géographe JF Gravier, *Paris et le désert Français*, paru en 1947, traduit et fonde profondément la vision dominante de la population et des décideurs dans la France de l'après-guerre. Son influence témoigne aussi de la continuité idéologique entre l'avant et l'après *Libération*, du poids du ruralisme en France : en effet cet auteur si influent dans la France Résistante et Gaullienne a été un militant d'extrême droite actif, Maurassien et Pétainiste. Sa doctrine est axée sur le refus de l'urbanisation et son argumentaire se nourrit volontiers aux thèmes favoris de l'extrême droite xénophobe et antisémite. Mais surtout JF Gravier propose une politique d'aménagement du territoire anti-urbaine : visant à redévelopper les campagnes et interdire la croissance urbaine, au profit d'une rénovation de l'habitat rural et spécialement agricole. C'est dans cette perspective qu'il propose une décentralisation de la France, qui n'est pas une « régionalisation », mais un refus de la grande ville et une volonté de préservation de la ruralité.

Ces idées malthusiennes trouvent un large écho chez les décideurs comme dans la population, dans une France marquée aux XIX^e et XX^e siècles par d'une part la modernisation tardive de l'agriculture, retardée par les politiques protectionnistes mélinistes durables, et par d'autre part la permanence des modes de vies populaires collectifs anciens. D'où une urbanisation lente, et le fait que les politiques urbaines et du logement n'ont jamais constitué des enjeux majeurs pour la société française, et donc pour ses élus politiques, jusqu'au dernier quart du XX^e siècle. Et lorsque, tardivement mais brutalement dans les années 1950, cette modernisation se produit, la société et ses élites ne sont globalement pas prêts à y faire face et tentent d'arrêter le temps. Dans cette hypothèse, l'étalement urbain aujourd'hui si décrié et particulièrement chaotique à Toulouse, résulterait moins de l'évolution des modes de vie, de l'automobile, du laxisme ou du complot, que du refus d'accepter la réalité de l'évolution du monde qui a privé des outils de maîtrise d'un processus. La peur de l'avenir et la volonté de préserver un passé volontiers mythifié, crée toutes les conditions pour que le pire advienne, le passé étant lui de toutes façons révolu... Tandis qu'à Rennes⁴⁵, le maire (MRP) Yves Fréville mène dès le milieu des années 1950 une politique de réserves foncières, d'intercommunalité et de planification volontaristes sur laquelle s'appuiera, après 1977, Edmond Hervé (PS), Toulouse ne connaîtra le plus souvent que des velléités et des proclamations sans conséquence : les formes de la croissance permettent de mesurer le différentiel d'efficacité entre le refus incantatoire du réel et l'action pour l'orienter.

⁴³ Ledrut Raymond, in. *Urbanisme*, n°93, 1966

⁴⁴ Jalabert Guy, op. cit. 2009, p112

⁴⁵ Pour ne pas évoquer la maîtrise de la croissance des villes nordiques et scandinaves, de l'Egnsplan de Copenhague aux New-towns anglaises

4. Louis Bazerque (1958-1971), un désir d'avenir

En 1958, Raymond Badiou démissionne pour protester contre le ralliement de la SFIO à De Gaulle et rejoint le Parti Socialiste Autonome ; son premier adjoint, Louis Bazerque, SFIO, le remplace jusqu'en 1971, à la tête d'une municipalité de centre gauche, dont un adjoint nommé Pierre Baudis. Sous l'impulsion de Louis Bazerque est menée une politique nouvelle, dont l'objectif est d'accélérer la croissance par une politique dynamique attirant les investisseurs. Comme le montre Guy Jalabert « l'arrivée au pouvoir de Louis Bazerque introduit une double dynamique : d'une part économique s'appuyant sur quelques universitaires de la faculté des sciences, partisans d'une ouverture vers les milieux industriels, et d'autre part urbaine en lançant de nouvelles opérations, dont Le Mirail »⁴⁶. Louis Bazerque souligne alors la « volonté municipale de faire de Toulouse le point fort du Midi Pyrénées [...] un acte de foi dans l'avenir [...] Toulouse de l'an 2000 est né aujourd'hui. Nous construisons la capitale du Languedoc⁴⁷ ». C'est que, pour lui, « l'avenir d'une grande ville dépend de ses capacités de développement et de ses aptitudes à faire face aux mutations économiques et sociales qui s'imposent à elle » : « écartant les politiques malthusiennes périmées, les responsables politiques toulousains ont délibérément orienté leur cité vers l'avenir ». Toulouse « comptera 1 million d'habitants à la fin du siècle »⁴⁸.

Cette orientation participe d'une évolution perceptible au plan national qui ouvre une période, relativement brève au demeurant, d'une quinzaine d'années, dans laquelle la modernisation est non seulement effective mais aussi clairement assumée, même si une telle attitude n'est pas générale. Ainsi Paul Delouvrier, nommé en 1961 Délégué général du District de la Région de Paris récemment créé, impulse avec le « Livre blanc » de 1963, une politique résolument modernisatrice en phase avec les enjeux du moment, assumant la réalité du monde moderne. Il développe une vision globale stratégique et non une réflexion limitée aux « problèmes » de la Région Parisienne, comme dans la période précédente. Cette nouvelle politique s'articule sur trois choix : d'une part l'acceptation de la croissance économique et démographique nationale, ce qui implique celle de la région; d'autre part l'intégration dans le Marché Commun, ce qui implique qu'en raison du rôle qu'elle doit jouer dans la compétition européenne, Paris n'est pas seulement la capitale mais une métropole engagée dans la concurrence européenne ; enfin la prise en compte des évolutions des modes de vie qui exigeront plus d'espace pour chaque citoyen. En conséquence le schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de la Région de Paris de 1965 prévoit dans cette perspective un développement axé sur la vallée de la Seine, structuré par la création de 5 villes nouvelles.

Louis Bazerque mène lui aussi une politique de modernisation urbaine : élaboration d'un nouveau plan d'urbanisme prévoyant l'extension de la zone urbanisée, la réalisation des infrastructures de transport indispensables, et poursuivant la Rénovation du centre. Pour cela, mais aussi pour écarter de Toulouse l'Auat pilotée par l'Etat, est créé l'Atelier Municipal d'Urbanisme. La grande opération de Louis Bazerque, « un acte de foi dans l'avenir »⁴⁹, est bien sûr la ZUP du Mirail, qui avec un objectif de créer une « cité satellite de 100.000 h. »⁵⁰, alors que Toulouse n'en a que 300.000, c'est beaucoup plus qu'un quartier de logements. Il s'agit de réaliser un centre administratif régional regroupant les grandes administrations réinstallées hors du centre ancien, avec un pôle tertiaire et l'Université de Lettres et sciences humaines. C'est pour Bazerque « comme un second Capitole [...] le centre régional administratif, culturel et commercial du Mirail... jouera un rôle attractif sur les populations du vieux Toulouse et de la région [...] musées, salle de spectacle, préfecture de régions, administrations, bureaux... »⁵¹.

⁴⁶Jalabert op. cit., 2009, p. 113

⁴⁷ Le Monde, 2 février 1962

⁴⁸L.Bazerque « *Un pari tenu : Le Mirail* » in. *Entreprise* n°744, 13-12-1969

⁴⁹L.Bazerque, *ibid.*

⁵⁰ Le Monde, 2 février 1962

⁵¹L.Bazerque, *ibid.*

Cependant le Mirail devra faire face à forte concurrence, dans la commune et dans l'agglomération. Alors que, selon la loi, une ZUP doit concentrer toutes les opérations de plus de 100 logements, de nombreux ensembles sont édifiés en parallèle du Mirail : petits ensembles de logements collectifs privés, grandes opérations privées ou même publiques (Empalot, ZUP de Ranguéil, ZUP de Bagatelle...).

Dans cette agglomération sans structure intercommunale, la moitié seulement de la croissance entre 1962 et 1968 est absorbée par la commune centre, tandis que les villes de Blagnac (+ 58%), et Colomiers (+129%) croissent très rapidement⁵². A quelques kilomètres du Mirail, est édifiée au même moment Colomiers Ville Neuve, une opération très originale sinon unique dans la production de son époque. C'est en effet une réalisation municipale, portée, depuis la décision initiale de 1957 jusqu'à l'achèvement actuel du quartier centre, par une très forte volonté politique municipale ; une opération conçue en référence explicite aux New-Towns anglaises de l'immédiat après-guerre, en particulier à Harlow, par un urbaniste local autodidacte, René Viguier, imposé par le maire, selon les méthodes de Robert Auzelle. Le parti urbanistique de Colomiers est celui d'une « ville basse » mettant la maison familiale au cœur de la société tout en recherchant la densité nécessaire à l'économie de l'opération et à la vie sociale. ⁵³ Il faut d'ailleurs noter que, dans une agglomération où dans ces années dominant des promoteurs locaux sur fonds propres, réticents à investir tant au Mirail qu'à Saint Georges, la seule réalisation privée d'envergure d'un promoteur national a lieu à Colomiers (900 logements par la SEFRI de JC Aaron, bientôt promoteur de la tour Montparnasse).

5. Municipalités Baudis (1971-2008), le repli sur le centre

En 1971, la campagne électorale municipale se mène essentiellement autour de deux thèmes de politique urbaine: le Mirail d'abord, considéré comme « un satellite sans âme imposé d'autorité aux portes d'une cité souriante... il faut construire heureux.⁵⁴ » et les difficultés de circulation d'autre part, attribuées à « l'abandon du centre » par L.Bazerque au profit du Mirail. Pierre Baudis, 1^{er} adjoint centriste de L. Bazerque, emporte la Mairie avec une liste de centre droit, son fils lui succède et sa majorité conserve la mairie jusqu'en 2008. Pendant trois décennies, les enjeux de l'urbanisme seront largement absents des débats politiques, tandis que se développe une politique urbaine selon deux axes : la valorisation de l'image patrimoniale de l'hypercentre d'abord et la rapidité de l'amortissement financier comme critère de qualité urbaine des nouveaux programmes ensuite. Rapidement dès 1971, le projet Candilis du Mirail est abandonné, *Le Mirail* devient *Basso cambo* : abandon de la dalle, fractionnement des immeubles, diversification des programmes faisant une large place à la maison individuelle et nouveaux plans pour la 2^e tranche désormais nommée *les Pradettes*.

Les municipalités de Pierre puis Dominique Baudis, puis celles de Philippe Douste-Blazy et de Jean-Luc Moudenc ont mis au cœur de leur démarche une stratégie financière : il s'agit avant tout de réduire l'endettement jusqu'à parvenir à « la dette zéro », encore revendiquée en 2010 comme résultat essentiel de ces mandats. Tous les projets seront dans ces années soumis à cet objectif obsessionnel qui amène à faire de la rapidité de la commercialisation de la SHON le critère principal de choix dans les projets, au point que l'attribution des marchés aux opérateurs dans certaines ZAC a pu se faire aux enchères. D'où par exemple les violents conflits, à partir de 2002, pour que Blagnac obtienne la Maîtrise d'Ouvrage de l'ensemble du secteur Andromède. Au départ deux ZAC indépendantes étaient prévues par le schéma de secteur établi par l'AUAT, l'une accueillant l'habitat et les activités, l'autre une « coulée verte » est-ouest coupant en deux le secteur de la précédente, tandis que le projet de tram traversant nord-sud le

⁵²Marconis Robert, Croissance et redistribution de la population dans l'agglomération de Toulouse (1954-1982), in « Statistiques et études Midi Pyrénées » n°4, 1986

⁵³Weidknet Pierre, *Colomiers Ville Neuve, Une réalisation municipale sur le modèle des New Towns anglaises*. Actes du Colloque : « Des Grands Ensembles aux villes nouvelles » ; Revue de la Société Française d'Histoire Urbaine, Paris, 2006.

⁵⁴ Le Monde, 25 avril 1971 – Interview de Pierre Baudis

secteur faisait l'objet d'une troisième démarche indépendante. Toulouse, à travers la CAGT naissante, s'opposait à la procédure de marché de définition proposée par Blagnac car cela faisait prendre du retard à une commercialisation projetée sur 18 mois maximum. Que le tram desserve l'habitat en relation avec le projet urbain, que le parc et l'habitat soient articulés semblait moins important que le montage financier à court terme, dans une agglomération riche et non endettée...

La valorisation du centre ancien est le projet essentiel, voire exclusif, des municipalités Baudis : réhabilitation de l'habitat ancien, espaces publics luxueux et opérations façades, politiques de protection patrimoniale, organisation des déplacements vers et pour l'hyper centre commerçant. C'est en fait un intense processus de gentrification qui se développe, appuyé sur un vigoureux entre soi élitaire, prolongeant volontiers l'ancienne société aristocratique encore décrite au début du XX^e siècle : « *Là, en des hôtels infiniment calmes et retirés, à hautes fenêtres, à porte cochère, vivent à l'écart du tumulte moderne les descendants de l'aristocratie. Ces fières personnes se fréquentent entre elles, à l'exclusion sévère de toute autre société* »⁵⁵.

A partir de la fin des années 1960, le centre ancien était effectivement entré en déclin, et, jusqu'à la fin années 1980, très dégradé et dévalorisé, peu animé et vieilli, il perd ses habitants tandis que la croissance démographique s'accélère en périphérie. Entre 1968 et 1975 la commune centre ne recueille plus que 3,4% de la croissance, et sa population n'augmente que de 3000 habitants en 7 ans, avec en plus un fort déficit migratoire de -17000 habitants, au moment même où sont réalisées de nombreuses opérations, dont Le Mirail. L'hypercentre perd 20% de ses habitants entre ces deux recensements, les faubourgs près du tiers, tandis que le gain de population en banlieue est de 78%. Entre 1975 et 1982, on relève une diminution importante de la population de la commune centre (-25.000 habitants, - 7%), et le déficit migratoire a plus que doublé par rapport à la période précédente (-40.000 habitants). La banlieue ralentit sa croissance, et c'est désormais la zone périurbaine qui connaît la plus forte croissance (+32%)⁵⁶.

La politique menée par la municipalité Toulousaine à partir de 1971, en favorisant l'hypercentre alors que les enjeux essentiels sont ceux de la croissance à l'échelle de l'agglomération, seront lourds de conséquences : étalement urbain incontrôlé, insuffisance des politiques de déplacements... Mais la valorisation d'une image identitaire patrimoniale qui recueille un large consensus localement est politiquement plus porteuse que la confrontation aux enjeux de la ville réelle. Le passé mythifié et inventé rassure face aux incertitudes de l'avenir, dans un monde complexe et globalisé dans lequel Toulouse ne joue qu'un rôle marginal. Louis Bazerque déjà, avant les Baudis, avait développé une image médiatisée d'une « *ville où il fait bon vivre, accueillante, chaleureuse et animée*⁵⁷ », se donnant pour projet « *que les toulousains soient heureux... que Toulouse reste la ville rose* », associant volontiers *ville rose* et *vie en rose*. Cette image va devenir constitutive de l'identité locale, fort éloignée désormais de l'image d'une ville grise, triste et sale qui dominait dans les récits des voyageurs jusqu'au milieu du XX^e siècle, et qui restait une réalité au début des années 1980. Et la ville dans laquelle obligation était faite depuis le XVIII^e siècle de revêtir de blanc les façades devint peu à peu rose : la place du Capitole, d'abord, dès les années 1950, puis les autobus de la STCRT des années 1960, puis à partir des années 1970 places, trottoirs et façades, fussent-elles d'architecture en béton des années 1950, et jusqu'aux poteaux supportant la dalle du quartier Bellefontaine au Mirail, subirent ce rosissement.

⁵⁵Louis Barron, *La Garonne*, Paris, 1928, P.71

⁵⁶Marconis Robert, op. cit., 1986

⁵⁷ Le Monde, 28 & 29 juin 1970.

6. *De Toulouse à la métropole*

L'agglomération toulousaine, marquée par le très fort poids relatif de Toulouse⁵⁸, ne s'est que tardivement dotée d'une structure de coopération intercommunale. La commune centre, dominante, a en fait, tout au long du XX^e siècle refusé, toute collaboration avec les communes limitrophes, dominées par des notables eux-mêmes concurrents entre eux. Le Groupement d'Urbanisme (26 communes), créé en 1956, ne joue aucun rôle réel, et le Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme en 1976 n'est qu'un plan d'orientation non contraignant. Tandis qu'en périphérie sud-est le SICOVAL faisait figure de pionnier dès 1975, il faut attendre 1991 pour que Toulouse, Blagnac et Colomiers, dans l'obligation de s'entendre pour accueillir le siège d'Air Inter, passent un premier accord, d'où naîtra en 1997 un District aux compétences minimales. La Communauté d'Agglomération du Grand Toulouse, créée le 1er janvier 2001, possède elle, enfin, des compétences élargies: développement économique, protection de l'environnement, politique de logement et d'aménagement du territoire communautaire. Mais il faut attendre janvier 2009, pour que le Grand Toulouse prenne le statut de Communauté urbaine. Au-delà de la faiblesse des institutions, force est surtout de constater aussi l'absence d'un collectif d'énonciation d'un projet urbain et l'émergence encore partielle et récente de démarches stratégiques.

On peut avancer ici l'hypothèse que c'est la difficulté à accepter l'évolution du monde qui en est la source, dans une ville dont le dynamisme économique est « tombé du ciel », pour une société locale qui n'a jamais eu à lutter réellement pour son existence dans un monde concurrentiel: ici pas d'ancienne industrie du XIX^e à reconverter, de population à retenir, d'investissement à attirer, mais le confort d'une société jusqu'ici, sauf pour les plus fragiles, largement protégée des évolutions du monde. La cause des dysfonctionnements ne serait pas alors à rechercher dans les transformations elle mêmes (la mondialisation, l'automobile, la maison individuelle...) mais dans le refus de prendre en compte ces évolutions, dans l'absence de politiques de maîtrise de la croissance urbaine qui auraient pu en organiser les formes.

Force est en outre de constater que ces évolutions des années 2000 ont été d'abord portées par les communes périphériques le plus souvent contre la volonté - ou malgré l'inertie - de Toulouse. C'est probablement parce qu'alors, dans ces communes de banlieue, de nouvelles populations venues souvent d'autres régions ou pays, ayant d'autres expériences sociales et urbanistiques, ont parachevé leur intégration en investissant les réseaux politiques locaux, en remplaçant dans les équipes municipales (surtout en 2001), les populations rurales anciennes devenues très minoritaires. Nouvelle dynamisation venue d'ailleurs qui ne concernera vraiment Toulouse qu'aux élections suivantes.

⁵⁸ En 1999 : Toulouse à 426.000 habitants, L'agglomération 760.000, l'aire urbaine 920.000 ; les communes de périphérie les plus importantes ne dépassent pas 35.000 habitants. Blagnac compte 20.000habitants.

LE MIRAIL EST UN QUARTIER COMME UN AUTRE

SAM-MIRAIL #3 : Le Mirail entre histoire(s) et mémoire(s)

David Esteban

1. Abstract

Depuis quelques années la ville de Toulouse tente de se constituer en métropole avec le concours de certaines communes environnantes. La démarche est bien entendue louable, mais qu'en est-il des quartiers populaires ? La ville tente de plus en plus à se relier à d'autres communes, mais tous les quartiers qui la composent sont-ils bien intégrés ? À l'évidence, non. Les quartiers dits « populaires » souffrent d'une image souvent faussée par l'importance donnée aux faits divers s'y déroulant. Cette omniprésence de cette facette de ces quartiers occulte la réalité de ces quartiers. Alors comment lutter contre ces fausses images ? Comment renouer le lien entre ces quartiers et la métropole ? C'est à ces questions que chaque édition de la Semaine Architecturale de Médiation tente d'apporter une réponse. Le quartier du Mirail, est l'exemple de ces quartiers n'ayant jamais été intégrés par la ville et qui aujourd'hui posent question au regard d'une métropolisation. Mais l'image que l'on peut se faire de ce territoire est fautive et pleine d'a priori. Ces interventions menées par l'atelier de l'ENSA Toulouse « Cracker la Ville », visent donc à constituer la véritable image de ce quartier. Grâce à une étude approfondie de l'histoire sous plusieurs angles et une méthode de médiation impliquant un contact direct avec les habitants, il devient possible d'appréhender ce quartier dans toutes ces dimensions. Le Mirail devient donc ainsi un quartier comme les autres, et une composante comme une autre de la métropole toulousaine.

2. Introduction

Pour cette troisième édition de la Semaine Architecturale de Médiation Architecturale, l'atelier de projet « Cracker la Ville » de l'ENSA Toulouse, à décider de revenir au quartier du Mirail à Toulouse, pour clamer haut et fort une nouvelle fois que « le Mirail est un quartier comme les autres ». L'origine de cette démarche, est en premier lieu la réponse à une mission précise de la mairie de Toulouse pour le Grand Projet de Ville. Cette mission consistait à effectuer une médiation à l'intérieur de ces quartiers dits « populaires ». Sous la direction de Clara SANDRINI, ce workshop est devenu au cours de ces trois ans d'existence une sorte d'héritage transmis d'une génération d'étudiant à une autre. Chacune d'entre elle apportant de nouvelles choses. Elles se sont toutes, sans exception, confrontées aux idées reçues et aux fausses images de quartiers pour y remédier. A chaque nouvelle édition, les équipes enseignantes et étudiantes, se sont immergées dans ce quartier en prenant leur quartier dans l'ancienne bibliothèque du Mirail, située sur l'une des dalles de la place Abbal. Cette troisième édition ne fit pas exception à la règle.

3. Une histoire complexe

Sur une durée d'une semaine, la première étape fut de prendre connaissance de l'histoire du milieu au travers de conférences données par des membres de l'équipe enseignante. Cette histoire croisée permettait ainsi à l'équipe pluridisciplinaire de cet atelier, d'évoquer l'histoire du projet architectural et urbain, l'histoire politique, ainsi que l'histoire sociale et comprendre ainsi l'histoire de ces formes urbaines.

La première d'entre elles fut présentée par Thomas LEQUOY, avec pour thème l'œuvre urbaine du Mirail. Au travers d'une description historique de la différente phase du

projet, il mit en évidence les liens entre politique locale et nationale avec les diverses modifications de l'œuvre qu'est le Mirail. Cette analyse chronologique a permis aux étudiants de comprendre les causes de ces changements et ainsi retracer la chronologie de la forme urbaine actuelle. L'intervention de Pierre Weidknet vint ensuite apporter un éclairage plus précis encore sur les contextes politiques qui se sont succédés. La chronologie de l'histoire politique de Toulouse permettait une identification précise de chaque changement politique. Mise en relation avec la chronologie du projet, la relation de cause à effet qui rythma la vie du Mirail devenait de plus en plus lisible. Cet historique démontrait également comment l'image de ce quartier pouvait changer d'une famille politique à une autre au cours du temps. Les évolutions historiques et politiques ainsi mises à jour, il ne restait plus qu'à évoquer l'histoire sociale du Mirail, ce que fit Mohammed Zendjebil. L'exploration des statistiques au cours du temps permet de comprendre comment les populations ont évolué au cours du temps, ainsi les étudiants ont pu mieux comprendre encore les évolutions de ce quartier.

Cette série de conférences et l'immersion dans le quartier par l'établissement dans l'ancienne bibliothèque, ont été primordiales dans l'approche de ce territoire. Les idées reçues sont nombreuses sur le Mirail parmi les habitants de Toulouse et les étudiants ne faisaient pas exception au début de ce workshop. Cette première exploration historique et l'immersion dans les locaux de l'ancienne bibliothèque ne furent que les premières étapes de découverte de ce quartier par les étudiants. L'une des étapes fut la visite organisée par l'une des associations présentes sur ce quartier : La Gargouille. Cette association s'est donnée pour rôle de transmettre l'histoire du Mirail aux habitants au travers de récits d'habitants et de films réalisés sur le quartier lui-même. Son rôle de transmission va encore au delà, associée à l'office de tourisme cette association organise également des visites du quartier ; ce dont a pu profiter l'atelier « Cracker la ville » lors de cette semaine de médiation.

Grâce à notre guide Cathy, de l'association la Gargouille nous avons pu découvrir un tissu hétérogène en pleine mutation. Nous sommes rentrés dans les tripodes pour en comprendre le fonctionnement, tout en parcourant les modifications de chacune de ces barres grâce au récit de notre guide. Lors de cette visite, il y eut une véritable prise de conscience des étudiants sur les réalités de ce territoire. Les idées reçues derrière, nous pûmes enfin appréhender le quartier du Mirail comme un quartier comme les autres.

Il est nécessaire d'adresser des remerciements aux tissus associatifs, qui grâce à l'intermédiaire de certains étudiants ont pu nous donner les clés pour être acceptés sur ce territoire. Leur grande aide nous a permis de rentrer en contact avec les habitants plus encore que les années précédentes.

4. Une restitution des mémoires et des histoires

Cette nouvelle proximité fut essentielle dans l'application de la méthode de l'atelier « Cracker la ville ». Celle-ci consistait en premier lieu à travailler collectivement, les étudiants prenaient ainsi les décisions ensemble sur tous les éléments en question, à la manière d'un collectif. Divisés en cinq groupes thématiques, ils se sont répartis les tâches pour pouvoir récolter les mémoires et l'histoire du Mirail afin de mieux comprendre les enjeux architecturaux et urbains de ce quartier.

Un premier groupe composé de cinq étudiants a eu pour rôle de faire l'historique du Mirail. Sa démarche consistait à faire un historique croisé sous trois aspects. La forme construite du Mirail en premier lieu prenait en compte chaque construction et destruction réalisée dans le Mirail, retraçant ainsi les évolutions de la forme urbaine et architecturale du Mirail, de ses premières constructions en 1962 à ses changements encore en cours. Les évolutions des projets ont également été recensées permettant

ainsi de voir les adaptations réalisées par Georges Candilis et son équipe, ainsi que les différents projets qui suivirent derrière lui. Au regard de ces deux éléments d'analyse, un historique de l'histoire des politiques urbaines nationales et locales devenait essentielle pour comprendre la relation de cause à effet entre ces trois éléments. Avec l'aide de Franck Parayre, Thomas Lequoy, et Gérard Fresquet, membres de l'équipe pédagogique, et les précieux éclairages de membres de l'association La Gargouille, cette équipe d'étudiants a pu mettre en relation chaque événement de la politique urbaine avec les modifications des projets mais également dans les formes urbaines et architecturales construites ou détruites du Mirail. Grâce à cette sorte « d'archéologie » du Mirail, ils ont pu mettre en évidence les composantes des formes urbaines et architecturales ainsi que leurs origines révélant ainsi la qualité de « territoire palimpseste » de ce quartier. Cette reconstitution d'historique permit ainsi de mettre en valeur la dimension métropolitaine du Mirail, que les précédents SAM avaient su mettre en valeur. Ce travail démontrait ainsi le nouvel intérêt pour ce quartier de la part de Toulouse Métropole, et son inclusion dans le futur de cette métropole Toulousaine ; ce qui est un changement radical au regard des précédentes périodes.

Un second groupe s'est quant à lui concentré sur les mémoires des habitants et du Mirail. Grâce à une première grille d'entretien mise au point par Catherine Reginensi, les étudiants sont donc partis à la rencontre des habitants. Après une première journée d'entretien, ils ont pu objectiver la grille d'entretien initiale afin de l'adapter au milieu dans lequel ils évoluaient. Leur faculté d'adaptation et la connaissance de la langue arabe, leur a permis de récolter des dizaines d'entretiens reflétant plusieurs opinions sur le territoire. Ces premiers entretiens ont démontré une grande diversité, contrairement à l'image que l'on pouvait avoir de ce quartier. Pour transmettre ces mémoires des habitants, les étudiants ont fait le choix d'extraire des phrases récurrentes dans les discours des habitants. Dans ces entretiens, les habitants abordent différentes questions sur le quartier, notamment sur les projets en cours et à venir. Ils expriment leur regret concernant les destructions et leur colère par moment, de ne pas être plus investis dans les changements de leur quartier. Car il s'agit bien de leur quartier, ils y montrent un attachement particulièrement fort. Cet attachement concerne non seulement un vécu et une certaine pratique sociale qui disparaît, mais également un attachement aux barres elles-mêmes. Plusieurs des entretiens ont révélé une certaine peine vis-à-vis des destructions de barres. L'enracinement dans ce quartier est particulièrement fort et même après avoir quitté le quartier plusieurs personnes nous ont démontrés à quel point le Mirail, leur quartier, est encore présent dans leur vie. Malgré la réussite que signifie le fait de « partir » du Mirail, l'attachement est encore fort. Les phrases relevées dans ces entretiens ont été ensuite triées sous plusieurs thèmes. Cet exercice fut l'un des moments forts de la semaine car il permit d'infirmer plusieurs idées reçues, la thématisation ainsi réalisée le groupe d'étudiant en charge des mémoires put dresser, sous la forme de panneaux, des extraits de phrase décrivant ce quartier par les mémoires et le vécu de ses habitants. En plus de ce panneau, ils composèrent une sorte de déclamation, qui par la suite sera réalisée lors d'une performance sur la place du marché.

Un troisième groupe d'étudiants eut une autre démarche sur le terrain d'étude. Elle consistait à relever les traces sur le territoire. Véritables empreintes sur le territoire, elles sont des sortes d'indices révélant des usages et des pratiques sociales, révélant ainsi l'existence d'une occupation de l'espace. Le choix des lieux de ces relevés de traces ne fut pas déterminé à l'avance ; les étudiants ne se sont pas uniquement concentrés sur les parcs existants, ni sur les équipements projetés ou nouvellement édifiés, Chacune de ces traces pouvaient donc être prélevées au pied des barres, ou dans des endroits un peu insolites, cette diversité permettant un aperçu le plus large possible. Cette démarche permit ainsi d'identifier au mieux les lieux de pratiques sociales, sans souffrir d'une influence des perceptions initiales des étudiants, ni des idées préconstruites inévitables. Ces traces exposaient ainsi par l'appropriation des sols, et la présence de pratiques sociales déjà existantes sur les sols. Une fois ce relevé effectué, les étudiants

classèrent ensuite l'ensemble de ces traces en trois catégories. Une première concernant les traces individuelles, qui correspondaient à des indices manifestant la pratique d'un unique individu. Une seconde catégorie concernait au contraire une pratique de groupe et donc l'identification d'une pratique collective de l'espace. Pour finir, la dernière catégorie regroupait quant à elle l'indéterminé. Elle regroupait l'ensemble des traces relevées par les étudiants ne concernant aucune des catégories précédentes. Elles représentaient des pratiques trop différentes pour être thématiques, mais relevaient néanmoins des pratiques sociales non négligeables. Cet exercice permit de démontrer la multiplicité et la diversité des pratiques sociales et leur influence sur le territoire. Les étudiants par leurs actions mirent donc en évidence l'importance des pratiques sociales habitantes dans l'élaboration de projets à venir ; ce qui est d'ailleurs une revendication révélée par le groupe précédent.

Le dernier groupe d'étudiants eut pour rôle la fabrication de la table des mémoires. Outil de récolte des mémoires, cette table avait pour objectif premier de recevoir les écrits et les manifestations de la mémoire des habitants. Cet outil fut au centre de beaucoup de réflexions, une réflexion sur la nature des mémoires était nécessaire en premier lieu, non seulement sur la nature même des mémoires mais également sur les modes de transmission. Ce questionnement était primordial, car cette table avait pour rôle de recueillir, non seulement les mémoires du Mirail, mais également les mémoires de l'ensemble de la métropole Toulousaine. Sa conception fut donc grandement influencée par cet objectif, elle fut entièrement réalisée par les étudiants avec l'aide de l'artiste Carl Hurtin. Cette table devait également répondre à des considérations pratiques. Elle devait être facilement démontable et facile à transporter afin de pouvoir s'adapter à tous les terrains. Constituée de plusieurs plateaux, elle permettait ainsi d'offrir un support vierge entièrement appropriable aux écrits des habitants. Grâce à un système de constructions inspiré du mouvement moderne, cette table ne nécessitait aucune attache supplémentaire pour relier les plateaux entre eux. En effet, les pieds permettaient de relier les plateaux entre eux, donnant ainsi à cette table la possibilité d'être étendue autant qu'il est nécessaire pour accueillir des mémoires supplémentaires. Cette démarche nous permet ainsi de tisser les mémoires non seulement d'un unique quartier comme le Mirail peut l'être, mais également de l'ensemble des quartiers de la métropole, constituant ainsi une vraie mémoire métropolitaine.

5. Une performance collective

La constitution de ces groupes et ce travail réalisé n'ont pas été les seules actions sur ce territoire. Les étudiants ont ainsi pu lors d'une journée de cette semaine de médiation architecturale, réaliser une performance collective à proximité de la place du marché. Afin d'assurer une lisibilité optimale et la réussite de cette performance, une réflexion fut d'abord menée par l'ensemble des participants de cette semaine de médiation. L'expérience des précédents SAM fut la base de ces premières réflexions, un système de troc laissé en héritage de nos prédécesseurs fut donc notre point de départ. Cette méthode consistait à échanger avec les habitants des objets d'histoire contre des objets de mémoire. Chaque génération d'étudiants apportant une contribution, chaque groupe fort de ses travaux en cours put apporter sa contribution. Le groupe histoire proposa des objets d'histoire supplémentaires en plus des tripodes des années précédentes ; des gâteaux représentant le lac de la Reynerie, des cartes postales anciennes du Mirail furent rajoutées à la liste des objets. Selon les participants disponibles, les biscuits et les cartes postales furent confectionnés entièrement par les étudiants. Ces objets furent également complétés par un apport du groupe « mémoire ». Ayant été en contact direct avec les habitants, ils eurent la possibilité d'offrir un nouvel objet sous la forme d'un texte rassemblant des phrases sélectionnées dans les entretiens réalisés. Leur pratique du terrain, ainsi que la connaissance plus accrue de ce terrain, leur permirent également de préciser la démarche. En utilisant des produits comme le lait et les dattes très utilisées dans les cérémonies musulmanes,

ils émirent l'hypothèse que ces produits pourraient permettre un rapprochement plus rapide entre les étudiants et les habitants. Grâce à l'aide du groupe trace, qui put également préciser les objets d'histoires, les objets furent confectionnés à temps pour la performance. Les éléments de trocs déterminés, la table des mémoires confectionnée par les étudiants allait pouvoir être mise à l'épreuve. Cette force collective fut ensuite utilisée dans l'un des éléments majeurs de la performance : la déclaration du texte « je m'appelle Mirail », titre du texte assemblé par le groupe mémoire. Pour clamer ce texte, chacun à son tour, les étudiants et les participants à cette semaine architecturale de médiation devaient lire une phrase devant les habitants. Une fois la performance pensée, il ne restait plus qu'à la mettre en pratique.

Les étudiants descendirent ainsi les éléments de table pour la reconstituer à proximité du marché. Une fois la table montée, les éléments de trocs furent disposés sur celle-ci. Les premières avancées des habitants ont été quasi immédiates, surpris par cette démarche, certains d'entre eux se sont approchés pour demander ce qu'il se passait. Une fois cette première approche passée, une première adaptation devenait primordiale. La présence du lait et des dattes, nous mettait dans une position stigmatisante vis-à-vis des habitants. Nous dûmes corriger cette erreur très vite en amenant d'autres éléments à consommer tels que du thé ou du café, ou des pâtisseries, trouvés dans les commerces avoisinants. Cette correction faite, les étudiants purent ainsi se livrer au dialogue avec les habitants. Ces conversations avaient deux buts, le premier était de faire comprendre aux habitants l'objectif de cette performance et le second de recueillir des témoignages sous la forme d'écrits sur la table, mais également de paroles. Cette phase de dialogue fut une véritable révélation de la diversité sociale existante du quartier, les habitants ne se représentent pas d'une ethnie particulière mais bien de l'appartenance à leur quartier. Les échanges entre les étudiants et les habitants furent nombreux. Le temps passant les habitants s'approchèrent de moins en moins de la table, et afin de relancer les discussions, les participants de cette semaine de médiation architecturale ont donc dû relancer la performance. Les étudiants se placèrent alors autour de la table en arc de cercle et commencèrent à lire le texte « je m'appelle Mirail ». Chacun à son tour, comme convenu, les participants à cette performance lurent une phrase de ce texte à haute voix devant les habitants. Une fois la troisième lecture terminée, il devenait de nouveau possible de converser avec les nouveaux arrivants devant la table des mémoires. Après une nouvelle heure de dialogue avec les habitants, la performance prit fin. La table fut démontée, ne laissant que comme trace sur l'espace public, que les noyaux des dattes offertes.

Cette performance nous a montré combien le Mirail était vivant, les habitants sont attachés à leur quartier. Ils aiment y vivre. Dans les écrits et dans leurs paroles ils expriment à la fois leur volonté de conserver leur quartier en l'état, mais également de le rénover. Ils montrent une certaine tristesse devant la destruction de barres d'immeubles et devant la surdité des pouvoirs publics à leurs revendications concernant leur quartier. Ces témoignages montrent ainsi à quel point la perception de ce quartier est erronée. Il démontre également le sentiment d'isolement du reste de la métropole toulousaine. Cet isolement se traduit également par un rejet de certains projets à venir et par une colère envers le décideur public de ne pas intégrer les habitants dans la modification du quartier. Le contact fut facile avec les habitants car ils ne demandaient qu'à s'exprimer. Cette expression d'un quartier prend une forme d'engagement politique dans cette période électorale. En effet, la constitution d'une liste pour les élections municipales de 2014, prend une importance toute particulière. Lors de cette semaine de médiation nous fûmes invités au restaurant associatif « Au fil de l'eau ». Nous comprîmes à la suite de la performance, que ce lieu était d'une importance toute particulière dans les revendications habitantes. Ce restaurant prenait donc des fonctions de salles de presse pour la liste électorale, de lieu de réunion d'association. La revendication du Mirail comme étant un quartier comme les autres, n'est donc pas seulement de notre fait, elle est à l'origine une profonde revendication

habitante. Devant cette opposition entre la perception du Mirail, et la réalité du territoire, les participants prirent la décision d'effectuer deux dernières performances. L'une de ces performances est le fait de la collaboration de l'ENSA Toulouse dans le programme DARC (Développer un enseignement de l'Architecture en Réponse au changement climatique). Les étudiants australiens en mobilité, ont ainsi apporté un regard décomplexé vis-à-vis du quartier. Par l'intermédiaire d'un film intitulé « dessine-moi un Mirail », ils ont exposé un possible devenir du Mirail tenant compte de tous les enseignements de la semaine architecturale de médiation. Ce regard nouveau et extérieur fut d'une grande richesse et un témoin important de ce que peut devenir le Mirail, c'est-à-dire un quartier comme les autres.

La dernière de ces deux performances fut quant à elle collective et réalisée par l'ensemble des participants à cette semaine de médiation architecturale. Elle consistait à prouver que le Mirail était, à l'inverse des idées reçues, un lieu où les habitants ont une certaine joie de vivre, un lieu aimé de ses habitants et qui n'est pas aussi triste que l'on veuille bien le dire. C'est donc autour d'une chanson que l'ensemble ces participants a réalisé une performance de danse. Séparés en petits groupes, les participants ont dansé dans des lieux différents du quartier de la Reynerie au son de la chanson « Happy » interprété par Pharell Williams. Cette danse ayant pour but de démontrer la joie de vivre existante au Mirail, les petits groupes ont donc exploré plusieurs lieux emblématiques de ce quartier. Nous retrouvons donc la performance sur les dalles du Mirail, près du Moulin et du lac de la Reynerie, à la sortie de la bouche de métro, à proximité de l'ancienne bibliothèque et même dans les coursives des tripodes.

6. Une nouvelle image à transmettre

Ces deux performances réalisées furent intégrées à l'exposition de ce SAM 3 lors de la présentation et également à l'exposition du 24 janvier au 24 février 2014 puis par la suite à la Fabrique de Toulouse Métropole. Cette semaine a été l'occasion pour l'ensemble des participants de reconsidérer leurs regards sur ce territoire et leur a priori. Ce fut également l'occasion, comme les années précédentes, de rappeler aux instances publiques les revendications des habitants de ce quartier et leur désir de faire partie de cette métropole toulousaine. Cette semaine de médiation ainsi finie, nous livrons donc ainsi une pièce à l'héritage de l'atelier de projet « Cracker la Ville », dans cette lutte pour clamer que le quartier Mirail est un quartier comme les autres. A une prochaine génération d'étudiants de porter à son tour cette réalité devant toutes les instances possibles.

LES HISTOIRES DU MIRAIL

Un palimpseste moderne

Florian Faurisson

1. Introduction

Ce projet mené au terme de l'atelier «Cracker la Ville» lors du SAM Mirail est issu d'une réflexion commune sur le cas du Mirail, projet inachevé porté par l'ancien maire de Toulouse Louis Bazerque et de l'équipe d'architecture de Georges Candilis et de ses associés. Le Mirail, territoire ignoré voire pointé du doigt par les pouvoirs publics, est pourtant un quartier où de véritables enjeux métropolitains se retrouvent. Souvent décrié, le Mirail est pourtant un territoire doté d'un patrimoine historique et architectural fort, une utopie ayant pris vie et s'intégrant progressivement dans la métropolisation toulousaine. L'action de médiation menée au cours de la semaine permet de communiquer aux habitants l'histoire du Mirail, des débuts de la ZUP jusqu'à nos jours, en échange des mémoires des habitants. Comment récolter les mémoires des habitants ? Comment les représenter ? Comment replacer l'histoire et la mémoire à leurs places respectives ? Etudiants et enseignants de l'atelier Cracker la Ville de l'ENSA Toulouse se positionnèrent alors dans une démarche d'Aide Scientifique à la Décision Politique. Le développement du Mirail est actuellement géré par trois équipes. L'équipe Bernard Paris, chargée de la Reynerie est en recherche d'une connaissance plus approfondie du quartier et de ses habitants. En amorçant une véritable médiation avec ces derniers, en remettant l'habitant au cœur du processus de fabrication de la ville, une histoire métropolitaine commune peut se créer. Les collectes des mémoires individuelles et collectives forment une matière première particulièrement riche pouvant guider l'action des acteurs de la construction et de la conception dans le quartier. La collecte des traces et des mémoires permet une approche des phénomènes urbains centrés sur l'appropriation des formes spatiales par les formes sociales. Par ce travail de collecte des mémoires et de transmission de l'histoire, une image mentale du Mirail se forme alors, dans un quartier où règne l'interdit de la représentation.

2. La théorie du palimpseste

Avant de débiter notre analyse de l'histoire du Mirail, il convient d'explicitier ce que nous entendons par théorie du palimpseste. Théorisée par l'historien André Corboz en 1983 dans un article du magazine Diogène, la théorie du palimpseste met en avant une vision du territoire comme résultant d'une lente stratification temporelle. Cette métaphore propose de considérer le territoire comme un volume épais de fragments, de strates, de formes, d'histoires et de mémoires, sur lesquels les sociétés humaines peuvent bâtir leur cadre de vie. Les territoires-palimpsestes évoluent selon deux types de mouvements : naturels et humains. Naturels car l'évolution du monde transforme la géographie des lieux : un séisme, une averse, un mouvement de dunes, ... Ces territoires se transforment aussi sous la pression de l'activité humaine qui s'y déroule : la création d'une ville, les flux de marchandises dessinent des routes, ou tout simplement la trace d'une fête, tout ceci participe à la construction du territoire et à sa stratification.

Les travaux de Corboz montrent que dès qu'un peuple imagine un territoire, il l'aménage, le construit, le modifie pour le rendre habitable. Le territoire est une construction, donc par conséquent, il est un artefact humain : c'est un projet et les actions visant à le transformer ou à l'identifier en font un corps vivant. Le territoire porte un nom, il est personnifié. C'est un processus en évolution constante, avec ses destructions, ses constructions, ses oublis, sa mémoire et son histoire.

Au fil des siècles, chaque génération d'êtres humains dépose une nouvelle couche de traces et de constructions. Ce territoire résulte du travail des formes sociales en présence, qui le transforment et utilisent ou non les strates héritées pour pouvoir continuer à habiter le monde. La forme spatiale est transformée par les formes sociales qui héritent du palimpseste. Celles-ci mettent parfois à jour d'anciennes strates et les utilisent pour construire leurs propres territoires : un travail d'histoire et de mémoire se met en place. Cette théorie du palimpseste est particulièrement intéressante pour comprendre quels rôles jouent les traces de l'histoire et de la mémoire dans la construction des territoires contemporains car elle montre comment les générations humaines créent du sens à partir du patrimoine hérité de leurs ancêtres : le territoire est un projet porté par des sociétés humaines prenant appui sur les strates du passé et y ajoutant leurs propres conceptions des formes spatiales.

La lente stratification du territoire est évoquée par Pierre Francastel en 1984 comme «le produit de l'art, des besoins, des usages, des attentes des hommes ou mieux des sociétés telles qu'elles se définissent à différents moments». Ainsi, les objectifs et les visées d'un territoire changent à chaque génération : de simple frontière à zone d'intérêt économique en passant par zone d'habitation ou simple dépôt, ... Chaque strate correspond à une organisation spatiale située socialement et temporellement et peut afficher une continuité ou une rupture avec les strates précédentes.

«La série des villes différentes qui se sont, depuis deux millénaires, superposées ici en un même lieu fait, au contraire apparaître la capacité proprement infinie des sociétés à informer à leur propre mesure l'univers où elles s'établissent ».

Ces strates ne forment pas des réalités uniformes : il n'existe pas une ville sous la ville, mais des fragments, des traces. La société décide des traces qu'elle décide de conserver, consciemment ou inconsciemment. L'aspect fragmentaire visible des strates précédentes montre cette notion de permanence de certains traits des territoires ayant précédés la culture en place. La stratification du territoire amène à se poser la question de la temporalité dans les territoires contemporains. Le territoire est un palimpseste qui se constitue lentement par addition, disparition, substitution, par l'action des sociétés qui l'habitent. Mais ces sociétés ne sont pas toutes inscrites dans la même temporalité. Ainsi, il se peut qu'une communauté vive au XXI^e siècle tandis qu'une autre, géographiquement proche, vive comme au XVII^e siècle.

Comme les sociétés ne vivent pas dans des temporalités synchrones, la stratification du territoire et la construction de la ville sur la ville ne se fait pas à la même vitesse ni de manière uniforme. Certaines strates sont plus riches de sens que d'autres, certaines pénètrent les strates supérieures pour remonter à la surface, ...

L'aspect fragmentaire des stratifications visible s'accompagne d'un processus d'effacement, d'oubli. Les cultures humaines, en plus de la capacité à générer de la mémoire collective prétendument objective, s'accompagne d'un mouvement d'oubli où des strates peuvent disparaître. Comme l'est le véritable palimpseste, peau de mouton parcheminée que l'on gratte pour le réutiliser, le territoire a la capacité d'être recyclé pour de nouveaux usages, un nouveau sens. L'idée du territoire comme palimpseste, c'est donc l'idée de la ville en perpétuelle construction, une ville qui se reconstruit sur elle-même, sur ses propres traces. C'est un processus que l'homme s'engage à perpétuer sans jamais l'achever.

3. Méthodologie

Si la mémoire est portée par les habitants, l'histoire est notre domaine. Au début du Workshop, nous ne disposons que de bribes de mémoires et d'une histoire à clarifier. L'objectif du SAM Mirail fut alors de reconstruire l'histoire du Mirail et de la communiquer aux habitants en échange de leur mémoire des lieux. Afin de replacer l'histoire et la mémoire à leurs places respectives, il est nécessaire de développer une

méthodologie permettant de communiquer l'histoire de manière simple et intuitive. Notre méthodologie s'appuie sur l'utilisation d'un fond documentaire préparé par le Laboratoire F2S pour l'occasion. Nous disposons alors des plans du concours de la ZUP, des différentes actualisations jusqu'aux images des derniers équipements réalisés. En préalable à ce travail de reconstitution et de communication, les différentes discussions ont permis de faire émerger plusieurs problématiques : nous nous devons de distinguer l'histoire des politiques urbaines toulousaines, l'histoire du projet et l'histoire des réalisations. Ces trois histoires sont reliées mais dans un souci de communication et de clarté de l'information, nous avons pris l'option de les traiter individuellement puis de les faire se rencontrer à nouveau lors de la présentation finale du SAM Mirail 3.

4. Toulouse au début du XXe siècle

L'histoire du Mirail ne peut être abordée sans un retour à la situation politique, urbaine et sociale de Toulouse avant 1961. Cette histoire des politiques urbaines permet de remettre Toulouse en situation par rapport aux enjeux auxquels elle doit faire face durant la première moitié du XXe siècle.

Les débuts de l'urbanisme réglementaire apparaissent avec la loi du 14 Mars 1919, dite loi Cordunet. L'Etat, par cette loi, demande à toutes ses communes de se doter de projets d'aménagements, d'embellissements et d'extensions. Toulouse est alors gérée par le maire Jean Rieux (1878-1933), membre du POF (Parti Ouvrier Français). La fin de la Première Guerre Mondiale impose de définir de nouveaux plans pour la reconstruction des villes détruites. Si Toulouse n'a pas été touchée par les combats, la volonté de l'Etat de doter chaque commune d'une réglementation claire et de projets permet à celui-ci de réaffirmer son contrôle du territoire à la sortie de la guerre.

Toutefois, cette loi ne prend effet à Toulouse qu'en 1928, avec la mise au point du plan Jaussely sous la Municipalité d'Etienne Billières. Suivant les objectifs de la loi Cordunet de 1919, le plan Jaussely propose percées et élargissements sur le territoire déjà urbanisé. De nouvelles voies sont proposées, mais malheureusement, il n'y a pas de réel plan directeur pour la ville de Toulouse. Plusieurs zones de constructions se détachent avec au centre-ville des immeubles de 3 à 4 étages. Les zones périphériques sont occupées par des pavillons. Peu de projets publics sont envisagés et même si ce plan restera pendant plusieurs dizaines d'années un plan de référence de l'urbanisme toulousain, il ne constitue pas un réel plan directeur. La ville de Toulouse se développe alors sans projet véritable.

Dans les années 30, des immigrants italiens s'installent dans le territoire qu'occupera des années plus tard la ZUP du Mirail. Fuyant le régime fasciste s'installant en Italie, les Italiens expatriés commencent à exploiter les terrains pour de l'agriculture le long de l'actuelle rue Vauquelin.

Sous le régime de Vichy, la loi du 15 Juin 1943 met en place les réglementations actuelles. L'Etat devient responsable des plans d'urbanisme et on observe une nouvelle méthode de maîtrise du territoire : le découpage en zones ainsi que des projets d'aménagements communaux et des projets de groupement d'urbanisme.

Suivant cette loi, la ville de Toulouse met en place quatre années plus tard, peu après la Libération, le plan Nicod 1. Cette première version du plan Nicod (qui sera repris plusieurs fois au fil des ans) propose de transformer le plan d'embellissement Jaussely en plan d'aménagement. Sous la direction du Maire Raymond Badiou, le plan Nicod 1 propose la définition de trois zones distinctes : le secteur du centre-ville, le secteur péricentre (faubourg), ainsi qu'un secteur en périphérie discontinu. Le plan Nicod 1 s'inscrit dans la continuité de la logique du plan Jaussely et le précise. L'extension urbaine se limite et concentre les constructions neuves dans les zones déjà équipées du centre-ville. C'est à cette époque que la construction du quartier d'Empalot

commence. L'Etat français organise la reconstruction et définit des capitales régionales comme Toulouse. Profitant de l'implantation d'un centre aéronautique d'importance nationale basé à Blagnac et de nouvelles industries chimiques, Toulouse acquiert un statut de capitale régionale.

L'arrivée du RNU (Règlement National de l'Urbanisme) en 1955 est une réaction à plusieurs faits marquants de l'époque. Le premier fait est le Baby-boom, conséquence de la fin de la Seconde Guerre Mondiale, qui augmenta la demande en logements. Le deuxième fait est l'appel de l'Abbé Pierre pour le logement en hiver 1954. Le RNU prévoit alors le perfectionnement de l'urbanisme réglementaire et des obligations pour toutes les communes. L'instrument de maîtrise du territoire continue d'évoluer après la fin de la guerre pour s'adapter aux mutations des sociétés : la population étrangère sur le sol français est alors estimée à 2 millions de personnes de 1955 à 1975. Cette fois-ci, Toulouse réagit vite et modifie le plan Nicod 1 en 1955 pour arriver au plan Nicod 2. Ce plan élargit le périmètre de l'agglomération au Sud-Ouest pour permettre la réalisation de nouveaux programmes d'H.L.M à grande échelle afin de répondre à la demande de logement. Peu de voiries sont projetées et les projets de percées prévus depuis 1928 dans le centre ancien sont abandonnés. Dans le même mouvement, un projet de rocade EST / OUEST est lancé.

Louis Bazerque devient Maire de Toulouse par démission en 1958. Il affiche l'ambition claire de faire passer « Toulouse de la Renaissance à la renaissance de Toulouse ». La même année, l'Etat met en place la loi sur la création des Plans de Sauvegarde et de Mise en Valeur (PSVM), ainsi que la loi et les réglementations sur les Zones à Urbaniser en Priorité (ZUP) le 31 Décembre 1958.

La politique nationale des métropoles d'équilibre édictée en 1960 détermine les villes ayant une importance régionale et un rôle à jouer dans le développement et l'aménagement du territoire national. Cette initiative des métropoles d'équilibre est issue de la volonté de l'ancienne Délégation Interministérielle à l'Aménagement du Territoires et à l'Attractivité Régionale. La délocalisation des grandes institutions de l'Etat dans ses régions permet de répartir la population sur le territoire de Toulouse. L'Etat oblige la ville de Toulouse à accueillir le projet de la plus grande ZUP de France dès 1958. L'emplacement, délimité dans les territoires agricoles du Mirail, doit permettre l'édification d'un centre régional à grande échelle : le projet de la ZUP du Mirail apparaît alors en 1961. Présenté comme la Toulouse moderne, miroir de la ville ancienne, le projet de la ZUP du Mirail affiche l'ambition d'un véritable centre régional.

5. La première tranche : la ZUP du Mirail (1961-1979)

Au début des années 1960, Toulouse est alors une grande ville d'environ 300 000 habitants accusant d'un grave déficit en logements. Le projet de construire une ZUP en périphérie de la ville de Toulouse annoncé par les services de l'Etat en 1958 est porté par Louis Bazerque et accepté le 26 Septembre 1960 par le Conseil municipal. Il est intéressant de constater que le projet de la ZUP est décidé dans le même temps que la rénovation du quartier Saint-Georges en plein centre-ville afin d'adapter le tissu urbain aux mutations économiques. La Municipalité mène alors de front deux projets de modernisation de Toulouse. Devant la demande croissante de logements et le nouveau statut de Toulouse à l'échelle régionale, plusieurs projets de voiries sont adaptés et le projet de relier la ville au réseau de train à grande vitesse émerge. La rocade est complétée et des échangeurs sont créés pour séparer les circulations en transit des circulations internes. Ce plan est le tout premier à prendre en compte l'arrivée prochaine de la ZUP de Mirail : le plan d'urbanisme directeur de 1962 apparaît alors. Le développement des infrastructures devient un support de développement urbain.

Le concours pour le projet de la ZUP est élaboré en 1961 sous la gouvernance du Maire Louis Bazerque. Le concours propose la construction à l'intérieur du périmètre de la ZUP

la création d'une ville moderne avec un rapport fort à la nature, un grand nombre de logements sociaux dotés du confort moderne et dépendante de Toulouse au niveau administratif et commercial. L'équipe Candilis du Team X remporte le concours le 31 Janvier 1962 et marque une rupture idéologique avec la Charte d'Athènes. Intégrant des principes de sociétés et d'échelle humaine jusqu'alors considérés comme universels pour les Modernes, l'équipe de Georges Candilis et de Josic et Woods développe toute une série de réponses architecturales et urbaines capable de retrouver les qualités des espaces publics de la ville ancienne tout en proposant de nouveaux modes d'habiter, notamment sur la question des cheminements au-dessus du sol. La rencontre entre les deux hommes marque un renouveau dans la modernisation d'une ville qui jusque-là, restait hostile à l'idée de modernité. La relation entre l'homme politique et l'architecte Candilis marquera alors toute une génération d'architectes toulousains et fera du Mirail le fer de lance des villes-nouvelles. L'idée de construire une ville en dehors d'une Toulouse conservatrice et d'en faire un centre régional fait de cette ZUP le fer de lance d'une expérimentation à grande échelle.

Devant la demande croissante de logements et le nouveau statut de Toulouse, plusieurs projets de voiries sont adaptés et le projet de relier la ville au réseau de train à grande vitesse émerge. La rocade est complétée et des échangeurs sont créés pour séparer les circulations en transit des circulations internes. Ce plan est le tout premier à prendre en compte la ZUP du Mirail. Ces changements interviennent en accord avec le nouveau plan d'urbanisme directeur dont se dote Toulouse en 1962.

L'afflux de populations suite à la décolonisation, la croissance économique des Trente Glorieuses et l'essor des industries poussant à l'exode rural accélère la construction du projet du Mirail de Candilis. Le projet est découpé en deux tranches dont la première comporte trois quartiers : Bellefontaine, Reynerie et Mirail-Université. Le chantier démarre en 1963 avec la première tranche des réalisations : le quartier pilote de Bellefontaine, le quartier de la Reynerie et celui du Mirail. Le plan initial est modifié 5 fois pour les travaux de la première tranche, notamment par l'arrivée de l'université du Mirail en 1971 ou le déplacement de certains tripodes. Il est intéressant de constater que ces modifications du plan initial sont avant tout dues à un manque de financements. L'Etat avait alors promis à Toulouse le versement de subventions exceptionnelles pour la construction de la ZUP. Malheureusement, les changements politiques dans les plus hautes instances de l'Etat, notamment lors du changement de ministre délégué à l'Equipement, Jacques Maziol, opposant de Louis Bazerque.

L'ambition de porter le Mirail à terme fut mise à mal par ce retournement politique mais aussi par un manque d'outils règlementaires pour gérer les nouvelles constructions. L'ampleur du projet du Mirail dépasse le cadre administratif de la ZUP et est plus adapté au cadre règlementaire des villes nouvelles. La création de l'IEJUC (Institut d'Etudes Juridiques sur l'Urbanisme et la Construction) permet alors de favoriser le développement de nouveaux outils de suivi, mais les procédures restent lourdes et mettent à mal le processus d'urbanisation de la ZUP. Ainsi, par manque de financements et d'outils juridiques, le projet du Mirail se verra constamment modifié, à la fois dans le projet, mais aussi dans ses réalisations.

Les premiers habitants arrivent en 1966 au Mirail. Le quartier Bellefontaine est achevé en 1972, un an après l'élection de Pierre Baudis à la Mairie de Toulouse, ce qui inaugure une période de retour à la ville ancienne et un désengagement progressif de la Municipalité dans la gestion du Mirail. Durant cette période, la Loi d'Orientation Foncière de 1967 et la circulaire Guichard de 1973 marqueront la fin des grands ensembles en France. Le premier choc pétrolier met à mal l'équilibre étatique et le projet du Mirail commence à perdre de son souffle pour se diriger vers un autre type de fabrication de la ville avec des outils moins lourds. La ZUP est déclarée achevée en 1979 mais reste incomplète.

6. La deuxième tranche du Mirail : les ZAC (1975-1993)

L'arrivée de Pierre Baudis à la Mairie de Toulouse marque un repli de Toulouse vers son centre ancien, politique qu'elle suivra pendant des années au détriment des périphéries. La première tranche du projet du Mirail est déclarée achevée en 1979 mais les travaux de la deuxième tranche débutent en 1975 avec la création de deux ZAC : Pradettes et Basso-Cambo. Le Mirail ayant suscité beaucoup de méfiance vis-à-vis des petits promoteurs, Louis Bazerque avait été obligé d'autoriser la construction de 44 000 logements hors du Mirail. L'urbanisme de ZAC est un prolongement de ce laisser-faire dû à un manque de soutien de la part de tous les acteurs de la ville (ce qui coûta son mandat à Bazerque). Le passage d'un urbanisme de ZUP à un urbanisme de ZAC marque un tournant dans la fabrication de la ville et dans l'évolution de l'œuvre du Mirail. Les outils de fabrication de la ville évoluent vers des techniques de financements et de montages juridiques plus souples et plus abordables pour les promoteurs. Le développement des villes proches du Mirail telles que Colomiers ou Blagnac mettent à mal tout le processus de construction de la ZUP, ce qui n'aide pas à la finalisation du plan déjà modifié de la ZUP. Face à la concurrence des villes périphériques, la solution des ZAC fut celle adoptée à moindres frais : la réalisation du projet de la ville de Colomiers par le biais des SEM est désormais plus adaptée aux contraintes économiques et juridiques du moment.

En parallèle à ce nouvel urbanisme de ZAC, le décret sur le regroupement familial de 1976 permet aux familles habitant au Mirail de se regrouper. L'ouverture en 1977 de l'A64 dessine une nouvelle limite entre Toulouse et la ZUP, quand bien même l'urbanisation du centre commence à atteindre les limites de la ZUP. En 1981, Georges Candilis se retire. Sa mission de coordination de la ZUP est terminée. Deux années plus tard, le repli progressif des fonds publics vers le centre-ville transforme le Mirail en ZEP (Zone d'Éducation Prioritaire). Dominique Baudis devient Maire de Toulouse et poursuit la politique menée par son père jusqu'à présent.

La loi de décentralisation arrive en 1983 et permet à l'État de transférer ses compétences d'urbanisme aux départements et aux régions. Suite à la loi de décentralisation de 1983, Toulouse met au point en 1986 le Plan d'Occupation des Sols (POS). Ce document fixe les nouvelles dispositions et nouvelles règles d'aspect pour toutes les nouvelles constructions. Elles seront établies avec pour base les dispositions prises par le Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme (SDAU). Afin de lutter contre l'étalement urbain, des terrains sont rendus constructibles et de nouvelles infrastructures et équipements sont projetés. La rocade dessinée par Badani dans le plan d'urbanisme directeur de 1962 est construite. La volonté de Baudis à lutter contre l'étalement urbain va alors permettre de concentrer les fonds publics dans le centre de Toulouse et à terme, de relier progressivement le centre au Mirail, qui compte dès 1990 plus de 29 000 habitants.

Le Mirail se révèle donc au début des années 80 comme un projet dont les objectifs initiaux ont évolué sous le coup des politiques urbaines, des financements et des volontés politiques. L'évolution des plans initiaux, le changement programmatique et le manque de financements alliés aux changements politiques ont fait évoluer la ZUP vers de nouvelles formes urbaines et de nouvelles perspectives : l'intégration de l'école d'architecture et de l'université du Mirail, non prévues au départ, en sont les exemples mêmes.

7. Connecter le Mirail au centre (1993-2003)

Trois nouvelles lois sont mises en place. Elles intégreront de nouveaux aspects du développement urbain, tel que l'enjeu environnemental avec la loi Voynet du 25 juin 1999. La loi Chevènement du 12 juillet 1999 amène quant à elle des outils permettant aux communes de coopérer plus facilement avec la possibilité de se constituer en intercommunalités. Une fois ces deux lois votées, la loi relative à la Solidarité et Au

Renouvellement Urbain (loi SRU) du 13 décembre 2000 viendra cristalliser ces principes en renforçant chacun de ces aspects en plus d'un nouveau pas vers la décentralisation.

En 1996, le Mirail est déclaré Zone Urbaine Sensible. La mise en service de la ligne A du métro en 1993 montre néanmoins une volonté de relier la ZUP au centre historique de Toulouse, marquant ainsi une première étape du désenclavement progressif du Mirail. L'inauguration en 1997 de la Rode Arc-en-Ciel à l'Ouest du Mirail le rattache au centre-ville. Les deux entités autrefois séparées se rejoignent et n'en forment plus qu'une. La ville moderne se connecte à la ville ancienne : c'est la fin de la ville à l'extérieur de la ville et un échec de la politique visant à limiter l'étalement urbain. Le développement des villes proches de Toulouse telles que Tournefeuille et Colomiers vient constituer une ville continue où les rocades forment des remparts aisément traversables. Le Mirail se retrouve alors dans une nouvelle configuration urbaine : de ville à l'extérieur de la ville, le quartier devient une porte d'entrée sur Toulouse, notamment via Basso-Cambo où se développent de nouvelles activités tertiaires.

8. *S'ouvrir sur la métropole (2003-2014)*

Le Mirail pouvant faire l'objet d'un GPV (Grand Projet de Ville) il est décidé dès 2003 de lancer une consultation et des études urbaines et paysagères sur le devenir de l'œuvre de l'équipe Candilis. Les premières études urbaines et paysagères menées par AARP, Urbane et Seti amènent à la création d'un premier plan d'aménagement. En 2007 un autre plan d'aménagement est proposé par la même équipe. Finalement, il est décidé en 2008 de fragmenter la première tranche des réalisations pour les confier à trois équipes. La question de la métropolisation de Toulouse positionne le Mirail non plus comme un simple quartier au-delà du périphérique mais comme une articulation entre l'hypercentre et les faubourgs de Toulouse avec les villes alentours, notamment Tournefeuille et Colomiers. Le projet du Mirail continue alors d'évoluer selon d'autres modalités et d'autres outils de fabrication de la ville.

Le plan Local d'Urbanisme de 2006 est le résultat direct des lois précédentes. Il devient le reflet d'un véritable projet politique. Il affirme une vraie mise en valeur du centre même si le PSMV de Toulouse n'est toujours pas validé. Plusieurs pôles seront développés au centre-ville. Ce PLU s'axe en priorité sur une densification du centre-ville Toulouse vers sa périphérie, la ville urbanise les derniers vides. La révision du PLU amène un véritable changement de point de vue. Toulouse se pense en véritable métropole avec une logique de ville multipolaire. Les logements projetés seront quant à eux adaptés et diversifiés suivant la croissance démographique. Une attention particulière est aussi portée à la préservation des espaces à dominante naturelle. Toulouse se dote alors d'une réelle base pour se penser en métropole. Le développement des communes alentours permet de repenser l'équilibre du territoire et de redéfinir les polarités. L'avenir du Mirail se trouve alors au confluent d'enjeux métropolitains importants : à la fois porte d'entrée sur la métropole et témoignage d'une pensée architecturale et urbaine en évolution. La restructuration du Mirail dirigée par les trois équipes de maîtrise-d'œuvre urbain tend à diversifier le tissu et à augmenter la diversité des typologies afin de garantir une offre de logements sociaux et de nouveaux équipements. Les récentes interventions sur le Mirail en terme d'équipements tels que la restructuration quasi-complète de la faculté de lettres du Mirail ou encore la création d'écoles montre une volonté de la ville de ne plus considérer le Mirail comme un échec à la fois social et politique mais de s'ouvrir sur une histoire métropolitaine commune et de rééquilibrer le territoire toulousain avec des dispositifs attractifs. La fin du Mirail est aussi sa renaissance : la forme urbaine et les enjeux évoluent et les nouvelles politiques urbaines et sociales ainsi que la prise de parole de plus en plus forte des habitants font renaître ce « droit à la ville ».

9. Conclusion : le Mirail, une ville palimpseste

En quoi le Mirail est-il une ville palimpseste ? Nous avons montré en préambule à notre analyse de l'histoire du Mirail que le territoire palimpseste est le fruit d'une stratification lente et progressive des différents temps de la ville. La ville-palimpseste est prise dans un processus continu de destructions et de constructions. Les fragments finissent par se stratifier et former le substrat à partir duquel la ville continue de se développer au fil des générations et des établissements humains. Le projet du Mirail, même situé hors la ville ancienne, s'est établie sur des terrains occupés par de grandes propriétés terriennes dont les témoignages restant sont le château de la Reynerie ou encore celui du Mirail. La couche « Mirail » s'est alors superposée à des établissements humains qui, même fragmentaires, continuèrent de marquer les mémoires des habitants.

L'évolution progressive du projet du Mirail et la modification des plans au fil des années montre que la ville est un processus en actualisation constante entre le changement des politiques urbaines, l'évolution du projet et l'avancement des constructions. Les destructions des dalles de la Reynerie en sont l'exemple même : chaque génération fait évoluer les formes urbaines. Les formes sociales impactent sur la transformation des formes spatiales pour donner sens à leur territoire et créer leur cadre de vie. Le Mirail de Candilis, même s'il n'a pas été conforme au plan initial, a évolué et ces modifications successives montrent des temps différents de la ville et comment cette dernière n'est pas un projet figé ou encore une vision fantasmée devenue réalité, mais le fruit d'un travail long et laborieux entre les différents acteurs de la ville. Le Mirail est donc une ville palimpseste : son intégration au MGPV montre que le projet de Candilis continue de s'actualiser en fonction des mutations des sociétés.



SAM* - Mirail # 4

* Semaine Architecturale de Médiation du Mirail

Espaces conçus / Espaces vécus

Du 12 au 16 Janvier 2015
Atelier B, La Reynerie

Du lundi au vendredi, de 9h00 à 19h00
Avec Les associations et les institutions de la Reynerie

Ouvert à tous et GRATUIT !

Vernissage le vendredi 16 janvier à 17h00 Atelier B

Espace conçu / espace vécu : une investigation des traces des mémoires dans l'espace...

Que reste-t-il de la conception du TEAM X, directement accessible depuis l'espace public et dans les sphères de l'intime ? Comment les habitants se sont-ils appropriés les espaces intérieurs et extérieurs ? Quelles sont aujourd'hui les traces d'occupation de ces espaces ?

Lundi 12	Mardi 13	Mercredi 14	Jeudi 15	Vendredi 16
<p>ETAT DES LIEUX DES INITIATIVES INSTITUTIONNELLES A LA REYNERIE</p> <p>11h00 - 12h00 : Arrivées et installation (Atelier B)</p> <p>13h30 : Présentation du workshop</p> <ul style="list-style-type: none"> 3 groupes de 3 à 4 étudiants, encadrés par un docteur en pré-architecture <p>TOUS LES GROUPES</p> <ul style="list-style-type: none"> - Croquis et relevés à la main, photographes, sondages, journal des visites - Prolongement de l'action du Vespér imaginaire (plantation de végétaux) <p>10h30-12h00 : Stage 1</p> <p>TERRITOIRE DU GPV REYNERIE</p> <p>Végétaux, Julien Fabrice, Chef de Projet Remarquements Urbains Reynerie, MGPV</p> <p>PEIT VARESE</p> <p>Visite avec Mirena Fajga Association ATFC-MAP</p> <p>Repas collectif</p> <p>14h00-15h30 : Espaces intérieurs</p> <p>SATIE</p> <p>Visite avec Valérie Guenard, Chef de projet Remarquements Urbains, PATRIMOINE</p> <p>MESSAGER</p> <p>Visite avec Méline Lavandure, Chef de Projet, LES CHALET</p> <p>POULENC</p> <p>Visite avec Mathieu Terecar, architecte, LES CHALET</p> <p>14h00-17h30 : Espaces extérieurs</p> <p>FRICHE LIZOP</p> <p>Moussi GDF, MGPV</p> <p>PLACE ABBAY</p> <p>Visite avec Anne-Sylvie Luyet, Coordinatrice urbaine, Reynerie Services</p> <p>ESPACES PUBLICS SATIE</p> <p>Visite avec Mathieu Nicolas Paly territorial Sub-Gentil, Toulouse Métropole</p> <p>18h00-19h30 : Sélection et classement par site de visite</p>	<p>JOUREE EUROPEENNE D'ECHANGE #1 (Salle 1, ENCA)</p> <p><i>"Le partage est l'histoire privée, possible ou collective"</i></p> <p>Exposition des travaux</p> <p>1 étudiant = 1 question + Mots-clés ou Phrases-clés par intervenant</p> <p>DIMITAR ANDREYCHIN URCEC Sofia</p> <p>MILENA GUEST ENSA Normandie</p> <p>MCHAMMED JENDJEBI ENSA de Toulouse</p> <p>PIERRE WEDONNET ENSA de Toulouse</p> <p>Déjeuner, Salle 2</p> <p>BEATRICE LUBILLA ENSA de Toulouse</p> <p>NOËL JOUENNE ENSA de Toulouse</p> <p>DOMINIQUE LEFRANÇOIS ENSA de Marseille</p> <p>ISABELLE ESTIENNE ENCA Lib</p> <p>MILENA METALKOVA URCEC Sofia</p> <p>Apéritif de clôture</p>	<p>RESTITUTION DES VITES ET DE LA JIE</p> <p>11h00 - 12h00 : Définition d'une charte graphique commune / format A1 par groupe/visite (P. Komati A1)</p> <p>10h00 - 12h30 : Restitution des visites</p> <p>Reprise des groupes du lundi</p> <p>GROUPE 1 Rafiq, Sébastien, Adeline, Valérie, Mirena, Céline</p> <p>GROUPE 2 Mirena, Estérolina, Roberto, Amrout, Géraldine</p> <p>GROUPE 3 Anja, Pol, Lila, Camilla, Gabriel</p> <p>+ GROUPE NEWSPAPER Anja, ...</p> <p>Repas collectif</p> <p>14h00-14h30 : Restitution des visites (suite)</p> <p>14h00 - 20h00 : Préparation de l'action collective du lendemain</p> <p>TOUS LES GROUPES</p> <ul style="list-style-type: none"> - Assemblage du livret d'atelier + Photo Atelier de la Reynerie - Définition et sélection des figures - Fabrication et mise à disposition des figures - Montage des formes identifiées des groupes d'acteurs institutionnels de la Reynerie - Répétition de la chanson des urbanistes aux habitants 	<p>ACTION COLLECTIVE ET DE LA JIE</p> <p>11h00-12h00 : Synthèse et restitution générale</p> <p>10h00-12h00 : ACTION COLLECTIVE</p> <ul style="list-style-type: none"> Installation sur le marché et mise en scène Fourrage film <p>TEMPS 1</p> <ul style="list-style-type: none"> Mise en scène et positionnement des figures des groupes d'acteurs et de la JIE <p>TEMPS 2</p> <ul style="list-style-type: none"> Chanson des urbanistes aux habitants <p>TEMPS 3</p> <ul style="list-style-type: none"> Animation d'un jeu de plateau QUESTIONNAIRE 3D et sondages auprès des habitants <p>+ GROUPE FILM 1. Filmer / Montrer</p> <p>Repas collectif</p> <p>13h30-18h30 : VERS UNE IMAGE PARTAGEE</p> <p>TOUS LES GROUPES</p> <ul style="list-style-type: none"> Prolongement des thématiques de l'atelier CLV - Bâtiments urbains - Agriculture - Culture/Art Fabric - RE <p>GROUPE NEWSPAPER</p> <ul style="list-style-type: none"> Édition du Journal <p>GROUPE FILM</p> <ul style="list-style-type: none"> Montage d'un film sur l'action collective <p>19h00 : OUVERTURE AU PUBLIC et accompagnement de l'exposition</p> <p>TOUS LES GROUPES</p> <ul style="list-style-type: none"> Mise en scène de l'exposition Accueil du public et préparation des présentations orales <p>19h30-19h30 : Synthèse et débat</p> <p>17h30 : Vernissage de l'exposition Apéritif de clôture</p>	<p>FINALISATION ET EXPOSITION</p> <p>17h00 - 19h00 :</p> <p>TOUS LES GROUPES</p> <ul style="list-style-type: none"> Mise en forme des propositions de la veille - Impressions des Panneaux - Mise en scène de l'exposition <p>GROUPE NEWSPAPER</p> <ul style="list-style-type: none"> Édition d'une Maquette A3 du Newspaper et d'un panneau format A1 <p>GROUPE FILM</p> <ul style="list-style-type: none"> Finalisation du film - Installation du dispositif de visualisation + animation



SAM* - Mirail # 4

* Semaine Architecturale de Médiation du Mirail

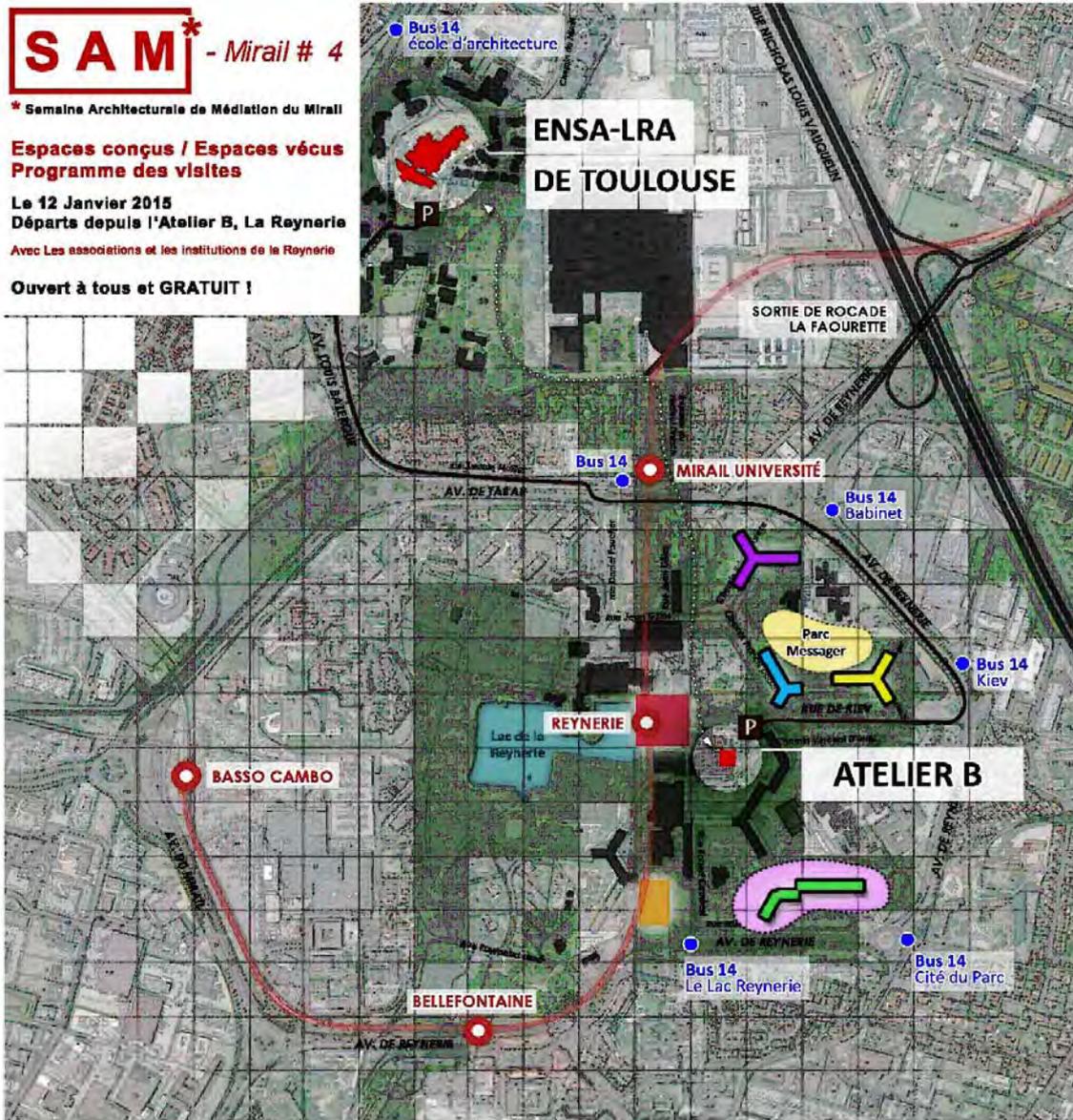
Espaces conçus / Espaces vécus
Programme des visites

Le 12 Janvier 2015

Départs depuis l'Atelier B, La Reynerie

Avec Les associations et les institutions de la Reynerie

Ouvert à tous et GRATUIT !



Ensemble du Grand-Projet de Ville Reynerie
Visite commentée d'1h30 par Julien Falconnat, chef de projet Renouveau Urbain Reynerie (Mission GPV)

Immeuble Petit Varese - Aile A (Habitat Toulouse)
Immeuble entièrement réhabilité
Rénovation de 70 logements en colocation solidaire (actuellement tous occupés) dans le cadre de la Koloc : à projets solidaires
Rénovation de logements en accession sociale à la propriété
Rénovation de logement en location
Visite accompagnée par Morgane Pagès de l'AFEV (Association de la Fondation Etudiante pour la Ville)

Immeubles Poulenc (Les Chalets)
Immeuble et logements occupés en cours de réhabilitation
Visite accompagnée par Melissa Tlemçani, médiatrice de la résidence Poulenc

Immeuble A - Groupe Logement (Logement à usage mixte)
Aujourd'hui logements collectifs en copropriété et locatif social
La réhabilitation a été estimée à 28 M€ et le projet urbain prévoit sa démolition prévue en 2017
Le groupe Les Chalets rachète actuellement l'ensemble des logements
Visite accompagnée par Jérôme Loverdure

Place Abtal / Abords du lac
Espaces publics entretenus, et service de collecte de pain
Visite accompagnée par la régie de quartier Reynerie Service

Fiche-lisop
Aménagement provisoire d'espace public après une démolition dans le cadre de la Gestion Urbaine Sociale de Proximité
Construction de mobilier urbain dédié au sport + Brumisateur + Skatepark (à venir)
Visite accompagnée par Julie Proust, chargée de mission Gestion Urbaine et Sociale de Proximité (Mission GPV) qui a dirigé l'ensemble de l'opération

Immeuble Satie (Patrimoine SA Languedocienne)
Démarche de concertation avec habitants
Rénovation des appartements, ravalement des façades, réflexion des halls, mise en place de contrôle d'accès
Visite accompagnée par Valérie GUIRAUD, Chef de projet renouvellement urbain chez PATRIMOINE SA Languedocienne

Espaces publics Satie
Aménagement des espaces publics attenants à l'immeuble Satie et mise en place de jardins partagés en pied de barre pour 40 habitants
Visite accompagnée par Marion Recalde, du pôle territorial sud-ouest de Toulouse Métropole



F2S
Collectif de recherche

JEE* - Toulouse #1

*Journées d'Echanges Européennes

Le partage de l'espace public / collectif / privé

Mardi 13 Janvier à partir de 9h
ENSA Toulouse - Salle 1 -

Ouvert à tous

Evènement réalisé pendant le **SAMI*** - Mirail #4

Le partage de l'espace public / collectif / privé

Une investigation des consensus/dissensus des collectifs d'acteurs dans la fabrication de la ville ordinaire européenne

Aujourd'hui le patrimoine moderne fait l'objet de transformations radicales en Europe, qu'il soit d'ailleurs reconnu ou non en tant que patrimoine. En France, les quartiers modernes d'habitations collectives comme celui du Mirail font l'objet d'un processus de rénovations urbaines soutenues par l'Etat et de plus en plus en contraintes à l'implication des habitants. En Bulgarie, les habitants / propriétaires transforment les espaces extérieurs et intérieurs, posant ainsi d'entrée de jeu leur participation comme condition nécessaire d'une perspective de réhabilitation.

Entre l'Ouest et l'Est européen, la notion d'espace architectural et urbain ne s'examine pas de la même manière : la collectivisation (même passagère) des sols dans les pays de l'est introduit en effet la notion d'espace collectif appartenant pour partie au groupe habitant. Il en résulte des transformations et des adaptations spatiales qui cristallisent un partage de l'espace, entre création et construction des espaces architecturaux, et gestion et entretien des espaces communs à plusieurs échelles (cage d'escalier, entre-barres, groupes de barres). Ce partage de l'espace interroge alors la notion d'espace public comme une représentation des consensus et des dissensus qui animent les interactions des collectifs d'acteurs dans réhabilitation du patrimoine moderne. Il amène à investiguer les manifestations, les revendications, les conflits et/ou les négociations comme des outils pour une répartition des rôles et des places des différents collectifs en présence. Il implique les collectifs habitants (associatifs ou non) dans la gestion, la transformation et l'entretien des espaces architecturaux et urbains.

Le croisement des situations européennes entre est et ouest propose ainsi d'examiner les conditions de la réhabilitation participative des ensembles d'habitations collectives. De l'espace public jusqu'aux logements, comment ont-ils été conçus et construits? Comment et par qui ont-ils été entretenus et transformés? Comment et par qui leurs espaces extérieurs sont-ils occupés? Et, désormais, de quelles politiques publiques ou initiatives privées sont-ils l'objet?



F2S

Collectif de recherche

Le partage de l'espace public / collectif / privé

Une investigation des consensus/dissensus des collectifs d'acteurs dans la fabrication de la ville ordinaire européenne

PROGRAMME DE LA JOURNÉE DU MARDI 13 JANVIER 2015

Après avoir investigué l'histoire du mouvement moderne aux Etats-Unis et en Europe, la première partie de la Journée Européenne d'Echanges se focalise sur la situation toulousaine, pour comprendre l'histoire de sa politique urbaine et celles de ces grands ensembles (privés et publics). A partir d'une vision géographique transversale est-ouest, la matinée permettra de situer les développements du mouvement moderne comme une partie (ou un fragment) de la ville ordinaire contemporaine. Elle interrogera leurs conceptions, leurs constructions et leurs appropriations (ou occupations) par les usagers-habitants, en distinguant les différents collectifs d'acteurs à l'oeuvre dans la fabrication de la ville, leurs consensus et/ou conflits.

9h : Accueil des participants - Salle 2

9h15 : Présentation de la journée - Salle 1

9h30 : Dimitar Andreychin [Professeur à l'UACEG Sofia]

L'histoire du mouvement moderne en Bulgarie / Etats-Unis

10h15 : Milena Guest [Enseignante ENSA de Normandie]

Des héritages des Trente glorieuses à la production du patrimoine moderne: acceptations et controverses

11h : Mohammed Zendjebil [Enseignant ENSA Toulouse]

L'histoire politique et sociale de Toulouse et du Mirail

11h45 : Pierre Weidknet [Enseignant ENSA Toulouse]

Politiques urbaines et production des grands ensembles dans l'agglomération Toulousaine - 1945-1971

12h30 : Pause repas - Salle 2

La seconde partie de la journée s'intéresse alors à la question du partage matériel et immatériel des espaces, en interrogeant les conditions de compréhension et de comparaison des formes architecturales et urbaines «modernes». Un détour géographique et artistique permettra de comparer les situations des grands ensembles, leurs formes, leurs statuts et leurs appropriation. L'après-midi sera l'occasion d'examiner les cadres de la rénovation urbaine et les perspectives de réhabilitation-construction participative et collaborative, associant tous les collectifs d'acteurs en présence.

14h : Béatrice Utrilla [Enseignante ENSA Toulouse]

Par à Dice, du Mirail à la Californie

14h45 : Noel Jouenne [Enseignant ENSA Toulouse]

Firminy : une histoire à suivre

15h30 : Dominique Lefrançois [Enseignante ENSA Marseille]

Le parking dans les grands ensembles

16h15 : Isabelle Estienne [Enseignante ENSAP Lille]

Inventaire des méthodes participatives et des types de collectifs dans la fabrication des espaces publics

17h : Milena Metalkova [Directrice de la recherche à l'UACEG Sofia]

La fluctuation de l'espace public / privé dans un partenariat public-privé : un mégaprojet à Tokyo

17h45 : Apéritif de clôture - Salle 2

Bibliographie indicative

BACQUE, Marie-Hélène, et BIEWENER, Carole. *L'empowerment, Une pratique émancipatrice*. Paris: La Découverte, 2013.

BERQUE, Augustin. *Milieu et identité humaine: notes pour un dépassement de la modernité*. Paris: Donner lieu, 2010.

BOURRIAUD Nicolas. *Esthétique Relationnelle*. Dijon. Presses du réel, 1998.

CEFAÏ, Daniel. *Pourquoi se mobilise-t-on?, Les théories de l'action collective*. Paris: La Découverte, 2007.

CHÂTAIGNIER Jean-Marc. *Fragilités et résilience, Les nouvelles frontières de la mondialisation*, Karthala, 2014.

COHEN, Jean-Louis. *The futur of architecture Since 1889. A worlwide history. Architecture in Detail*. Londres: Phaïdon, 2012.

CORBOZ André. *Le Territoire comme palimpseste et autres Essais*. Besançon. Editions de l'Imprimeur, 2001.

GOFFMAN, Erving. *Behavior in public places : Notes on the social organization of gatherings*. Reissue. Free Press, 1966.

RANCIÈRE Jacques. *Le Partage du sensible : Esthétique et politique*. Paris, Fabrique : Diffusion Les Belles Lettres, 2000.

ROUET Gilles. *Mobilisations citoyennes dans l'espace public*. Paris, L'Harmattan, 2013.

TERRIN, Jean-Jacques. *Conception collaborative pour innover en architecture : Processus, Méthodes, Outils*. Paris: L'Harmattan, 2009.



REMERCIEMENTS

Nous tenons à remercier la direction et toute l'équipe administrative de l'ENSA de Toulouse, sans laquelle cette manifestation n'aurait pas pu avoir lieu sous cette forme, ainsi que les institutions partenaires qui se sont engagées dans l'aventure, y compris la direction générale des patrimoines du Ministère de la Culture et de la Communication qui soutient financièrement le projet "Processus européens de métropolisation".

Nous remercions également les enseignants et les chercheurs de l'ENSA et du LRA de Toulouse, pour leur participation au projet et à la manifestation, ainsi que la direction du LRA qui soutient nos actions depuis leurs débuts, tant en France à l'Etranger.

Enfin, nous remercions bien évidemment les participants pour leur venue à Toulouse et les perspectives de collaboration qu'ils offrent à notre collectif de recherche et, plus largement, à l'articulation de la recherche et de la pédagogie au sein de l'ENSA de Toulouse.

PARTICIPANTS

Enseignants toulousains :

David Esteban, architecte DE
Florian Faurisson, architecte DE
Carl Hurtin, artiste
Noel Jouenne, ethnologue
Luc Larnaudie, architecte-ingénieur EPFL
Thomas Lequoy, architecte DE
Francois Mahr, architecte DPLG
Alexandre Moisset, paysagiste DPLG
Clara Sandrini, architecte DPLG
Béatrice Utrilla, artiste
Pierre Weidknet, géographe
Mohammed Zendjebil, géographe

Enseignants et participants français :

Isabelle Estienne [Enseignante ENSAP Lille]
Milena Guest [Enseignante ENSA de Normandie]
Dominique Lefrançois [Enseignante ENSA Marseille]
François Nowakowski [Enseignant ENSA de Lyon]
Jasmina Pissareva [architecte-urbaniste Marseille]

Enseignants bulgares :

DimitarAndreychin [Enseignant à l'UACEG Sofia]
Milena Metalkova [Enseignant à l'UACEG Sofia]



Espace conçu / espace vécu : une investigation des traces des mémoires dans l'espace...
 Que reste-t-il de la conception du TEAM X, directement accessible depuis l'espace public et dans les sphères de l'intime ? Comment les habitants se sont-ils approprié les espaces intérieurs et extérieurs ? Quelles sont aujourd'hui les traces d'occupation de ces espaces ?

OUVERT À TOUS ET GRATUIT !
 VERNISSAGE LE VENDREDI 16 JANVIER À 17H00 ATELIER B

Lundi 12	Mardi 13	Mercredi 14	Jeudi 15	Vendredi 16
<p>ETAT DES LIEUX DES INITIATIVES INSTITUTIONNELLES A LA REYNERIE 17h00 - 19h00 Atelier et installation (Atelier B)</p> <p>19h00 Présentation de workshop</p> <p>3 groupes de 10 à 15 étudiants, étudiants diplômés des écoles d'architecture</p> <p>TOUS LES GROUPES Classe et atelier à la maison, photographes, architectes diplômés des écoles</p> <p>Présentation de l'atelier de veille magazine (présentation de résultats)</p> <p>19h30 - 19h40 Stratégie</p> <p>TERRITOIRE DU QUV REYNERIE Visite avec Stéphane Lacroix, Chef de projet Renouvellement Urbain Toulouse Métropole</p> <p>PETIT VARESE Visite avec Stéphane Lacroix, Directeur d'urbanisme</p> <p>Précis collectif</p> <p>19h00 - 19h30 Espaces dédiés</p> <p>SATE Visite avec Stéphane Lacroix, Chef de projet Renouvellement Urbain Toulouse Métropole</p> <p>MESSAGE Visite avec Stéphane Lacroix, Chef de projet LES CASSETS</p> <p>POULINC Visite avec Stéphane Lacroix, architecte, LES CASSETS</p> <p>19h00 - 19h30 Espaces dédiés</p> <p>FRICHE UROP Maison 1000 M2</p> <p>PLACE BASAL Visite avec Stéphane Lacroix, Coordinateur social, Renouvellement Urbain</p> <p>ESPACES PUBLICS SATE Visite avec Stéphane Lacroix, Chef de projet SATE, Renouvellement Urbain</p> <p>19h00 - 19h30 Sélection et classement par site de vote</p>	<p>JOURNÉE EUROPEENNE D'ECHANGE #1 (Salle 1, ENSA)</p> <p>17h00 - 19h00 Le partage de l'espace public, collectif ou individuel</p> <p>Exposition des travaux</p> <p>Mise-à-jour de l'atelier collectif</p> <p>1 atelier + 1 question</p> <p>Mise-à-jour de l'atelier collectif</p> <p>DIMITAR ANDREYCHIN URACIO Sofia</p> <p>MILENA GUEST URACIO Sofia</p> <p>MCHAMMED ZENDEJE ENSA de Toulouse</p> <p>PIERRE WECKENNET ENSA de Toulouse</p> <p>19h00 - 19h30 Départ: Salle 2</p> <p>BEATRICE URRILA ENSA de Toulouse</p> <p>NOËL JOUENNE ENSA de Toulouse</p> <p>DOMINIQUE LEFRANÇOIS ENSA de Toulouse</p> <p>SABELLE ESTIENNE ENSA de Toulouse</p> <p>MILENA METALKOVA URACIO Sofia</p> <p>19h00 - 19h30 Apéritif de clôture</p>	<p>RESURRECTION DES VERTUS DE LA REY 17h00 - 19h00 Définition d'une charte graphique commune Format et plan graphique (P. Roussel A1)</p> <p>19h00 - 19h30 Bénéficiaires des ateliers</p> <p>Reprise des groupes de travail</p> <p>GRUPE 1 Alicia, Samira, Amina, Yasmine, Mehdi, Céline</p> <p>GRUPE 2 Guillaume, Céline, Marc, Sébastien, Amélie, Guillaume</p> <p>GRUPE 3 Alicia, Mehdi, Céline, Sébastien</p> <p>GRUPE NEWSPAPER Alicia, Mehdi, Céline, Sébastien</p> <p>Précis collectif</p> <p>19h00 - 19h30 Bénéficiaires des ateliers (ville)</p> <p>19h00 - 19h30 Préparation de l'action collective et l'atelier</p> <p>TOUS LES GROUPES Atelier de support table + Photo Atelier de la Reynerie</p> <p>Collaboration et atelier de support</p> <p>Ateliers de mise à jour des agendas</p> <p>Montage des agendas identitaires des groupes d'acteurs (participatifs) de la Reynerie</p> <p>Installation de la charte graphique d'urbanisme pour habitants</p>	<p>ACTION COLLECTIVE 17h00 - 19h00 Synthèse et réflexion générale</p> <p>19h00 - 19h30 ACTION COLLECTIVE Installation sur le marché et mise en scène</p> <p>TEMPS 1 Mise en scène et environnement des figures des groupes d'acteurs et de la table</p> <p>TEMPS 2 Chemin des citoyens pour habitants</p> <p>TEMPS 3 Animation d'un jeu de plateau</p> <p>GRUPE FILM 1 Film / 1 Montage</p> <p>Précis collectif</p> <p>19h00 - 19h30 VERS UNE IMAGE FAIRFAISE</p> <p>TOUS LES GROUPES Présentation des photographies de l'atelier CLV</p> <p>Ateliers de support</p> <p>Ateliers de support</p> <p>GRUPE NEWSPAPER Sébastien de journal</p> <p>GRUPE FILM Montage d'un film sur l'action collective</p> <p>19h00 - 19h30 Synthèse et clôture</p>	<p>FINALISATION ET EXPOSITION 17h00 - 19h00</p> <p>TOUS LES GROUPES Mise en forme des propositions de la veille</p> <p>Présentation des photographies</p> <p>Mise en scène de l'exposition</p> <p>GRUPE NEWSPAPER Edition d'une maquette A3 du Newspaper et d'un journal de 10 pages</p> <p>GRUPE FILM Finalisation du film</p> <p>Installation de dispositifs de visualisation + exposition</p> <p>19h00 DÉPART EN PUBLIC et lancement de l'exposition</p> <p>TOUS LES GROUPES Mise en scène de l'exposition</p> <p>Accueil du public et préparation des présentations orales</p>



Visites du quartier de la Reynerie

Le 12 Janvier 2015
 Départs depuis l'Atelier B, La Reynerie

Avec les associations
 et les institutions de la Reynerie